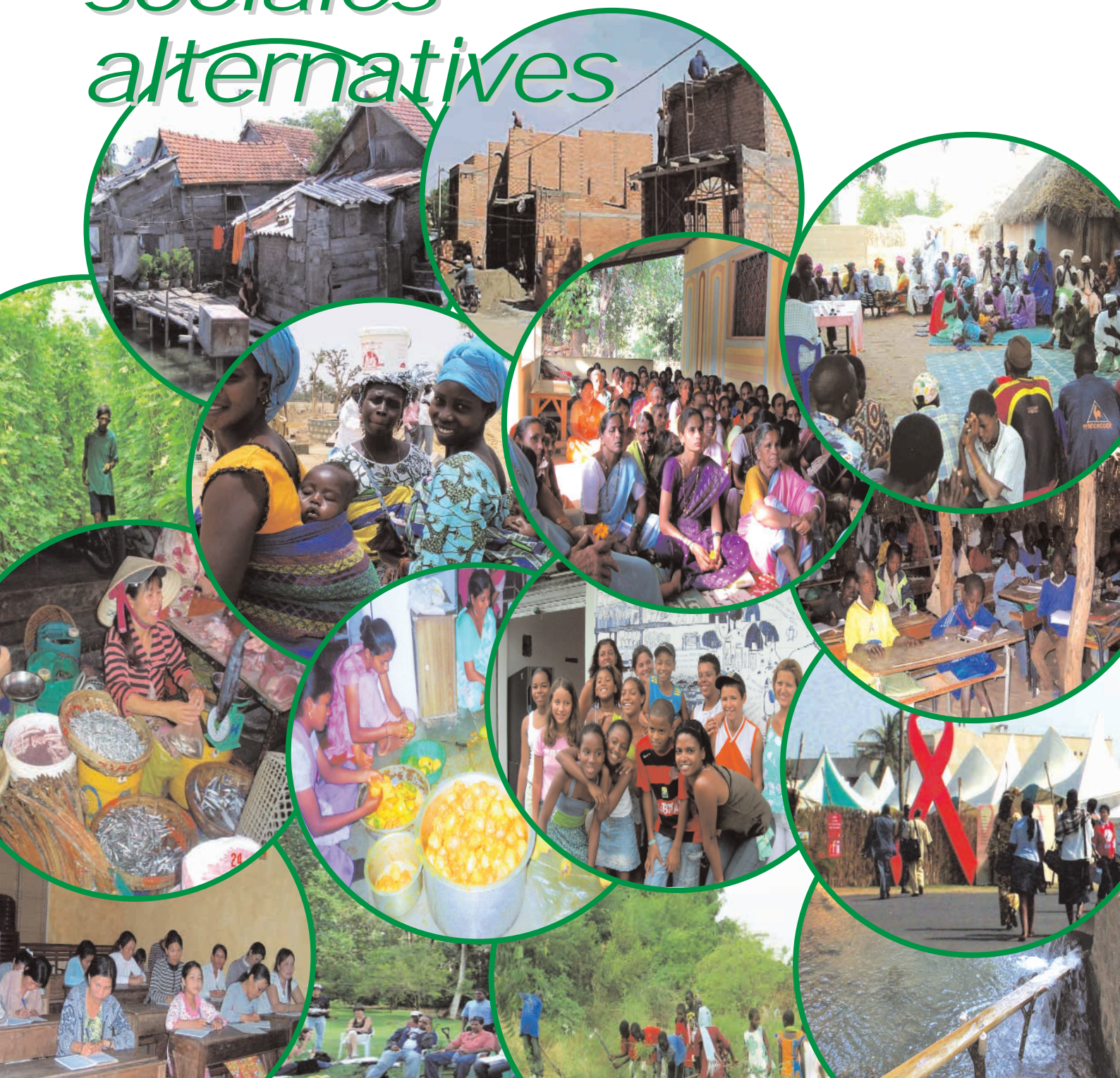


rapport annuel 2008



© 2009 Enda Tiers-monde / Organisation internationale non gouvernementale

Publication : Enda Tiers-monde / Secrétariat exécutif

Citation : Enda Tiers Monde / Secrétariat exécutif [2009], Rapport annuel 2008, *Vers des politiques sociales alternatives*, Dakar, Sénégal, 84 pages.

Photos de couverture : Enda Tiers-monde

Graphisme : Enda Tiers-monde

Impression : La Rochette (Dakar / Sénégal)

Rapport disponible auprès du Secrétariat exécutif d'Enda Tiers-monde :

Résidence du Phare Mamelles
Route de Ngor - Dakar
BP : 3370 DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 860 51 32
Fax : +221 33 860 51 33
Standard : +221 33 869 99 48
E-mail : se@enda.sn
Site Web : <http://www.enda.sn>

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise, sans autorisation écrite préalable du droit d'auteur, à condition que la source soit clairement indiquée.

Enda Tiers-monde
Rapport annuel 2008



***Vers des politiques
sociales alternatives***

Tables des matières

Préface	6
---------------	---

Sigles et acronymes	8
---------------------------	---

1. Gouvernance environnementale	11
---------------------------------------	----

1.1. Quand la problématique « climat » s'étend à tous les domaines sociaux	12
--	----

1.2. Réconcilier le développement rural, la GRN et les politiques sociales	14
--	----

1.3. Reconsidérer les politiques en fonction des continuités territoriales	21
--	----

1.4. Pour des modes de régulation à une échelle microéconomique et sociale	24
--	----

2. Développement local	29
------------------------------	----

2.1. L'investissement local, comme réponse à la diversité des besoins sociaux	30
---	----

2.2. Pour que « développement urbain » rime avec « développement humain »	33
---	----

2.3. Le rôle des diasporas dans le développement des localités d'origine	38
--	----

2.4. Le renforcement des capacités, condition de la participation citoyenne	38
---	----

2.5. La décentralisation n'est pas le développement local, mais doit y contribuer	41
---	----





3. Education et formation	45
3.1. Quand l'éducation publique progresse en quantité et régresse en qualité	47
3.2. L'éducation alternative : une deuxième voie pas tout à fait secondaire	48
3.3. L'éducation alternative, comme forme de lutte contre l'exclusion sociale	50
3.4. Pour la valorisation et l'harmonisation de nos initiatives éducatives	55

4. Santé et prévention	59
4.1. Droit à la santé, justice sociale et responsabilités citoyennes	60
4.2. Réduire la vulnérabilité des populations face aux maladies prioritaires	63
4.3. Des initiatives locales pour renforcer la santé communautaire	67
4.4. Intégrer la médecine traditionnelle dans les systèmes de santé	70
4.5. Préparer les professionnels de la santé à embrasser le communautaire	73

Ressources financières d'Enda en 2008	74
Liste des entités d'Enda	80

Préface



*Par Mme Joséphine Ouédraogo
Secrétaire exécutive d'Enda TM*

Replacer les politiques sociales au cœur du développement

6

L'année 2008 dans le monde a été marquée par plusieurs événements majeurs, parmi lesquels : le niveau le plus élevé jamais atteint par le prix du baril de pétrole (150 \$), la flambée des prix des denrées alimentaires engendre des « émeutes de la faim » dans tous les continents du Sud, de larges épidémies de choléra se déclenchent au Zimbabwe et en RDC et enfin, la crise financière atteint son apogée et jette au chômage ou « à la rue » des milliers de ménages dans les pays industrialisés.

Année de tous les excès, 2008 met à nu, d'une part, la grande vulnérabilité du système ultra-libéral en atteignant les sommets de l'accumulation, et d'autre part, la fragilisation des conditions de vie des populations, du Nord comme du Sud, soumises aux fluctuations des ressources dont se nourrit le système libéral mondial.

D'un côté, le niveau élevé de la croissance économique globale semblait donner raison à ceux qui prônaient que le développement est avant tout la résultante de la libéralisation économique. De l'autre, la Déclaration mondiale sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), dès l'année 2000, est un constat d'échec inavoué de la thèse qui fait du développement social un effet induit et inéluctable de la croissance économique.

En effet, les indicateurs socio-humains qui justifient les secteurs prioritaires des OMD sont publiés dix ans après la mise en œuvre forcée des Programmes d'ajustements structurels qui cantonnaient les Etats dans un rôle de gestionnaires des équilibres budgétaires et des équilibres macro-économiques. Pour parachever la logique du nouveau système mondialisé auquel les pays devaient s'intégrer, il était

devenu caduc de poursuivre les exercices de planification du développement économique et social au niveau national. Les ministères chargés du Plan ont alors été tour à tour supprimés ou absorbés par les départements chargés des Finances et de l'Economie.

En conséquence, les secteurs sociaux (santé, éducation, eau et assainissement, logement, développement local urbain et rural, etc.) devaient s'arranger pour tirer le meilleur profit possible des retombées de la croissance économique nationale, qui devenait ainsi l'indicateur ultime de la « bonne intégration » de chaque pays au système mondial libéral. Les politiques sociales s'assimilaient dorénavant aux Stratégies nationales de lutte contre la pauvreté auxquelles la communauté internationale portait toute son attention et consacrait quelques ressources tout en incitant les pays « pauvres » à ouvrir largement leurs espaces économiques aux investisseurs étrangers.

Si les résultats engendrés par les Stratégies de réduction de la pauvreté (davantage d'écoles, de points d'eau, de prévention sanitaire, d'emplois, etc.) et par l'afflux de capitaux extérieurs (formations, emplois, infrastructures, bâtiments, institutions bancaires, communication, etc.), sont largement positifs, en revanche, les revers sont multiples : coûts élevés des services sociaux, sans compensation pour les plus démunis, envahissement des marchés intérieurs par des produits et des services importés au détriment des produits locaux, étouffement des capacités d'innovation, de réflexion et de prospective des populations, notamment les jeunes dont les ambitions sont dorénavant assujetties aux perspectives de la migration ou à celles offertes par des projets de « coopération » décentralisée.

Aujourd'hui, la nation la plus libérale au monde et la plus industrialisée, les Etats-Unis d'Amérique, accepte de reconnaître le degré de misère d'une bonne frange de ses propres populations, fragilisées et privées des fruits de la croissance économique. Lors de sa prestation de serment, le Président Obama prend ouvertement l'engagement de mettre en œuvre des politiques sociales qui visent à réduire l'inégalité d'accès aux soins, à l'éducation et au logement décent. Face à cette nouvelle donne, Enda se sent plus que jamais à l'aise aujourd'hui pour rappeler les principes qui sous-tendent son engagement depuis trois décennies pour un « développement responsable », fruit de l'ambition commune exprimée et gérée par les sociétés citoyennes.

Toute politique globale ou sectorielle qui prétend viser le bien-être des populations par le canal de la croissance économique, ne saurait être réalisée sans les impliquer puisqu'elles devraient être les acteurs et les premiers bénéficiaires de cette croissance.

A la faveur des bouleversements actuels, et notamment des signes qui autorisent, enfin, une remise en question formelle et ouverte de l'efficacité du « totalitarisme » ultra-économique et ultra-libéral, Enda, à travers son Rapport 2008, veut rappeler que le développement, c'est aussi et d'abord un choix de société ; c'est tout ce qui englobe la vie, les ressources et les aspirations des hommes et des femmes dans leurs différents contextes. Aussi, avons-nous choisi de livrer aux lecteurs nos expériences dans quatre domaines que nous inscrivons dans notre vision du « social » : le social étant compris comme tout ce qui ne porte pas au départ un objectif étroit d'enrichissement matériel, même si l'une des finalités est certainement l'équilibre et le bien-être moral et matériel des sociétés.

Nous ne nous sommes pas limités aux composantes classiques du « social ». Nous avons choisi de nous concentrer sur les aspects qui, parmi d'autres, importent pour tout pays en voie de développement qui cherche à se libérer de l'étau du « tout-économique ».

L'action d'Enda se déroule sur plusieurs fronts et pour ce *Rapport annuel 2008*, et en cohérence avec le thème que nous avons voulu très large, « *Vers des politiques sociales alternatives* », nous vous livrons nos expériences et nos réflexions sur :

- la gouvernance environnementale,
- le développement local,
- l'éducation et la formation,
- la santé et la prévention.

Bonne lecture !

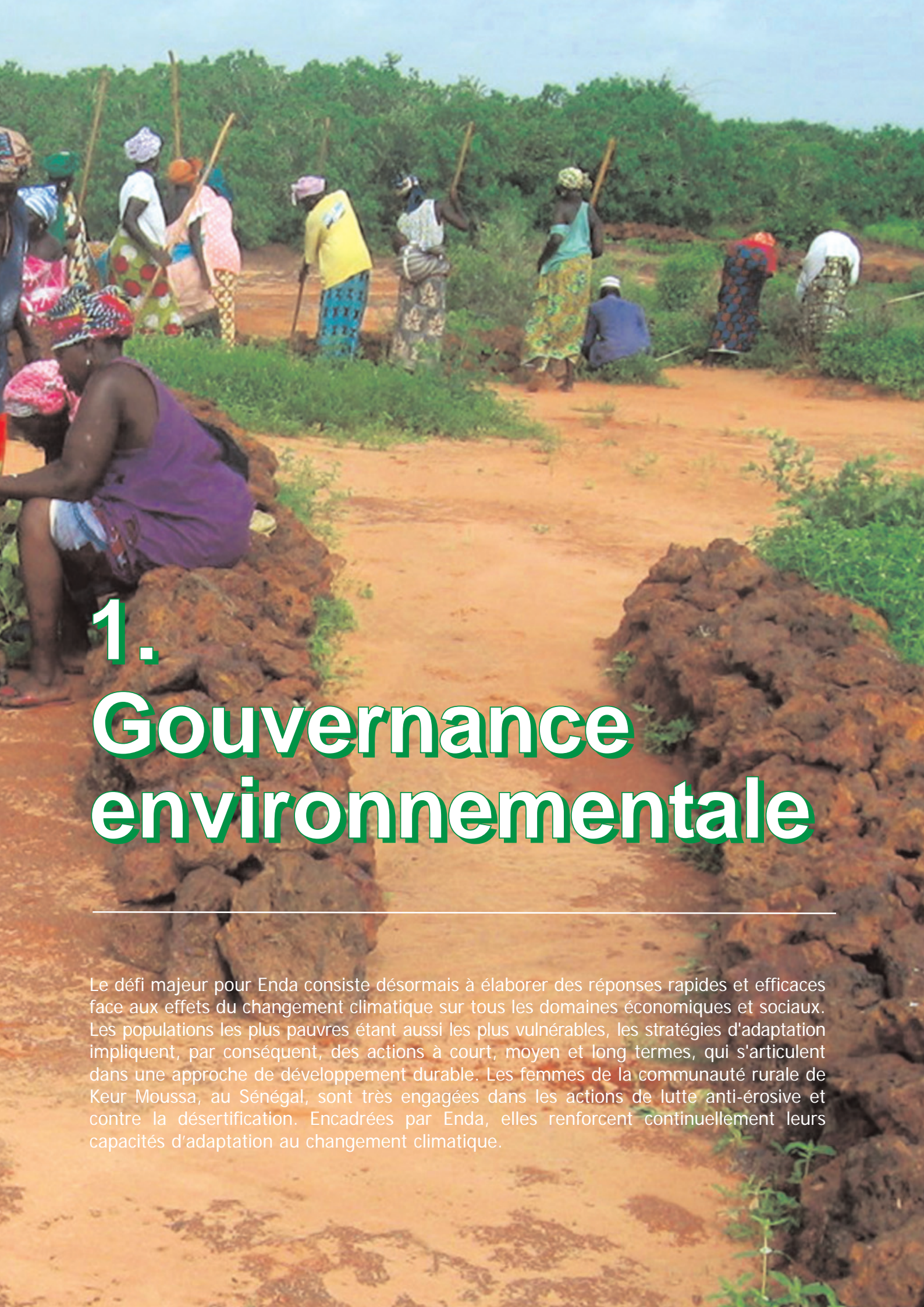
Joséphine Ouédraogo

Sigles & acronymes

ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
ANEW	African Civil Society Network on Water and Sanitation
AOC	Afrique de l'Ouest et du Centre
APROCA	Association des Producteurs de Coton Africains
ARD	Agence Régionale de Développement
ASMAE	Association Sœur Emmanuelle
AURAN	African Urban Risk Analysis Network
AWA	African Women's Association
BIT	Bureau International du Travail
CCSIDA	Coordination nationale de la lutte contre le VIH/Sida
CIDEAL	Centro de Investigación y Cooperación para el Desarrollo
CNEAP	Collectif national de l'éducation alternative
CNLS	Comité national de lutte contre le sida
CONFINTEA	Conférence internationale sur l'éducation des adultes
COP	Conférence des Parties
CRDI	Centre de Recherches pour le Développement International (Canada)
CRID	Centre de recherche et d'informations pour le développement
CSA	Centres de Santé Associatifs
CSAO	Club du Sahel de l'Afrique de l'Ouest
CSRP	Commission Sous-régionale des Pêches
CTA	Centre de traitement ambulatoire
DES	Diplôme d'études spécialisées
DFID	Department For International Development (IDRC/CRDI)
DIAPODE	Projet Diasporas pour le développement
DIMITRA	Programme Femmes rurales et Développement (FAO)
DRA	Développement rural alternatif
EJT	Enfants et jeunes travailleurs
EPT	Education pour Tous
FAO	Food and Agriculture Organization
FEVE	Projet Frontières et Vulnérabilités au VIH
FM/ANCS	Fonds Mondial et l'Association nationale de lutte contre le Sida
FMG	Fraternité Médicale Guinée
FOCAUP	Fonds communautaire pour l'assainissement des quartiers urbains pauvres
GIE	Groupement d'intérêt économique
GRAIM	Groupe de recherche et d'appui aux initiatives mutualistes
GRAPENS	Groupe d'appui à la promotion de l'éducation numérique au Sénégal
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
GRPM	Groupe de recherche sur les plantes médicinales
GURPM	Gestion et utilisation rationnelle des plantes médicinales
HIC	Habitat International Coalition
IANODE	Initiatives d'assainissement novateur pour les villes de Ouagadougou, Douala et Edéa
IEC	Information - Education - Communication
INRA	Institut national de la recherche agronomique (France)
IPEC-BIT	Programme international pour l'abolition du travail des enfants du BIT
ISED	Institut de Santé et Développement
IST	Infections sexuellement transmissibles

MDP	Mécanisme de Développement Propre
MORABI	Associação de Apoi a Auto-Promoção da Mulher no Desenvolvimento
MSM	Men having Sex with Men (homosexuels masculins)
NOAA	National Oceanic and Atmospheric Administration
OCB	Organisation communautaire de base
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEV	Orphelins et enfants vulnérables
OGM	Organismes génétiquement modifiés
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
PADELU	Programme d'appui au développement local urbain
PAIN	Paquet d'activités intégrées de nutrition
PDEF	Programme décennal de l'éducation et de la formation
PECIME	Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant
PIL	Plan d'investissement local
PLD	Plan local de développement
PNLP	Programme national de lutte contre le paludisme au Sénégal
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PRN	Programme de renforcement nutritionnel
PVVIH	Personnes vivant avec le VIH
REDD	Réduction des émissions par la déforestation et la dégradation
REPAO	Réseau sur les politiques de pêche en Afrique de l'Ouest
REPTA	Réseau Education pour Tous en Afrique
RVA	Réseau Vendre autrement
SAED	Société nationale d'aménagement et d'exploitation du delta du fleuve Sénégal
SEI	Stockholm Environment Institute
SIAAP	Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne
SIR	Système d'information régional (méthode de l'INRA pour une meilleure connaissance des sols)
SNEB	Semaine nationale de l'école de base
SODEFITEX	Société de développement des fibres textiles au Sénégal
SOUB	Soins obstétricaux d'urgence de base
START	SysTem for Analysis, Research, and Training
STNLS	Coordination nationale de la lutte contre le Sida en Guinée-Bissau
TBI	Tableaux blancs interactifs
TIC	Techniques de l'information et de la communication
TRAMIL	Recherche appliquée à l'usage populaire des plantes médicinales dans les Caraïbes
TS	Travailleuse du sexe (prostituées)
UNESCO	United Nations Educational Scientific and Cultural Organization
UNFCCC	United Nations Framework Convention on Climate Change
UNGEI	United Nations Girls' Education Initiative
UNICEF	United Nations Children's Emergency Fund
UNITAR	United Nations Institute for Training and Research
USAID	United States Agency for International Development
VERDEFAM	Associação Cabo-Verdiana Para a Protecção da Família
WAC	Water for African Cities
WWF	World Wide Fund for nature





1. Gouvernance environnementale

Le défi majeur pour Enda consiste désormais à élaborer des réponses rapides et efficaces face aux effets du changement climatique sur tous les domaines économiques et sociaux. Les populations les plus pauvres étant aussi les plus vulnérables, les stratégies d'adaptation impliquent, par conséquent, des actions à court, moyen et long termes, qui s'articulent dans une approche de développement durable. Les femmes de la communauté rurale de Keur Moussa, au Sénégal, sont très engagées dans les actions de lutte anti-érosive et contre la désertification. Encadrées par Enda, elles renforcent continuellement leurs capacités d'adaptation au changement climatique.

La gouvernance environnementale a beaucoup évolué depuis le Sommet de Johannesburg, en 2002, où elle se référait exclusivement à la « gouvernance mondiale de l'environnement ». A l'époque, la crise environnementale, occasionnée par les impacts néfastes et parfois irréversibles des activités humaines sur la nature, avait fini de convaincre gouvernements et citoyens de l'urgence de nouvelles réponses collectives. Une grande diversité d'acteurs, allant des institutions de coopération multilatérale aux ONG, en passant par les États et les instances privées de normalisation, pouvait désormais participer à l'élaboration de normes, règles et conventions censées fonder une régulation mondiale de l'environnement. La globalisation environnementale devenait le pendant de la globalisation économique.

Depuis cette première conception, beaucoup d'évolutions ont marqué la gouvernance environnementale, la rendant ainsi multiforme et multidimensionnelle. Lorsqu'on sait que les nouveaux enjeux résident précisément dans la création de systèmes de régulation qui ne se limitent pas à un ensemble d'actes administratifs, mais induisent une vraie politique, au sens d'une conduite collective, citoyenne et inclusive, la notion gagne du sens et offre un surcroît d'efficacité dans la prise en charge de l'environnement. En effet, l'intégration de multiples acteurs, qu'ils soient individuels ou collectifs, et l'articulation des échelles, du local au global, ont réintroduit la question de la participation, telle que posée, dès la fin des années 80, par la *Commission Brundtland* et l'*Agenda 21*. Aujourd'hui, la gouvernance environnementale permet de couvrir une réalité complexe comprenant les formes d'organisation, les régimes de gestion, les systèmes de régulation et les mécanismes de dialogue multiacteurs, qui participent à la formulation et à l'application des politiques environnementales au niveau local, national, régional ou mondial.

L'efficacité recherchée à travers cette nouvelle approche est à mettre en corrélation avec la place prépondérante accordée, au Nord comme au Sud, dans un contexte de mondialisation, à des collectivités locales décentralisées dont la viabilité économique et sociale, et la capacité à garantir la qualité de l'environnement, ne sont pas toujours avérées. D'où il ressort qu'exercer une gouvernance environnementale permet d'agir collectivement, selon une planification intégrée des impacts environnementaux et sociaux, en vue d'une gestion rationnelle et durable des ressources. Concrètement pour Enda, cela a pris diverses formes, telles que :

- le lancement d'initiatives permettant aux populations ouest-africaines de faire face à leurs problèmes de vulnérabilité/adaptation (avancée de la mer, désertification, inondations, etc.) ;
- le renforcement des capacités organisationnelles et techniques des coopératives rurales dans les pratiques agroécologiques et la gestion des infrastructures hydroagricoles en Inde ;
- la collaboration avec les communautés de base, les services gouvernementaux et les organisations patronales pour l'approfondissement de la gestion des systèmes agroforestiers en République dominicaine ;
- un appui scientifique et technique pour le projet d'extension de la Réserve de la biosphère de Bocaina, un parc naturel de l'Etat de Rio de Janeiro au Brésil ;
- le développement de l'agriculture urbaine en relation avec le recasement des populations déplacées par un projet d'autoroute à péage à Dakar ; etc.

1.1. Quand la problématique « climat » s'étend à tous les domaines sociaux

La présence d'Enda au 10e Forum africain de la société civile des 10 et 11 novembre 2008, à Nairobi (Kenya), organisé en prélude à la 25e session du Conseil d'administration du PNUE et du Forum ministériel mondial sur l'environnement de février 2009, n'est pas fortuite. Elle s'inscrit en droite ligne des activités menées par notre organisation depuis plusieurs années déjà, pour favoriser des synergies entre les organisations de la société civile. Les plates-formes d'échange et de consultation sur les questions environnementales qui en résultent, améliorent ainsi leur contribution aux forums internationaux sur l'environnement. Le thème prévu pour la 25e session du Forum ministériel mondial sur l'environnement étant : « Mondialisation et environnement : crises mondiales, chaos national », les délibérations de la

société civile ont été destinées aux ministres de l'environnement du monde entier. Au moment où ces autorités doivent débattre des multiples défis d'environnement et de développement, au niveau national et régional, et tenter de capitaliser les opportunités en appui à leurs efforts, le but visé est de leur présenter des alternatives et leur offrir de nouvelles perspectives.

La participation d'Enda à la gouvernance environnementale mondiale, dans le cadre du Réseau des ONG « climat & développement », a également justifié sa présence aux différentes conférences des parties (COP) sur le climat organisées ces dernières années, comme lors de la 14e session tenue à Poznan (Pologne) en décembre 2008.

Mais, par-delà le climat, il s'agit plus généralement pour Enda de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre, par les pays africains, des Accords multilatéraux sur l'environnement (les conventions sur la désertification, le changement climatique, la biodiversité, etc.). Ainsi, la place et le rôle occupés par notre organisation dans la mise en œuvre et l'évolution de ces conventions, se trouvent renforcés en 2008 et pour les années à venir par l'enjeu mondial que représente le régime post 2012 sur le climat et la nécessité de faire face au changement climatique. C'est ce qui fonde notre engagement dans le Programme de travail de Nairobi de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC) et dans d'autres initiatives sur la vulnérabilité/adaptation.

Le défi majeur pour Enda consiste désormais à élaborer, à court terme, des réponses efficaces face aux effets du changement climatique sur tous les domaines économiques et sociaux. A travers ses travaux de recherche-action et son implication active dans le débat international, la préoccupation majeure d'Enda est d'aider les populations à faire face aux conséquences sociales du changement climatique. Les populations les plus pauvres étant aussi les plus vulnérables au changement climatique, les stratégies d'adaptation impliquent, par conséquent, des actions à court, moyen et long termes, qui s'articulent dans une approche de développement durable. C'est dans cette logique que s'inscrivent les études de cas menées par Enda sur la vulnérabilité et l'adaptation des communautés de base dans quatre pays africains : le Sénégal, la Guinée-Bissau, le Mali et la Zambie.

Toutes ces actions illustrent le rôle de pivot que joue Enda dans la gestion et le suivi des deux plus grandes initiatives régionales sur l'Adaptation au changement climatique en Afrique (le projet

CRDI/DFID et le projet UNITAR/Union Européenne) dont il assure le suivi au niveau de neuf pays africains. Au Burkina Faso, il est question des impacts socioéconomiques du changement climatique dans la zone périurbaine de la capitale Ouagadougou. Au Cameroun, un projet évalue les impacts socio économiques, ainsi que les risques sur l'activité agricole et les stratégies d'adaptation des ménages d'agriculteurs. Au nord de l'Ethiopie, dans l'ouest du Kenya et en République Sud-africaine, le renforcement des capacités des petits producteurs agricoles, en matière de prise de décision pour une réponse commune face aux risques, leur permet d'être mieux à même de s'adapter au changement climatique. Au Ghana, ce sont les questions de sécurité alimentaire qui ont été investies, en relation avec les stratégies d'adaptation dans les plaines d'Afram. Au Niger et en Tunisie, les activités ont porté sur l'analyse des stratégies d'adaptation en zone sahélienne. Et au Nigeria, c'est la viabilité économique des activités génératrices de revenus dans les zones côtières du sud-ouest qui a été réinterrogée, à la lumière du changement climatique et de ses impacts probables ou effectifs sur le milieu et les ressources.

Il faut dire qu'Enda joue un rôle spécifique dans cette gouvernance environnementale, non seulement en termes d'appui technique, mais aussi d'allocation de fonds pour la mise en œuvre des activités. D'ailleurs, pour cinq de ces projets nationaux, Enda a organisé à Dakar (Sénégal), en septembre 2008, un atelier de lancement auquel ont pris part, non seulement les équipes coordinatrices des différents projets, mais aussi les partenaires du projet Adaptation au changement climatique en Afrique (Université du Cap, START, SEI, UNITAR et le CRDI-Canada). Toutes les activités ont ainsi été lancées et les fonds pour la mise en œuvre sont disponibles au niveau de chaque pays.

Trouver des solutions à l'épineux problème de l'approvisionnement en eau potable est au cœur des stratégies d'adaptation des communautés de base dans les pays du Sahel



Tester les capacités d'adaptation des communautés de base en Afrique

Enda a développé et utilisé une méthodologie qui repose sur des études de cas diversifiées dans le champ de la vulnérabilité/adaptation. Cette recherche-action menée au niveau de plusieurs pays africains (Sénégal, Guinée-Bissau, Mali et Zambie), a porté sur l'urbain, l'agriculture et la sécurité alimentaire, et la gestion forestière.

- « **Ville et changement climatique** » est une étude qui a porté sur la ville de Diourbel au Sénégal, une ville d'environ 100 000 habitants. Une initiative qui a permis de rassembler de nombreuses informations scientifiques, indispensables dans un contexte où les interventions sont souvent bridées par l'absence de données fiables. Ce qui a eu le mérite de faire ressortir, aux yeux des décideurs locaux, la vulnérabilité de la ville face au changement climatique, et les potentialités dont elle dispose pour y faire face en termes d'adaptation.
- « **Agriculture et Adaptation** » est une recherche-action qui interroge les aspects économiques de l'adaptation au changement climatique dans le contexte sénégalais. Elle a ainsi permis de procéder à une analyse économique comparée des coûts et avantages entre l'agriculture conventionnelle et l'agriculture biologique, également appelée « agriculture saine et durable », dans un contexte de changement climatique au Sénégal.
- « **Evaluation par les populations du carbone stocké** » est une activité de recherche qui a été menée dans trois pays ouest-africains (Sénégal, Mali et Guinée-Bissau) dont les forêts ont connu une nette augmentation des stocks de carbone, ce qui reflète une bonne appropriation des objectifs du projet par les populations.

En effet, c'est à travers de nombreuses séances de sensibilisation et de formation, qu'Enda a pu amener celles-ci à s'imprégner des retombées financières de ces activités dans le cadre du financement du carbone par le biais du Mécanisme de Développement Propre (MDP) et de la Réduction des Emissions par la Déforestation et la Dégradation (REDD). Les résultats très encourageants obtenus en 2008, surtout en Guinée-Bissau, ont d'ailleurs été présentés, lors d'un side-event à la 14e Conférence des parties (COP 14) à Poznan. Cet événement a été organisé par la Guinée Bissau avec ses partenaires portugais.

- **Dans les régions occidentales de la Zambie**, les activités menées par Enda dans la sensibilisation sur les conséquences du changement climatique et dans le renforcement des capacités organisationnelles des communautés de base, ont permis la mise en œuvre d'actions significatives en faveur de la sécurité alimentaire, afin de tester des cultures expérimentales adaptées au milieu et des techniques d'élevage intensif et d'agroforesterie. Les principales leçons tirées de ces expérimentations ont jeté un éclairage sur les difficultés rencontrées par les communautés de base dans la compréhension et l'appropriation des enjeux liés à l'adaptation dans ce contexte local. D'où il ressort que ces communautés devront impérativement développer des capacités endogènes, par le biais de la petite agriculture familiale, afin de soutenir des actions planifiées d'adaptation à moyen et long terme.

1.2. Réconcilier le développement rural, la GRN et les politiques sociales

C'est au début des années 80 qu'Enda a eu cette intuition selon laquelle la participation des paysans du Tiers-monde à la définition et à la mise en œuvre des politiques agricoles était la seule manière de réconcilier la gestion des ressources naturelles (GRN), l'accès à la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie des populations. Pour ce faire, notre organisation n'a eu de cesse de sensibiliser et d'informer sur certaines pratiques agricoles ayant des

impacts négatifs sur le milieu et sur la santé humaine et animale. En Afrique et dans d'autres régions tropicales, la déforestation et la désertification s'expliquaient souvent par la pression anthropique considérable qu'exerçait le recours quasi exclusif à la biomasse pour des besoins énergétiques, occultant dangereusement la question de la destruction des sols. Celle-ci s'expliquant par la monoculture commerciale (arachide, coton, café, cacao, huile de

palme, etc.) caractérisée non seulement par le recours massif à des engrais de synthèse, mais aussi par l'usage inconsidéré de pesticides (herbicides, fongicides, etc.), il est devenu évident que le développement du monde rural devait passer par un changement des pratiques.

De là sont nées de nombreuses initiatives destinées à sensibiliser les paysans sur les dangers liés à la diffusion des pesticides (organisation d'ateliers nationaux et sous-régionaux), articulées à de la recherche-action participative, avec les paysans, pour trouver des alternatives aux mauvaises pratiques, en faisant la promotion d'une agriculture saine et durable au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. Dans cette optique, la vulnérabilité des femmes, souvent confrontées aux difficultés d'accès au foncier et aux moyens de production (eau, matériel agricole, fertilisants organiques, biopesticides, etc.), a justifié qu'Enda oriente son intervention vers une approche intégrée, où la priorité n'est pas donnée aux techniques de production, mais plutôt à l'analyse collective des situations sociales qui ont engendré l'appauvrissement écologique et économique. D'où l'accent particulier mis sur le renforcement des organisations de femmes paysannes, qui vise à réduire les inégalités sociales croissantes en milieu rural, marquées par la concentration des terres et des moyens de production entre les mains d'une minorité et à assurer la pérennité de l'occupation des espaces par un aménagement judicieux des terroirs.

Car, pour arriver à un équilibre social fondé sur le droit des personnes à se nourrir de leurs propres productions, il faut générer des activités rémunératrices pour l'excédent de main-d'œuvre, en diversifiant les productions et en motivant la population, majoritairement féminine, pour son maintien en milieu rural.

Ces deux dernières années, les actions menées avec les fédérations paysannes, dans trois zones écologiques sensibles du Sénégal (la zone maraîchère des Niayes, la zone rizicole du fleuve Sénégal et la zone cotonnière de Tambacounda), se sont renforcées. Cela a permis à ces organisations paysannes de maîtriser les systèmes de gestion intégrée de leurs terroirs, pour une agriculture saine et durable, nourricière et génératrice de revenus. Des actions qui ont été mises en synergie au niveau sous-régional, à travers des initiatives menées en partenariat avec les organisations de base et la FAO, dans le but de trouver des solutions endogènes à l'épineux problème de la contamination des eaux par les pesticides, dans les bassins des fleuves Sénégal et Niger. En outre, Enda continue à appuyer la mise en place et le développement d'un réseau national, régional et international des femmes rurales, dans le contexte du programme DIMITRA de la FAO. Ce qui, par ailleurs, l'incite à renforcer son action concertée avec plusieurs catégories de producteurs africains, pour la mise en place d'un système local de labellisation, dans le cadre du commerce équitable.



Femmes agricultrices, formées par Enda, dans la fabrication et l'utilisation des bio pesticides

Renforcer les impacts sociaux de la lutte contre l'utilisation des pesticides

Le recours à l'irrigation, dans la vallée du fleuve Sénégal, a permis de pratiquer des cultures très diversifiées, telles que le maraîchage, la riziculture, le maïs, le coton, l'arboriculture (fruits, fourrage et bois), etc. Mais, dans toute cette zone, l'utilisation massive des engrais synthétiques et des pesticides durant plusieurs décennies, avait occasionné chez les populations de nombreux cas d'empoisonnements et d'accidents mortels liés à la réutilisation des bidons de pesticides. Qui plus est, la baisse des rendements, voire l'abandon de certaines surfaces arables à cause du surendettement, avaient amené les paysans de cette zone à considérer l'usage des pesticides comme une fatalité et à ne plus croire en la possibilité d'obtenir une bonne productivité agricole sans recourir à des intrants de synthèse.

Cependant, entre 2002 et 2008, les expérimentations menées par Enda sur les techniques de cultures maraîchères et rizicoles dans des *Champs-écoles paysans* ont montré que les alternatives agroécologiques présentent des avantages considérables par rapport aux pratiques conventionnelles, au triple plan social (mieux-être), économique (moins de charges) et agronomique (plus de rendements). C'est ainsi que dans le grand périmètre de la Société d'aménagement du delta (SAED), six producteurs appliquent une nouvelle méthode appelée « SIR », consistant à repiquer du riz avec de grands écartements en réduisant la quantité d'eau d'irrigation, déjà expérimentée dans les Champs-école paysans, qui a donné de meilleurs rendements que la pratique conventionnelle.

L'irrigation étant devenue incontournable, Enda a mis en place, avec les paysans de la Fédération *Ngatamaaré Tooro*, de petits périmètres irrigués autogérés où les pratiques agroécologiques expérimentées dans les Champs-écoles paysans sont appliquées, avec de très bons résultats à la clé, pour diverses cultures qui mériteraient d'ailleurs d'être

reprises à une plus grande échelle. Enda en a profité pour initier une approche village qui a permis de libérer, pour toute une communauté villageoise, 116 hectares de terres qui appartenaient traditionnellement à quelques familles et en a facilité l'aménagement d'une bonne partie au profit de petits producteurs. Ces derniers l'exploitent ainsi avec des pratiques agroécologiques qui fournissent des résultats très satisfaisants. Enda développe également avec cette fédération un autre volet de recherche axé sur la reproduction des semences paysannes, qui a permis de procéder à la plantation de plus de 200 variétés de fruits et légumes en 2008. De plus, les recherches menées sur les engrais verts, comme le *Cajanus cajan* et le *Sesbania rostrata*, ont montré un impact positif en termes d'enrichissement organique des sols.

Au niveau organisationnel, le développement entre 2005 et 2008, d'une mutuelle d'épargne et de crédit, caractérisée par une forte mobilisation des adhérents, a révélé le caractère incontournable d'un tel système de financement qui, malgré le caractère tardif de sa reconnaissance juridique, obtenue en octobre 2007, offre de réelles perspectives. En outre, durant tout le processus, Enda et ses partenaires de base ont compris que la gestion durable des terroirs ne saurait se faire sans une jonction avec des préoccupations éducationnelles qui doivent motiver une prise en charge précoce, dès l'enfance, tant au sein de la famille qu'au niveau de l'école. C'est ce qui a justifié la mise en œuvre d'un programme d'éducation environnementale, qui, depuis trois ans, mobilise au niveau de la communauté rurale de Guédé, un réseau de dix écoles, dont les enseignants et les élèves pratiquent et enrichissent les techniques agroécologiques au niveau de jardins scolaires.

Aujourd'hui, Enda appuie cinq fédérations paysannes au Sénégal :

- dans les Niayes, la Fédération des agropasteurs de Diender regroupe 24 villages et plus de 3000 membres répartis dans la communauté rurale de Diender et la commune de Kayar ;

- dans la communauté rurale de Keur Moussa, la Fédération Woobin mobilise 20 villages et plus de 1500 membres ;

- dans la vallée du fleuve Sénégal, la Fédération *Ngatamaaré Tooro* regroupe 36 villages et 2500 membres de la communauté rurale de Guédé-village ;

- dans le département de Tambacounda, la Fédération Yakaar Niani Wulli regroupe 80 villages et plus de 2000 membres (communautés rurales de Koussanar, Malème Niani, Sinthiou Malème, Koutchaba, Maka, Nétéboulou et Ndoga Babacar) ;
- la Fédération Nationale pour l'Agriculture Biologique mobilise les efforts de 24 organisations membres, dont 6 organisations d'appui et 18 organisations de base, réparties dans 8 régions du Sénégal (Thiès, Dakar, Tambacounda, Saint-Louis, Diourbel, Fatick, Kaolack et Kolda).

Cette action menée par Enda, en partenariat avec toutes ces organisations paysannes, a permis à celles-ci de produire, en se fondant exclusivement sur des méthodes culturales agroécologiques, des cultures vivrières destinées à l'autoconsommation (céréales, légumes, etc.), ainsi que du coton, du fonio et du sésame certifiés biologiques pour l'exportation, tout en essayant de développer un marché national de produits biologiques. Toutefois, bien que la production ne puisse pas encore satisfaire toute la demande extérieure, Enda et ses partenaires sont conscients de la nécessité de développer des filières locales de transformation, afin que la valeur ajoutée générée par les activités de transformation reste dans le pays. Dans l'ensemble de ces filières, la mise à disposition de moyens conséquents permettrait de donner une véritable dimension économique à cette démarche de recherche-développement, en accordant aux différents acteurs la possibilité de générer des revenus consistants.

Pour ce faire, l'acquisition de nouvelles capacités organisationnelles, par ces fédérations paysannes, dans la certification biologique (consolidation du système de suivi/contrôle interne des cultures et produits) et le commerce équitable (prix justes, démocratie, transparence et traçabilité), leur a permis de renforcer leur participation à la gouvernance, grâce à l'existence, en chacune d'elles, d'un organe décisionnel (le comité directeur) constitué de délégués d'union qui facilitent la communication entre le bureau exécutif et les producteurs à la base. Quant à la fiabilité du système de suivi, elle est assurée par un contrôle à trois niveaux, avec une équipe de supervision, des responsables d'union et des responsables de village, qui travaillent en étroite collaboration avec les services déconcentrés, les responsables locaux et les entreprises comme la SODEFITEX (Société de développement de la fibre textile au Sénégal).

En Inde également, ce sont les mêmes principes qui ont amené Enda à faire la promotion des pratiques agroécologiques, à travers le renforcement des associations paysannes de l'Etat de Maharashtra, engagées dans la production biologique. Cet appui

institutionnel et technique a notamment visé les groupements de femmes productrices, durement frappées par les contrecoups de la mondialisation et des politiques fédérales d'ajustement structurel. Il faut dire que dans le contexte de l'Asie du Sud, l'intégration forcée des producteurs indépendants dans les marchés émergents, se traduit souvent par leur transformation en simples ouvriers agricoles au service des multinationales, sans réelles perspectives de développement économique et social pour leurs communautés. Une situation particulièrement préoccupante à laquelle Enda et des regroupements d'associations de producteurs, ont choisi de s'attaquer, à travers deux entrées fondamentales : 1) la création de filières d'agriculture biologique allant de la lombriculture et la fabrication d'engrais organiques, à la production de riz et de fruits tropicaux ; et 2) la gestion forestière orientée vers la plantation et la valorisation du bois de chauffe et des essences médicinales.

L'agriculture biologique promue par Enda en Inde dans le district de Ratnagiri, comme dans le contexte africain, se justifie par les situations d'extrême pauvreté qui prévalent dans les campagnes et qui font que le recours aux pesticides de synthèse présente un risque environnemental considérable et crée une grande dépendance économique chez les paysans. C'est pourquoi, Enda et ses organisations partenaires qui comptent plus de 12000 producteurs-trices de fruits (mangues, noix de coco, etc.), d'épices (poivre) et de céréales (riz), et plus de 500 producteurs-trices de semences, de pépinières, de fertilisants et autres pesticides organiques, ont constitué un véritable réseau regroupant 6 équipes de recherche-action, 10 centres de recherche agronomique, 2 agences de certification biologique, 3 laboratoires d'analyse et de contrôle, des services de développement agricole du district de Ratnagiri et six banques spécialisées dans le financement des activités agricoles. Les efforts conjugués de tous ces partenaires d'Enda, orientés vers des systèmes de production agricole sains et durables, contribuent ainsi à faire de la gouvernance environnementale au niveau local, une réalité sans cesse revisitée à l'aune des avancées réelles notées sur le plan social et économique (accès à l'eau, au foncier, au crédit, à l'emploi, etc.). En effet, toutes ces initiatives sont sous-tendues par une volonté ferme de faire de ces producteurs-trices de véritables entrepreneur(e)s agricoles, engagé(e)s dans des activités rémunératrices durables. C'est la raison pour laquelle, Enda a consacré une bonne partie de ses efforts et de ses ressources à l'organisation d'ateliers de formation, de réunions publiques d'information et de campagnes de sensibilisation, avec une vraie stratégie de communication et de promotion de l'agriculture durable, qui s'est largement appuyée sur les radios communautaires, très influentes dans les campagnes indiennes.

Enda contribue à la création, en Inde, de filières d'agriculture biologique allant de la lombriculture et la fabrication d'engrais organiques, à la production de riz



Dans l'Etat de Maharashtra, la gestion forestière n'a pas été en reste, car la protection des sols exige de la part des acteurs, des efforts constants et soutenus de reforestation. Et c'est à ce niveau que la jonction est faite avec l'agriculture biologique, car les essences sont sélectionnées en fonction de leur utilité sociale ; d'une part, dans les pratiques médicinales traditionnelles

(l'Ayurvedic) et d'autre part, dans l'utilisation de la biomasse à des fins énergétiques (le bois de chauffe). Le modus operandi reste le même que pour l'agriculture et cherche à créer de véritables filières, allant de la spécialisation de certains producteurs dans la création de pépinières, à la valorisation des ressources forestières, en passant par les campagnes



de plantation d'arbres qui mobilisent des centaines de jeunes sur le mode du volontariat. Mais, ce qui est particulièrement innovant dans l'approche d'Enda, c'est que les paysans partenaires sont de petits exploitants de terres peu fertiles (fallow lands), rendues impropres à l'agriculture par de mauvaises pratiques environnementales, et que ces initiatives



*Amégagements
hydroagricoles
en Inde*



Femmes transformatrices de fruits tropicaux



*Campagnes de
sensibilisation des
femmes rurales
en Inde*

cherchent à transformer en nouvelles forêts. Marginalisés au sein de leurs communautés et privés des ressources nécessaires à la fertilisation de leurs terres par le biais des méthodes agrochimiques conventionnelles, 263 petits exploitants ont ainsi trouvé en Enda un partenaire attentif, qui leur a offert de réelles perspectives économiques à travers l'agroforesterie biologique. D'ailleurs, en 2008, un groupe de huit exploitants a inauguré le concept d'« Eco-agro-tourisme » et cette nouvelle activité génératrice de revenus a été particulièrement attractive pour les touristes étrangers et les étudiants des centres urbains effectuant des sorties pédagogiques.

Ces efforts ne sont pas sans rappeler ceux qu'Enda fournit constamment en République dominicaine en collaboration avec les communautés de base, les services gouvernementaux et les organisations patronales, pour l'approfondissement de la gestion des systèmes agroforestiers. Mais, les activités d'agroforesterie qui se limitaient auparavant au contexte dominicain, se sont dernièrement étendues à Haïti et à d'autres pays d'Amérique latine, couvrant au total une surface d'environ 9700 km². Les projets-pilotes mis en œuvre en 2008, ont ainsi mobilisé les efforts de plus de 2750 petits producteurs, organisés au sein d'une coopérative agricole, de deux entreprises d'autogestion communautaire et de trois fédérations paysannes. Cela a permis la mise en place d'un système de régulation des activités, à la fois administratif, réglementaire et technique, favorisant une gestion rationnelle des ressources naturelles et intégrant les préoccupations socioéconomiques de l'ensemble des acteurs.

C'est ainsi, qu'Enda a pu, en partenariat avec des regroupements de petits producteurs locaux, œuvrer à la sauvegarde de la biodiversité dans le cadre du projet Sylviculture Analogue, appuyé par le CRDI (Canada). Grâce à une approche novatrice permettant aux petits producteurs d'avoir des revenus substantiels, Enda a contribué à poser les bases d'un système d'exploitation durable, en sauvegardant la capacité productive des sols, la biodiversité et l'accès à des biens et services sociaux. En effet, les trois micro entreprises forestières ciblées par l'initiative, ont pu produire, en 2008, quelque 1850 m³ de bois dentelé pour l'ébénisterie et d'autres essences destinées à l'habitat et à la construction d'édifices publics ou touristiques. Des activités qui ont permis d'assurer la subsistance de plusieurs communautés de petits producteurs exploitant plus de 1400 hectares de

terres autogérées au nord-est de la République dominicaine. Concomitamment, Enda a également appuyé la gestion intégrée de 75 systèmes d'adduction d'eau potable, pour le compte de 12 000 personnes concernées de près ou de loin par ces projets, en renforçant les capacités des comités de gestion des mini-forages et mini-aqueducs, pour la maintenance de ces infrastructures communautaires.

Le mécanisme de dialogue qui fonde cette gouvernance environnementale a justifié la décision prise par Enda de diriger une plate-forme régionale regroupant les institutions gouvernementales, le privé et les organisations communautaires, pour la mise en place d'un Directoire de forêt-type « Collines Basses », dans la région nord-ouest de la République dominicaine. Cette initiative a renforcé la motivation des agroforestiers et autres acteurs locaux, incluant les autorités locales, les unités publiques de gestion environnementale et l'ensemble des intervenants dans la gestion intégrée des massifs forestiers. Devenu membre du Réseau International de Sylviculture Analogue, incluant plusieurs pays comme l'Equateur, le Costa-Rica, le Honduras, Cuba, le Canada et le Sri Lanka, Enda a convié les représentants de tous ces pays à un Atelier régional pour la sauvegarde de la biodiversité, par le biais de la Sylviculture Analogue à Zambrana, en octobre 2008. Enda s'est aussi fortement impliqué dans la mise en œuvre des politiques locales environnementales, notamment dans le cadre du Bureau d'échanges sur les forêts. Il joue ainsi pleinement son rôle d'acteur de la société civile, en accompagnant les petits producteurs et en assumant en même temps la charge d'appui technique pour la participation effective des organisations locales, marginalisées dans les sphères de prise de décisions relatives à la gestion des affaires locales.



Assurer la sauvegarde de la biodiversité dans le cadre du projet Sylviculture Analogue, en République dominicaine

Mise en place d'une microentreprise de transformation de bois en meubles par des jeunes du quartier Los tres Brazos de Santo Domingo



Au Brésil, des activités comparables de GRN, orientées vers la conservation de la biodiversité, ont justifié le partenariat stratégique noué par Enda avec la Cooperativa de Trabalho Estruturar, une organisation mandatée par le ministère fédéral de l'Environnement. Le but visé par cette initiative, mise en œuvre entre février 2008 et mars 2009, est d'évaluer les impacts environnementaux et déterminer les mesures techniques qui doivent guider le projet d'extension de la réserve de la biosphère de Bocaina. Ce parc national de 104 000 hectares, situé entre les Etats de Rio de Janeiro et de Sao Paulo, doit s'étendre sur plusieurs milliers hectares supplémentaires, et risque ainsi de créer par contrecoup

nombre de problèmes sociaux. La zone couverte par la réserve naturelle est drainée par 11 cours d'eau qui constituent l'essentiel des ressources hydriques nécessaires aux activités socioéconomiques des populations environnantes. Qui plus est, les activités de braconnage et de pillage des ressources ligneuses, qui affectent déjà le parc national, risquent de s'aggraver lorsque celui-ci s'étendra à d'autres aires jouxtant des zones urbaines et agricoles. D'où la nécessité de mettre en place un véritable système de gouvernance environnementale, où Enda doit jouer un important rôle d'appui scientifique et d'intermédiation sociale.

1.3. Reconsidérer les politiques en fonction des continuités territoriales

La cohérence des politiques environnementales axées sur la GRN constitue un enjeu de taille pour l'ensemble des acteurs qui évoluent dans ce secteur important et crucial pour l'économie des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Elle constitue, pour Enda, une priorité dans un contexte marqué par des tensions croissantes entre acteurs, tant au niveau national que régional, pour accéder soit à la ressource en constante raréfaction, soit aux marchés. La gouvernance environnementale serait peu viable si elle devait être circonscrite à l'intérieur des limites frontalières. Car, c'est ignorer les réalités, physiques, géographiques et historiques, que de considérer la gestion d'une ressource naturelle comme l'affaire d'un acteur ou d'un pays. Prenant en considération les continuums au plan géographique, culturel, etc., les différences et les complémentarités, il serait plus pertinent de concevoir une gestion concertée entre les différents acteurs et à différentes échelles.

La cohérence des politiques peut se définir comme l'ensemble des liens et mécanismes qui permettent de donner une pertinence aux politiques publiques à différentes échelles (locale, nationale, régionale ou internationale). En d'autres termes elle permet d'harmoniser les objectifs nationaux et régionaux de développement dans différents domaines, qu'ils soient sectoriels ou transversaux, afin de rendre les systèmes économiques plus efficaces. Assurer une bonne cohérence des politiques signifierait donc la mise en place d'une vision commune, la définition d'actions de développement complémentaires, structurées et donc non contradictoires. Cette recherche de cohérence dans la gouvernance environnementale, Enda l'a approfondie en 2008, entre-autres dans le cadre des programmes sur la gestion durable des ressources halieutiques et sur le renforcement des capacités des producteurs de coton, pour des politiques agricoles concertées en Afrique de l'Ouest.

La coordination et le dialogue dans la mise en œuvre des politiques nationales et régionales sont essentiels. C'est au regard de ces enjeux que le Réseau sur les

politiques de pêche en Afrique de l'Ouest (REPAO), abrité par Enda, a conduit une étude conjointe sur la cohérence des politiques dans le secteur des pêches dans les pays de la Commission Sous-régionale des Pêches (CSRP - Afrique de l'Ouest), en partenariat avec le Club du Sahel de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) et l'OCDE. A partir d'une analyse comparative, l'initiative a su renforcer les enjeux du concept et aider à développer un cadre d'analyse adapté et transsectoriel pour les décideurs et les producteurs ouest-africains, en l'étayant à partir de données précises de terrain. Dans la même lancée, Enda et le REPAO ont organisé en décembre 2007 à Dakar, en partenariat avec l'OCDE, la Commission sous-régionale des pêches (CSRP), le WWF, le Club du Sahel de l'Afrique de l'Ouest, la DFID et la Banque Mondiale, un dialogue régional sur les enjeux de la cohérence des politiques dans le domaine des pêches en Afrique de l'Ouest.

L'une des recommandations majeures de l'atelier fut de « créer un Comité Régional de veille et de suivi de la Cohérence des Politiques de Pêche en Afrique de l'Ouest ». Cette recommandation qui a suscité l'adhésion de toutes les parties prenantes, a été fortement appuyée au lendemain de l'atelier par la Banque Mondiale et la NOAA au cours d'une vidéoconférence qui a regroupé les principaux organisateurs de l'atelier et les responsables en charge des questions de Pêche à la Banque Mondiale, basés à Washington. Cette vidéoconférence a permis de débattre des résultats de l'atelier et notamment de la mise en place de ce comité qui est perçu comme un moyen de renforcer la légitimité de la CSRP auprès de la société civile ouest-africaine. Ce comité régional a pu être mis sur pied en fin 2008 avec pour principaux rôles d'assurer le suivi et de veiller à la cohérence des politiques de pêche. Il devra donc jouer un rôle de conseil et d'alerte, avec la participation de toutes les parties prenantes (Etats, organisations intergouvernementales, acteurs non-étatiques et partenaires au développement) pour améliorer la cohérence des politiques de pêche en Afrique de l'Ouest.

Pour favoriser une cohérence des actions et une meilleure protection des ressources, Enda aide également les acteurs à posséder l'information juste et stratégique, qui peut leur permettre de prendre la mesure de leur contexte et décider objectivement des orientations à donner à leur action. C'est dans cette perspective qu'a été lancée une initiative de recherche-action, combinant rigueur scientifique et large participation des acteurs à l'analyse des données et à la construction de savoirs utiles à l'action. Elle doit mener à une capitalisation des expériences réalisées dans les pays qui ont été les pionniers dans la culture du coton génétiquement modifié, d'une part, et d'autre part, à une diffusion de l'information ainsi obtenue en direction des producteurs de coton de l'Association des producteurs de coton africains

(APROCA). En effet, il est impératif de prendre en charge le point de vue des acteurs utilisateurs dans les processus de prise de décision. Mais, cela suppose qu'ils soient eux-mêmes à la hauteur des problématiques complexes qui sont traitées (notamment celle des OGM) et puissent se positionner pour défendre efficacement leurs intérêts. Le but recherché est de parvenir à la définition d'une position officielle et consensuelle sur l'opportunité ou non d'introduire le coton génétiquement modifié dans les filières cotonnières d'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC). Pour ce faire, trois pays précurseurs dans l'adoption du coton génétiquement modifié ont été ciblés (l'Inde, l'Afrique du Sud et le Burkina Faso) pour réaliser des missions de terrain, afin de rencontrer les acteurs de ces filières.

Revisiter les modes de gestion foncière dans une perspective transnationale

La question foncière s'articule et doit être analysée comme domaine transversal à la problématique de la gouvernance environnementale. En effet, les pollutions, les crises sociopolitiques et les conflits armés qui affectent des espaces transnationaux et déversent dans les pays riverains des milliers de réfugiés, font que, pour Enda, la gouvernance environnementale interpelle nécessairement la bonne gestion foncière. L'exemple de la crise foncière dans la vallée du fleuve Sénégal est là pour nous rappeler que la situation actuelle du foncier dans les pays africains est particulièrement inquiétante. À côté des activités agricoles et d'élevage, encore peu respectueuses des normes, les pressions combinées de l'urbanisation et de l'industrialisation sur les réserves foncières posent un problème de cohérence des politiques de gestion du foncier, qui reste la ressource fondamentale.

L'implication d'Enda dans l'organisation de quatre sessions à Saly (Sénégal), en septembre 2008, sur la transparence dans la gestion foncière dans les régions africaines répond à l'ambition d'outiller les acteurs-clés (administrations centrales, collectivités locales, autorités coutumières, organisations de la société civile, universités et agences de presse), afin qu'ils soient en mesure de prendre en charge la nouvelle dimension transnationale des questions foncières.

L'atelier régional, organisé en septembre 2008 à Saly (Sénégal), a réuni les délégués de cinq pays francophones (Bénin, Burkina Faso, République démocratique du Congo, Tchad et Sénégal) et permis des échanges entre diverses catégories d'acteurs (citoyens, administrateurs, décideurs et élus). Les plans d'action élaborés par les équipes-pays ont insisté sur la nécessité de mettre en place, dans chacun de ces pays, une coalition nationale pour la transparence dans la gestion foncière. Au Sénégal, cette ambition a été confortée par le contenu du Rapport annuel du Médiateur de la République qui a souligné la récurrence des réclamations et des plaintes relatives au foncier. Ainsi, le renforcement des capacités des acteurs et leur implication dans les processus participatifs, pour des alternatives dans la gestion du foncier et de l'environnement, faciliteront l'élaboration de réponses adaptées touchant à l'équité sociale dans le droit au logement décent pour tous et la sécurité alimentaire.

Former les électroniciens populaires aux bonnes pratiques environnementales

Enda a lancé, en 2008, le Projet de formation des électroniciens populaires aux bonnes pratiques environnementales sur les TIC, mis en œuvre au Centre de formation Fabrizio MEONI de l'Ecopole ouest-africaine, trouve son origine dans les efforts visant à faciliter l'accès aux Technologies de l'information et de la communication (TIC) et à réduire la fracture numérique entre le Nord et le Sud. En effet, l'exportation massive de matériels informatiques, par des ONG, des organisations humanitaires et des entreprises d'économie sociale du Nord, destinée aux écoles, universités, hôpitaux et autres associations locales de jeunes ou de femmes du Sud, engendre dans ces pays, en l'absence de filières efficaces de recyclage et de valorisation, des quantités considérables de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) d'autant plus inquiétants qu'ils sont considérés comme des déchets dangereux.

Le Sénégal ne déroge pas cette règle et les autorités gouvernementales, convaincues des effets positifs des TIC, ont sollicité auprès des pays du Nord un grand nombre d'équipements électriques et électroniques, essentiellement constitués d'ordinateurs de « seconde main ». Une demande qui est d'ailleurs sans cesse croissante et c'est pourquoi l'on retrouve souvent dans les hangars des écoles, dans les couloirs des services administratifs de l'Etat et des municipalités, dans les poubelles et les décharges publiques, d'énormes quantités de matériels inutilisés et mis au rebut, avec de graves conséquences sur la santé humaine et l'environnement. Ces déchets finissent soit entre les mains de récupérateurs dans les nombreux « parcs » de brocanteurs à travers la ville de Dakar, soit à la grande décharge municipale de Mbeubeusse, si ce n'est dans des ateliers de jeunes réparateurs aux coins de rues, voire entre les mains des enfants qui procèdent, dans certains secteurs informels, au démantèlement de ces matériels sans aucune protection sanitaire, ce qui les expose à de graves risques de contamination.

C'est fort de ce constat qu'Enda a décidé d'encadrer des jeunes défavorisés opérant dans le secteur de l'économie populaire, en mettant en place un cadre qui leur permettra, à travers un projet de formation, de reconditionner les ordinateurs (démantèlement, entretien, maintenance, revente, etc.), tout en se conformant aux règles minimum d'hygiène, de sécurité, dans le respect des normes environnementales. Le projet, axé sur la formation aux bonnes pratiques environnementales sur les TIC, entend renforcer les capacités des jeunes réparateurs de rue, et mettre en place des activités de tri, de collecte, de recyclage et de réparation des matériels récupérables. Il s'inscrit dans un processus de recherche-action formation qui permettra aux jeunes défavorisés de reconditionner les ordinateurs pour des utilisations futures, tout en faisant la promotion des bonnes pratiques environnementales.

L'économie informelle ou « économie de la débrouille » s'est aujourd'hui octroyée une gigantesque part du marché de la récupération et du recyclage. En effet, ce sont près de 2500 personnes qui sont concernées, au Sénégal, par cette filière de recyclage et de valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Au terme de leur formation, les jeunes regagnent leur quartier ou lieux d'activités, avec un diplôme du centre et peuvent ainsi exercer leur nouveau métier avec des garanties de qualité et le respect de l'environnement acquis lors des différentes sessions. Ils peuvent alors assurer la formation d'autres jeunes apprentis avec l'accompagnement des animateurs de l'Ecopole. Les jeunes formés animeront des ateliers de formation en perspective de création d'un réseau national voire sous régional, avec pour mission également de développer des partenariats et des échanges de savoir et de savoir-faire autour de la maintenance, du démantèlement, du tri et du recyclage des déchets informatiques.

1.4. Pour des modes de régulation à une échelle microéconomique et sociale

Face aux crises multiples qui agitent le monde, dues à des manquements dans la régulation mondiale du commerce, de la finance, de l'environnement, etc., des modèles de régulation à une échelle micro économique et sociale seraient-ils susceptibles de faire émerger un véritable changement social, porté par les populations elles mêmes qui, de victimes deviendraient les propres acteurs de leur développement ? Devant les faiblesses du système de gouvernance mondiale de l'environnement, comment pourrait-on passer d'une gouvernance par des « clubs » et le partage des coûts, à une gouvernance de transformation des économies, dans un cadre coopératif et participatif, en termes d'apprentissage et d'innovations ? Dans quelle mesure ces nouvelles régulations pourraient-elles être les précurseurs de nouveaux modes de répartition des richesses mondiales, plus équitables et débarrassées des modes de redistribution actuels par l'Approche projets et l'Aide publique au développement ? Pour Enda, les réponses sont, en partie, dans les initiatives menées en partenariat avec les autres acteurs de la société civile du Sud, dans le but de renforcer la participation des citoyens et communautés de base, à tous les niveaux de définition et de mise en œuvre des politiques.

La participation des différentes catégories de la population, représentant la diversité des préoccupations et intérêts au sein des citoyens, à la gouvernance environnementale au niveau local, suppose le respect des dynamiques communautaires et du cadre législatif et réglementaire lié à la fois à la décentralisation et à l'environnement. Car, c'est dans une perspective de progrès social dont les plus pauvres ne seraient pas exclus, avec une exploitation raisonnée des ressources naturelles et une gestion adaptée du cadre de vie, que la nouvelle démarche peut avoir un sens. Mais, en l'absence d'une clarification et d'une redéfinition des rapports entre les pouvoirs publics, les organisations de la société civile et le secteur privé, selon un modèle de partenariat équitable et responsable, force est de reconnaître que la gouvernance environnementale, encore émergente et toujours en construction, peine à surmonter les difficultés déjà rencontrées par le passé, dans la régulation et l'application des normes ainsi édictées.

Ces difficultés procèdent naturellement des limites opérationnelles des acteurs traditionnels, que ce soit les pouvoirs publics, le secteur privé ou les organisations de la société civile. Des limites qui interpellent



tous les acteurs, sans exception, se posant ainsi comme autant de défis pour la gouvernance environnementale, au niveau local. Elles posent l'exigence d'un partage équitable du pouvoir entre les acteurs et l'entame de processus continus de concertation et de négociation, pour la mise en œuvre d'une approche multipartite, plus micro économique et sociale, intégrant droits humains, justice sociale et qualité environnementale.

Mais, ces défis se posent également en termes de mécanismes d'apprentissage et de renforcement constant de cette gouvernance environnementale, qui forcent à une judicieuse prise en considération des impacts sociaux. Pour ce faire, la gouvernance environnementale devra davantage favoriser la responsabilité de tous les acteurs, la transparence de leurs actions et une recherche de consensus par la création d'espaces de concertation, pour une évaluation en continu des impacts sociaux. Cela équivaldrait à la création de cadres d'action et de recherche permettant une planification, une prévision, une prise de décision et une gestion axée sur l'évaluation précise du changement social opéré grâce aux nouvelles initiatives, aux projets de développement et aux politiques.

Pour une évaluation en continu des impacts sociaux : le cas de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio au Sénégal

Enda a été sollicité par les autorités sénégalaises pour prendre en main certains impacts sociaux de la construction de l'autoroute à péage (Dakar-Diamniadio) qui a conduit au déguerpissement des populations vivant sur le site. Dans ce projet, Enda s'est donné pour objectif d'ancrer son intervention sur la protection. Il a ainsi joué un rôle d'interface, pour une intermédiation sociale entre les groupes vulnérables affectés par le projet et le gouvernement du Sénégal. L'accompagnement proposé par Enda a consisté en la mise en œuvre d'actions d'information et de sensibilisation, de formations pratiques relatives à la gestion de la production maraîchère et florale, et aux techniques de plantation et de régénération de l'arbre. L'appui conseil et le soutien requis, tout au long du processus, visaient le respect des droits des personnes affectées par le projet et la réduction maximale des dommages sociaux. Par ailleurs, l'action d'Enda a également visé la reprise des activités économiques des populations sur leur nouveau lieu de vie. Aussi, des mesures ont pu être prises pour assurer le dédommagement des petits opérateurs économiques afin de permettre une relance de leurs activités dans les nouvelles aires de recasement.

Ce projet pilote a été particulièrement innovant en ce qu'il a permis à des acteurs économiques vulnérables d'acquérir de nouvelles parcelles et d'exercer leurs activités dans la forêt classée de Mbao, contribuant ainsi à sa préservation, en partenariat avec les autorités de tutelle que sont la Direction des Eaux et Forêts, des Chasses et de la Conservation des Sols (communes de Mbao et Dalifort). Une initiative qui a démontré que face au front urbain et à la pression foncière, il est toujours possible et souhaitable de préserver la place stratégique de l'agriculture urbaine et périurbaine (Niayes), aujourd'hui menacée et qui reste pourtant essentielle dans l'approvisionnement de la capitale en produits frais, ainsi qu'une soupape de sûreté contre l'extrême pauvreté et les tensions sociales qui pourraient en découler.

Culture de pépinières florales et de plantes ornementales



ENDA LAUREAT DU PRIX ZAYED INTERNATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT

Enda a été désigné lauréat du 3^e prix de l'édition 2008 du *Zayed International Prize for the Environment* de l'Emirat de Dubai. Ce prix, qui en est à sa 4^e édition, récompense tous les deux ans, des personnalités et des organisations qui se seront distinguées par leur travail pour la protection de l'environnement et pour le développement durable. Parmi les personnalités et institutions déjà primées, on peut citer pêle-mêle Jimmy Carter, Kofi Annan, le Millennium Ecosystem Assessment ou la BBC.

Enda et Tierramérica ont été les lauréats du 3^e prix dont le montant s'élève à 200'000 dollars US. Tierramérica est une agence d'information, filiale de IPS, active en Amérique Latine, et spécialisée en information sur l'environnement. Entre autres institutions qui composent son Conseil d'administration, on peut citer le PNUE, le PNUD ou la Banque mondiale.

La cérémonie officielle a été présidée par Sheikh Mohammed Bin Rashid Al Maktoum, vice-président et premier-ministre des Emirats Arabes Unis, en présence du ministre de l'Environnement de l'Emirat, qui a procédé à la remise des trophées. Plus tard dans la soirée, un chèque et un diplôme ont été remis à chaque lauréat, par le Secrétaire général du *Zayed International Prize for the Environment*, au cours d'un dîner de gala.

Cette année, le montant total du prix était de 1 million de dollars US, à répartir entre cinq (5) vainqueurs choisis par un groupe de consultants présidé par le Professeur allemand Dr Klaus Töpfer. Le Premier prix, de 500'000 dollars US, a été attribué à Mme Gro Harlem Brundtland, ancien premier-ministre de Norvège et envoyée spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies sur le changement climatique. Le deuxième prix, d'un montant de 300'000 dollars US est revenu conjointement à Mme Lubchenco, de nationalité américaine, experte mondiale en sciences de l'environnement et au Professeur indien V. Ramanathan considéré comme l'un des climatologues les plus distingués au monde.



*Les éminentes personnalités distinguées par le
Zayed International Prize for the Environment.
A l'extrême droite, M. Habib THIAM
du Secrétariat exécutif d'Enda TM*



A photograph of a village with colorful houses and a large volcano in the background. The houses are built with corrugated metal and have bright orange, yellow, and blue walls. A large, dark, rocky volcano rises in the background under a clear blue sky. In the foreground, there is a dirt path, some small plants, and a few animals like a dog and a chicken.

2.

Développement local

Face à l'explosion urbaine au Sud et ses impacts, souvent négatifs, sur les communautés et les économies, les acteurs sont confrontés à une tendance vers un certain appauvrissement des politiques locales. De moins en moins de réponses appropriées sont aujourd'hui apportées, pour réduire la pauvreté en plein essor, améliorer l'accès aux équipements de base (logement, eau potable, assainissement, structures sanitaires, etc.), et atteindre un niveau de développement humain acceptable.

La mondialisation n'est pas synonyme de perte de sens du local qui, depuis les années 70, est devenu un paradigme majeur dans le monde du développement. En effet, ces deux dimensions constituent des conducteurs d'idées et de démarches pour de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG). Le concept de développement local et les pratiques qui y sont liées rendent compte d'une multiplicité de discours et d'initiatives, souvent complémentaires, mais parfois contradictoires. Pour certains, il s'agit avant tout d'une démarche volontariste d'acteurs, se réunissant sur un territoire à taille humaine, pour envisager l'avenir de celui-ci, en relation avec d'autres niveaux d'administration et d'autres échelons politiques. Cette vision du local dans le global exprime les interrelations plus que les frontières entre échelles territoriales, entre systèmes économiques ou entre niveaux où les enjeux de développement se posent. Dans tous les cas, il s'agit d'œuvrer à l'amélioration des conditions de vie des habitants.

La théorie du développement endogène lancée par John Friedmann et Walter Stohr dans les années 50 a eu son prolongement africain et tiers-mondiste durant les années d'indépendance. Elle met un accent particulier sur l'approche volontariste et par le bas, privilégiant les ressources locales et propres, les valeurs culturelles, et le recours à des modalités coopératives. Elle a été reprise par un certain nationalisme du Sud qui pensait trouver dans le développement endogène une réponse à l'extraversion du modèle de développement. Même si l'on n'a parlé de mondialisation que plus récemment, celle-ci a, dès cette époque, démontré son caractère écrasant pour les populations appauvries du Sud. Le développement local a, sous ce rapport, été vu comme une réponse efficace par la recherche d'un équilibre local autosuffisant, s'appuyant sur la diversification et l'intégration des activités, notamment en milieu rural. La crise des systèmes économiques et financiers et des modèles de développement actuels, amène encore aujourd'hui à privilégier le niveau local et rencontre sur le terrain des dynamiques sociales, culturelles et identitaires omniprésentes dans les pays du Sud. Le local s'approprie ainsi le développement pour en faire une pratique globale, une stratégie qui convoque la durabilité, la solidarité et d'autres concepts valorisant cet espace.

Dans le contexte des années 70, marqué par la crise des systèmes de développement, ainsi que l'émergence des ONG et de la logique d'appui au développement, Enda s'était investi dans le local et la proximité, en pariant sur le fait que c'est à cette échelle que les actions sont le plus efficaces et le plus abouties. Ce parti-pris fonde depuis plus de 30 ans l'essentiel des actions de terrain d'Enda, basées sur la démultiplication des projets dédiés à des territoires et des catégories. Mais, le développement local étant fortement justiciable des ressources endogènes disponibles, ce choix n'était-il pas, dès l'origine, circonscrit dans ses ambitions ou ses prétentions ? Tirant les leçons d'une approche techniciste et messianique, notre organisation comprend alors qu'elle constitue un acteur périphérique du territoire dont le développement doit relever de la mobilisation de ses propres acteurs. Plus qu'un ensemble de projets épars, le développement local est avant tout la plus-value propre d'un territoire de taille limitée, consécutive à son progrès économique, social et politique, et obtenue en articulation avec d'autres territoires.

Depuis les années 80, le développement local repose pour Enda sur des actions très diversifiées, mobilisant les initiatives locales à l'échelle des petites collectivités et de leurs habitants, notamment les plus démunis, dans les quartiers des grandes villes du Sud et au sein des terroirs ruraux. Il continue d'offrir, en 2008, un appui technique ou financier dans l'amélioration des infrastructures de base, le microcrédit, le renforcement des capacités organisationnelles et techniques, pour un mieux-être local en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Mais, dans le même temps, Enda s'interroge, avec le monde du développement, sur l'impact réel et la signification des politiques et initiatives innombrables prises depuis une trentaine d'années pour réduire la pauvreté, la vulnérabilité et l'injustice sociale.

2.1. L'investissement local, comme réponse à la diversité des besoins sociaux

Le développement local est le terrain privilégié d'expression des besoins de la population, dans la diversité des priorités négociées entre groupes sociaux et avec une réelle prise en compte de l'équité sociale. Il constitue le domaine de définition des activités économiques et de leurs conditions de réalisation efficace, dans une perspective de développement durable. Un aspect d'autant plus important que, dans les pays africains, souvent affectés

par des problèmes de pauvreté, les processus de décentralisation ont jusqu'ici mis une attention particulière sur les aspects politiques, administratifs et territoriaux plus que sur la réalité d'une décentralisation économique viable et sur un investissement local propre.

Dans la démarche d'Enda, les actions sont destinées avant tout à soutenir les initiatives porteuses des groupes populaires. Pour arriver à la réduction des facteurs de vulnérabilité sociale, un accent particulier est ainsi accordé à l'accompagnement des femmes et des jeunes, considérés comme des vecteurs-clés de changement. Par souci d'une meilleure prise en compte de leurs aspirations profondes et de leur implication dans le choix déterminant des projets innovants, porteurs d'espoir de changement, l'ouverture vers les moyens actuels de l'économie sociale offre un seuil important d'alternatives. A cet effet, des secteurs d'activités et d'intervention sont régulièrement identifiés, de manière participative, et investis par les groupes, donnant ainsi des opportunités crédibles à notre accompagnement. Bénéficiant d'un partenariat diversifié au cours de l'année 2008, un certain nombre de projets, conçus sous forme d'appui à la création de microentreprises, pour l'emploi et le développement socioéconomique, ont ainsi été lancés, en réponse à une demande sociale croissante.

Au Sénégal, Enda a alloué un investissement d'une valeur de 67'926'250 FCFA (environ 115'000 euros) en financement direct, à 10 groupements mobilisant 530 femmes dans la ville de Rufisque, pour soutenir l'entreprenariat féminin. Une démarche qui s'inscrit parfaitement dans le sillage de 38 autres microprojets communautaires, mis en œuvre dans 13 collectivités locales de la région de Dakar ; et des projets réalisés dans les zones rurales défavorisées, pour asseoir notre stratégie visant à articuler l'urbain et le rural, dans le but de promouvoir l'économie rurale non agricole par le biais des centres de ressources.

Une expérience pilote de microcrédit a également permis à Enda de soutenir les activités de plus de 500 femmes bénéficiaires, au niveau de 25 villages situés dans la région de Fatick (Sénégal). Des subventions s'élevant à un total 5 465 000 FCFA ont permis de produire 35 000 000 FCFA (soit environ 54 000 euros). L'originalité de la démarche adoptée ici, compte tenu du niveau de pauvreté des populations, a été de laisser les subventions octroyées et tous les bénéfices qu'elles génèrent au profit des groupes de base. De ce fait, grâce à un suivi régulier, sous forme de contrôle de gestion et de conseils prodigués sur les bonnes pratiques, Enda continue à encadrer le processus et à préserver ses chances de réussite.

L'originalité du système réside également dans le fait qu'à partir d'un certain seuil, les montants obtenus, naguère considérés comme la propriété collective du groupe, offrent maintenant la possibilité de déboucher sur la propriété individuelle. C'est notamment le cas avec l'aménagement de 20 bassins de production de sel, au bénéfice des 20 femmes les plus dynamiques et les plus régulières, ce qui ne les empêche pas de continuer à être membres de leur groupement et à participer au reste du capital. Cette démarche a été initiée en 2008 avec les femmes du village de Faoye, qui disposent ainsi d'un outil de travail d'une durée moyenne de 50 ans, ne nécessitant que des moyens et un entretien légers, avec des gains annuels pouvant atteindre 500 000 FCFA (environ 762 euros) par personne, rien qu'avec la commercialisation du sel.



Une femme du village de Faoye (Sénégal) devant son bassin de production de sel, acquis grâce à l'appui d'Enda

En Tunisie, Enda a acquis une grande expérience en 14 années d'appui aux microentrepreneurs, notamment à travers l'apport de services financiers, comme le microcrédit, et de services non-financiers, comme la formation et l'appui/conseil en comptabilité et gestion de base, en design et normes de qualité, en techniques de commercialisation, en mise en réseau etc. Avec plus de 550 employés permanents travaillant à partir de 52 agences réparties dans les quartiers populaires du Grand-Tunis et des principales villes du pays, Enda a soutenu plus de 100 000 microentrepreneurs, dont 80% de femmes. Fin 2008, 95 000 Tunisiens des quartiers populaires avaient un prêt en cours. La totalité des sommes allouées par Enda Inter-Arabe aux microentrepreneurs est de 43 millions d'euros en 2008 et, avec un taux de remboursement dépassant 99%, l'institution est désormais autofinancée. Bénéficiaire de plusieurs prix et distinctions internationales, elle a été classée 18^e parmi les institutions de microfinance les plus performantes au monde, par le Groupe consultatif d'aide aux pauvres (CGAP) affilié à la Banque mondiale.

Enda contribue ainsi de façon significative au développement local, en appuyant l'essor de la microentreprise dans les communautés de base en Tunisie. D'ailleurs, les interventions qui avaient été circonscrites en milieu urbain défavorisé, ont été étendues aux personnes vivant en zones rurales, qui concentrent, en 2008, 14% des sommes allouées par Enda aux microentrepreneurs. Un succès qui s'explique par l'émulation positive que créent dans leur entourage les femmes qui ont réussi dans la microentreprise. D'où il résulte que de nombreuses femmes qui n'avaient jamais imaginé s'installer à leur propre compte se sont lancées, aidées en cela par l'accès aux services financiers « Enda ». Il s'agit là d'une forme d'empowerment qui permet aux femmes d'acquérir un vrai leadership au sein de leurs communautés et par le biais d'activités économiques qui, quoique souvent informelles (épiceries, bazars, drogueries, commerces de fruits et légumes, restauration, confection artisanale, etc.), n'en renforcent pas moins le dynamisme des économies locales.

En République dominicaine, grâce à un cofinancement de l'association Tourism For Development, Enda a appuyé la mise en place d'une microentreprise de transformation du bois en produits d'ébénisterie, par des jeunes du quartier de Los Tres Brazos à Santo Domingo. Une démarche qui s'inscrit dans la continuité des actions de gestion durable des ressources forestières initiée par Enda et qui a permis la création de 4 entreprises communautaires de scierie et de menuiserie. Il s'agit donc d'aller plus loin dans la promotion de la filière locale du bois en République dominicaine (production, transformation, commercialisation) et de créer des emplois et une dynamique d'entrepreneuriat chez les jeunes Dominicains.

En Inde, des initiatives pilotes comparables ont permis à Enda de contribuer à la mise en place d'infrastructures hydrauliques communautaires, telles que des bassins de rétention, des mini-barrages de retenue des eaux pluviales, des réseaux d'irrigation et des systèmes d'assainissement semi collectifs. Mises en œuvre au profit de 8 groupements de femmes productrices, 204 petits fermiers et plus de 300 familles, répartis entre 65 communautés, ces initiatives ont permis de créer des activités génératrices de revenus au profit des femmes du district de Ratnagiri. Ainsi, 2 hectares de pépinières ont déjà été créés par les femmes du village de Karli ; 8 bassins de rétention ont permis de développer les activités de maraîchage dans le village de Devghar ; les femmes de 8 groupements issus des villages de Kondgaon et Sakharpa ont reçu, pour le développement de leurs activités agricoles, des subventions, par individu, de 4000 roupies indiennes (environ 61 euros). En outre, dans le cadre des activités de production et de transformation des fruits tropicaux, plus de 247 femmes ont été appuyées dans la création d'activités génératrices de revenus, soit individuellement, soit regroupées en microentreprises.



2.2. Pour que « développement urbain » rime avec « développement humain »



Efforts de mise en place d'infrastructures hydroagricoles en Inde

Face à l'explosion urbaine au Sud et ses impacts, souvent négatifs, sur les communautés et les économies, les acteurs sont confrontés à une tendance vers un certain appauvrissement des politiques urbaines. Dans les cinquante prochaines années, jusqu'à deux tiers de l'humanité vivront dans les villes et à ce défi majeur, de moins en moins de réponses appropriées sont aujourd'hui apportées dans les villes du Sud, afin de réduire la pauvreté en plein essor, améliorer l'accès aux équipements de base (logement, eau potable, assainissement, structures sanitaires, etc.), et atteindre un niveau de développement humain acceptable.

Enda, à travers ses partenariats et ses expériences diversifiées en Amérique latine, en Asie et en Afrique, continue de mettre en œuvre diverses initiatives d'appui aux collectivités locales, destinées à améliorer l'accès aux services sociaux de base, mais à travers une approche faisant la promotion des économies locales, par la création d'activités génératrices de revenus.

L'on peut citer au nombre de ces initiatives :

1. le programme international HIC (Habitat International Coalition), créé dans le but de lutter pour l'accès des populations les plus démunies à l'habitat. Enda, en tant que point focal de HIC et membre de son Bureau exécutif, est aussi membre du Réseau africain de la société civile sur l'eau (ANEW), créé pour veiller à ce que la société africaine soit représentée lors des forums internationaux sur les politiques de l'eau. Pour le suivi des recommandations du Sommet des Villes et de l'Agenda Habitat II, plusieurs processus de collectes d'indicateurs, de documentation des expériences et d'élaboration de stratégies de développement urbain, qui contribuent de manière significative à l'amélioration des conditions de vie des populations, ont été lancés. En effet, les expériences doivent susciter une prise de conscience auprès des décideurs, à tous les niveaux, ainsi qu'auprès du public, sur les solutions aux problèmes sociaux, économiques, environnementaux et culturels rencontrés dans l'urbain.
2. L'initiative AURAN (African Urban Risk Analysis Network), dans son Plan d'action juillet 2008-septembre 2009, concentre ses efforts sur la prise en compte réelle de la vulnérabilité des populations urbaines face à certains phénomènes naturels ou anthropiques. Elle vise ainsi à réduire les risques de catastrophe en milieu urbain, à documenter et à diffuser des informations relatives aux résultats du programme sur la réduction des risques, auprès



Les actions de gestion durable des ressources forestières menées par Enda en République dominicaine ont permis la création de 4 entreprises communautaires de scierie et de menuiserie

pour la deuxième fois dans l'histoire du Forum urbain mondial, Enda, par la voix de Madame Khady DIAGNE, a été invité à prononcer un discours au nom de la société civile mondiale, à Nanjing (Chine)



- d'autres projets-partenaires des autres localités. Son objectif d'établir des Comités de pilotage locaux a été confirmé lors du lancement du programme et de la signature d'un protocole entre Enda et ses partenaires du Mali et du Niger.
3. L'initiative Eau pour les villes d'Afrique (WAC) a justifié la mise en place, au niveau du Burkina Faso et du Cameroun, d'un projet nommé Initiatives d'assainissement novateur pour les villes de Ouagadougou, Douala et Edéa (IANODE), qui permet d'améliorer la qualité de vie des communautés défavorisées des localités ciblées, par l'accès à l'eau potable et à l'assainissement à moindre coût. Enda a pu ainsi organiser les communautés bénéficiaires pour le suivi, l'entretien et l'exploitation des réseaux d'assainissement et des systèmes de traitement des eaux usées. Plusieurs groupements d'intérêt économique (GIE) de femmes et de jeunes, ont été créés pour assurer la commercialisation de l'eau potable dans les maisons et l'exploitation des points d'eau dans les différentes localités. Aussi, des micro infrastructures d'assainissement en faveur des populations démunies de Ouagadougou ont-elles été mises en place, et les communautés bénéficiaires, sensibilisées sur les questions relatives à l'hygiène et à l'assainissement.
 4. Le cadre d'action Appui à l'assainissement semi-collectif des quartiers défavorisés de 9 villes d'Afrique francophone (2008-2010) est un projet d'appui à l'assainissement semi-collectif des quartiers défavorisés de 9 villes africaines : Dakar, Rufisque, Saint-Louis, Bignona (Sénégal), Ouagadougou (Burkina-Faso), Douala, Edea et Bertoua (Cameroun). Pour étayer cette initiative, les maires de ces villes ont été invités à signer des lettres d'engagement pour montrer leur motivation à soutenir ce projet. Celui-ci s'attache à améliorer le cadre de vie, à travers l'appui aux initiatives locales d'assainissement et de gestion intégrée des produits dérivés, dans les quartiers défavorisés de ces 9 villes. Il permet de réduire le nombre de personnes sans accès à l'assainissement de base, de manière adaptée au contexte socioculturel et financier des populations urbaines, en proposant des options technologiques dont l'efficacité est déjà démontrée dans les pays cibles. Il s'agit des systèmes d'assainissement semi-collectifs à faible coût, reliés aux stations de traitement par lagunage à macrophytes. Ceci permet la revalorisation des eaux épurées par le biais de l'agriculture urbaine, de plus en plus dynamique dans ces pays, et la mise en place d'un Fonds communautaire pour l'assainissement des quartiers urbains pauvres (FOCAUP).

Forum urbain mondial de Nanjing : pour une urbanisation englobant les piliers socioéconomiques et environnementaux du développement durable

Le 4^e Forum urbain mondial qui s'est tenu à Nanjing (Chine), du 03 au 06 novembre 2008, est l'un des événements majeurs qui ont mobilisé nos efforts durant cette année. Enda y a activement participé en organisant différentes sessions de dialogue entre décideurs, secteur privé et société civile, destinées à renforcer les capacités des communautés et des collectivités locales dans le contrôle citoyen, l'accès aux services de base, l'inclusion des bidonvillois pour la sécurité foncière et immobilière, la promotion des activités de l'économie populaire et de l'agriculture urbaine, etc.

Les thèmes majeurs des activités du forum ont été articulés autour de l'impact négatif du changement climatique dans l'aménagement des villes et le développement des initiatives de l'économie urbaine, pour contrer l'accroissement de la pauvreté urbaine et les disparités territoriales. Le forum a vu la participation de près de 8000 délégués, venant des quatre coins du monde et représentant les gouvernements, les collectivités locales et la société civile, incluant les organisations de femmes, de jeunes et le secteur privé. Les thèmes qui ont été abordés sont relatifs à l'accès aux services de base, aux financements adéquats pour le développement urbain, au développement d'infrastructures urbaines durables, à la création de politiques de génération d'emplois et de revenus pour les

citadins défavorisés, à la promotion d'investissements étrangers directs, à la prise en compte de mesures de renforcement du rôle des villes comme moteur de la croissance économique des pays et, enfin, à l'importance particulière qu'il convient d'accorder au rôle de régulation que les gouvernements doivent jouer en faveur d'une planification anticipée des villes. En effet, la plupart des villes à travers le monde font face aujourd'hui à un paradoxe : d'une part, elles sont des moteurs de croissance économique et symbolisent la prospérité ; mais d'autre part, elles centralisent l'extrême pauvreté et symbolisent l'inégalité et le désespoir.

Pour contribuer à l'atteinte de l'objectif principal de ce forum qui était d'agir pour des villes harmonieuses, Enda a aussi organisé, dans le cadre d'une alliance avec d'autres organisations représentatives, plusieurs ateliers et procédé au lancement d'une publication scientifique. En outre, Enda a participé activement aux négociations qui ont présidé à l'Appel de Nanjing. Lors de la cérémonie de clôture, pour la deuxième fois dans l'histoire du forum, Enda, par la voix de Madame Khady DIAGNE, a été invité à prononcer un discours au nom de la société civile, en sa qualité de membre actif de la Coalition mondiale de Habitat dont il fait partie du Conseil d'administration, et d'animateur de son volet Habitat et environnement durable.

35

En Afrique francophone, la coopération décentralisée tend également à favoriser la mise en œuvre de projets respectant les processus participatifs, incluant un maximum de représentants de groupes d'intérêts, de sorte à s'assurer du succès des initiatives et de la pérennisation de leurs résultats. En effet, la loi Oudin de 2005 ayant permis aux collectivités territoriales françaises (dont les agences territoriales de l'eau font partie) de consacrer jusqu'à 1 % de leur budget de service d'eau et d'assainissement à des actions de coopération internationale, Enda a su nouer divers partenariats destinés à appuyer des collectivités locales en Afrique, en mobilisant une expertise technique et un appui financier de la part de bailleurs de plus en plus favorables à ces enjeux. Cette disposition a donc permis à Enda de mobiliser la Ville de Paris pour le financement de deux initiatives, en cours en 2008, d'adduction d'eau potable à Pikine (Sénégal) et de mise en place d'infrastructures d'assainissement (latrines publiques) dans les quartiers populaires d'Antananarivo (Madagascar).

En outre, le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) et Eaux de Paris ont été mobilisés pour un projet d'assainissement dont Enda assure toute l'ingénierie sociale, notamment la mobilisation populaire, la sensibilisation à l'hygiène et la formation au maraîchage, dans le village de Lakanguémou au Mali (région de Kayes). En outre, le Fonds Eau, regroupant le Grand-Lyon et Véolia Eau, a cofinancé une initiative d'adduction d'eau potable consistant, pour Enda, à réaliser dans la ville de Guinguinéo (Sénégal) un grand forage de 273 m de profondeur, doté d'un château d'eau de 150 m³. Un programme qui doit permettre l'approvisionnement de la ville et d'une dizaine de villages en eau potable, ainsi que l'irrigation de plus 50 hectares de cultures vivrières environnantes.

L'accès des populations et communautés de base aux équipements (hydrauliques, hydroagricoles, scolaires, socioéducatifs, sanitaires, etc.) doit aussi être analysé dans une perspective de qualité et de durabilité du service offert. C'est pour cela qu'Enda a très tôt inscrit

son action dans une optique de mise à la disposition des communes, d'un ensemble d'outils pratiques d'appui à la maîtrise d'ouvrage communal leur permettant d'assurer la gestion durable et l'amélioration continue de la qualité du service offert par les équipements mis en place.

Dans cette optique, Enda a accompagné le ministère sénégalais de l'Education et la Coopération japonaise, dans la construction de plus de 500 salles de classe, réparties dans 5 régions du Sénégal. Un guide pratique a ainsi été édité et a, depuis lors, intégré le programme d'enseignement, pour une éducation à l'hygiène dans l'école élémentaire et la maintenance des équipements scolaires. S'inspirant de cette expérience, le ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales, dans le cadre du Programme d'appui au développement local urbain (PADELU), a édité, avec l'appui technique et scientifique d'Enda, un guide pratique d'entretien et de maintenance des infrastructures et équipements urbains. Ce guide cible 6 types d'infrastructures : 1) communautaires et de jeunesse, 2) sanitaires, 3) de voirie, d'assainissement et d'espaces verts, 4) d'équipements marchands, 5) hydrauliques, et 6) scolaires.

En Colombie, Enda a poursuivi son travail de développement organisationnel des associations de personnes vivant de la récupération et du recyclage, en proposant des alternatives face aux politiques publiques qui les excluent et favorisent les multinationales du traitement des déchets et de l'assainissement. De concert avec les autorités municipales de Bogotá, Enda a renforcé ses alliances avec ces organisations de base pour négocier, avec la ville, la gestion communautaire des déchets dans des zones précises. Le Projet de recyclage solidaire, ainsi mis en œuvre depuis plusieurs années déjà, a favorisé une articulation entre les diverses catégories d'acteurs de la gestion des déchets solides (autorités locales, opérateurs privés, commerçants, populations, etc.) et a permis de réaliser des actions concrètes visant à améliorer les conditions de vie des récupérateurs des communes Suba et Usaquen de la Ville de Bogotá. La valorisation de la récupération et du recyclage, par la reconnaissance sociale et l'amélioration des revenus des personnes qui s'y adonnent, a été possible grâce au renforcement de leurs capacités organisationnelles et à la lutte contre les pratiques discriminatoires qui les ont régulièrement pénalisées. La réalisation d'un tel travail est passée par des étapes particulièrement riches en enseignements :

- la conduite d'une recherche-action destinée à mesurer les impacts sociaux du Plan directeur de gestion des déchets de la ville sur les récupérateurs et à formuler une proposition de cartographie sociale dans les deux communes de Suba et Usaquen ;

- la création d'une mutuelle d'épargne-crédit pour permettre aux femmes récupératrices de ces deux communes de créer de nouvelles activités génératrices de revenus ;
- l'établissement d'un partenariat stratégique entre les associations de récupérateurs de ces deux communes et la grande Association des récupérateurs de la Ville de Bogotá ;
- la mise en œuvre d'une stratégie de communication, pour sensibiliser, à travers la radio communautaire et d'autres moyens audiovisuels, sur l'importance du rôle des récupérateurs dans la gestion des déchets urbains ;
- les Journées de formation, organisées dans les quartiers résidentiels de la ville, sur le tri des déchets à la source et leur remise solidaire aux associations de récupérateurs.



Journées de sensibilisation au recyclage, organisées dans les quartiers de la ville de Bogotá. Le tri des déchets à la source et leur remise solidaire aux associations de récupérateurs.

Par ailleurs, Enda a renforcé son action au sein du Bureau des Collines, un lobby citoyen pour la mobilisation contre le déguerpissement des populations des Collines-orientales de Bogotá, une zone semi-rurale abritant des bidonvilles, récemment déclarée « aire protégée ». Le Bureau des Collines a ainsi entamé des négociations pour un recasement de ces populations défavorisées et a offert à Enda l'occasion de participer au processus de concertation citoyenne avec les autorités gouvernementales et locales, dans le cadre de la révision du Plan de lotissement territorial, en relation avec les conflits environnementaux les plus pointus, sur la sécurité foncière, le système hydrique, la gestion des déchets, etc. C'est ce qui permet également de comprendre la raison pour laquelle Enda a été élu membre du Comité de pilotage de la Plate-forme colombienne des droits humains, de la démocratie et du développement, le plus grand réseau national de la société civile, qui s'occupe de l'évaluation, de l'application et de l'adéquation entre les politiques publiques et le respect des droits civils, économiques,

sociaux et culturels de tous les citoyens colombiens, sans distinction.

Au Vietnam, le combat mené par Enda, depuis sa création, pour la défense des droits et de la dignité des habitants des bidonvilles, a également trouvé sa justification à travers la poursuite du programme de recasement des familles déguerpies de Hanoi, Danang, Qui-Nhon et Ho Chi Minh Ville. Ces opérations, par lesquelles Enda a pu atteindre l'essentiel de ses objectifs, ont consisté à appuyer les communautés déguerpies de ces quatre villes, relogées provisoirement dans des immeubles vétustes, souvent sans équipements collectifs (ascenseurs, blocs sanitaires, eau courante, etc.), en matière d'entretien, de maintenance de leur habitat et de mise en place d'équipements de base.

Mais, cet appui s'est aussi étendu à la mise en place de mécanismes d'épargne-crédit, d'activités génératrices de revenus et de centres de consultation sur le droit, les questions de genre et les processus juridiques et administratifs de légalisation de l'occupation foncière ou d'acquisition de logements à bas coûts. Cela a facilité la mise en place de mutuelles d'épargne, avec une utilisation de l'épargne ainsi mobilisée comme fonds de crédit. Des formations spécifiques sur la manière de gérer et d'utiliser cette épargne ont facilité la multiplication de ces initiatives communautaires. De ce fait, l'utilisation de l'épargne comme fonds de micro-crédit à court terme a permis de satisfaire les besoins financiers immédiats des membres et fortement encouragé l'adhésion des ménages pauvres, et particulièrement des femmes de ces communautés. En conséquence, ces stratégies se sont répandues très rapidement et sont progressivement devenues un filet de sécurité sociale pour les communautés de personnes démunies.

37



Quartiers résidentiels
est suivi
rateurs

Réhabilitation des équipements collectifs dans le district de
Ha Dong de Hô Chi Minh Ville (Viêt Nam)



2.3. Le rôle des diasporas dans le développement des localités d'origine

La prise de conscience nouvelle sur la place et le rôle des diasporas dans les stratégies de développement et l'architecture institutionnelle des pays du Sud, n'a fait qu'accentuer les espoirs fondés sur leur potentiel d'implication dans le développement de leurs localités d'origine. Certes, les exemples sont nombreux de villages, bourgades et autres petites villes du Sud dont les infrastructures et équipements collectifs, ainsi que l'essentiel des investissements dans l'habitat et les services de base, ont été financés, voire directement réalisés par les communautés d'émigrés vivant en Europe ou en Amérique du Nord. Mais, paradoxalement, dans ce nouveau contexte de reconnaissance croissante du rôle des migrants dans le développement de leur région d'origine, la concertation reste encore relativement faible entre associations de migrants et les autres acteurs de développement plus classiques, incluant la coopération internationale, la coopération décentralisée et les ONG de solidarité internationale.

Fort de ce constat, Enda a lancé l'initiative Diasporas pour le développement (DIAPODE), un programme commun à plusieurs entités de l'Organisation, qui vise à renforcer la connaissance mutuelle entre les différents acteurs et la mise en œuvre de synergies d'action. A cette fin, des études menées en binôme au Nord et au Sud, ont permis d'identifier les attentes des associations de migrants et les formes d'implication collective dans des actions de développement local, selon les pays. Si les actions dans des pays tels que le Sénégal et le Mali, sont nettement plus structurées et de plus grande ampleur qu'au Vietnam ou à Madagascar, des initiatives ont tout de même été identifiées dans tous les pays étudiés. Pour que ces actions soient mieux connues des autorités publiques, des rencontres ont été programmées dans chaque pays, ainsi que la mise en service d'un site internet, pour mieux faire connaître les modes d'action autour de thématiques communes aux associations de migrants et aux autres acteurs du développement.

Les obstacles à une prise en compte renforcée des associations de migrants sont aussi de nature politique. Dans la mesure où il paraît électoralement plus payant à certains gouvernements du Nord comme du Sud de stigmatiser les migrants et de les réduire à des « variables d'ajustement » des économies nationales, la valorisation des pratiques liées à la mobilité des personnes demeure marginale. Enda est donc partie prenante des mobilisations visant à promouvoir, auprès des opinions publiques et des gouvernements du Nord et du Sud, une autre approche des migrations plus conforme à la dignité des personnes et aux pratiques existantes de mobilité. Enda a d'ailleurs participé, au sein du réseau altermondialiste CRID, à l'organisation du sommet citoyen « Des ponts, pas des murs », rassemblant plus de 300 organisations d'Europe et d'Afrique, en octobre 2008 à Montreuil (France). Cet événement a donné lieu à la rédaction d'un manifeste commun comprenant 12 revendications et d'un document de plaidoyer qui sera porté, en 2009, auprès des gouvernements européens et africains.

Le codéveloppement associatif étant actuellement de plus en plus identifié au retour « volontaire » des migrants dans leur pays d'origine, il paraît plus requis d'agir en faveur des conditions de vie des migrants ou des personnes d'origine immigrée dans les pays d'accueil. En partenariat avec le réseau multiacteurs Comité 21, Enda donc a mis en place le projet Diversité Plus, de lutte contre les discriminations liées à l'origine en France. Par une enquête annuelle de suivi des pratiques de lutte contre les discriminations et des rencontres multiacteurs, Enda contribue à solliciter les grandes entreprises, PME et collectivités locales, au sujet de leurs engagements et pratiques. C'est ce qui lui permet d'en assurer le suivi et la visibilité auprès des opinions publiques européennes, grâce notamment à la publication d'une lettre d'information trimestrielle.

2.4. Le renforcement des capacités, condition de la participation citoyenne

La décentralisation ne mène réellement au développement local que si elle permet aux acteurs locaux d'accéder aux instances de décision, en les familiarisant avec des instruments performants, permettant toutes les actions de libre-administration et de responsabilisation. Cela est possible si, de manière transparente, elle valorise, institutionnalise et aide à répliquer les bonnes pratiques identifiées dans les initiatives des acteurs locaux, au bénéfice des acteurs du développement local. C'est pourquoi le renforcement des capacités est une condition de la participation et de la satisfaction de besoins locaux. En effet, la participation du plus grand nombre, de toutes les

catégories socioprofessionnelles, des deux genres et des différentes générations, est la meilleure des garanties d'un développement local endogène, approprié et qui produise des résultats pérennes.

Au plan communautaire, les citoyens comprennent de mieux en mieux que le temps de l'Etat-providence est révolu. Ils ont conscience que ce qu'ils attendent de leurs élus relève aussi de leurs droits sociaux et des engagements qui devraient découler de mandats explicites. Ils savent maintenant qu'ils ont des devoirs de participation au développement local, sous diverses formes, comme le paiement des impôts et des taxes

et l'investissement personnel dans diverses initiatives locales. Ils ont ainsi l'opportunité d'apprendre de nouveaux standards de citoyenneté, en les relisant à la lumière de leurs identités et cultures. Car, même en se dotant progressivement des outils modernes de gouvernance et d'administration que donne la décentralisation, il reste souhaitable que le développement local porte toujours l'empreinte d'un territoire et d'une société, ainsi que des signes de leur histoire. Les associations locales et les organisations communautaires de base émergent au fur et à mesure, comme des réponses sociales, mais aussi politiques, destinées à prendre en charge tout ou partie des attentes communautaires non satisfaites par le pouvoir institutionnel local. Ainsi, certains leaders associatifs et citoyens ordinaires ont parfois une meilleure compréhension des enjeux du développement local que nombre de leurs prétendus « représentants », affiliés à des partis politiques, qui ne les représentent ni ne les appuient réellement dans l'expression de leurs besoins essentiels et de leurs priorités. C'est pourquoi la formation des élus est une opportunité de leur faire comprendre leurs missions, telles que les populations les conçoivent et telles que l'Etat les a définies dans les textes organisant la décentralisation.

Des élus formés doivent savoir écouter leurs électeurs et ouvrir leur localité aux opportunités de partenariat (coopération intercommunale, coopération décentralisée) et aux opportunités de marché avec le monde extérieur (vendre les productions sur les marchés les plus

rémunérateurs et pour cela connaître les réseaux permettant de disposer des informations pour prendre des décisions appropriées).

Il faut toutefois éviter que l'entregent des élus locaux, fondé sur un réseautage efficace, ne leur serve à récupérer les dynamiques locales et à se prévaloir d'une certaine légitimité à les représenter, pour avoir les faveurs des bailleurs et des partenaires extérieurs, qui les considèrent comme les dignes représentants de la localité et leur permettent de mobiliser des ressources de tous ordres au nom de la population. Au demeurant, il n'y a pas de véritable gouvernance participative sans un réel développement des capacités. Pour ce faire, il s'agit pour Enda de promouvoir des règles de conduite consistant à développer les valeurs citoyennes avec de nouveaux modes de régulation, plus simples, fondés sur la collaboration entre les différents acteurs : populations, élus locaux et partenaires techniques. Ces partenariats permettent ainsi de réguler les rapports au sein de la collectivité, grâce à un appui à l'élaboration de plans locaux de développement (PLD), de plans locaux d'investissement (PIL), de plans de formation et de plans de communication, d'une part ; et d'autre part, au sein des organisations communautaires de base, par le biais des formations en gestion administrative et financière, en gestion des conflits, en développement organisationnel et en renforcement des dynamiques de groupe.



*Séance de diagnostic
participatif communautaire
dans la localité de Darou
Ndimbélane au Sénégal*

Le constat fait par Enda, lors des Assises nationales sur la décentralisation au Sénégal, tenues en novembre 2007, est celui de nombreuses insuffisances et défis à relever dans ce domaine. L'une des principales propositions de ces assises a d'ailleurs été que soit institutionnalisée la budgétisation participative au sein des collectivités locales. La présentation de l'outil (concept, principes et approche méthodologique de mise en œuvre, étapes, etc.) et de ses avantages, a pu convaincre le public qu'il s'agit là d'un instrument efficace d'aide à la prise de décision, susceptible de favoriser une bonne

gouvernance locale. Ainsi, le programme de mise en place de processus de budgétisation participative, appuyé par Enda dans 10 communes du Sénégal et 6 autres de Madagascar, constitue une avancée démocratique et un engagement politique très novateur, au sens où il favorise un changement de comportement des élus et de la population, en favorisant la transparence budgétaire, la participation et le contrôle citoyen de l'action publique au niveau local.

Le budget participatif : une approche novatrice de gouvernance locale

A Madagascar, les entreprises d'extraction minière versent des redevances minières, dans le cadre de leur responsabilité sociétale. L'Etat malgache, pour impulser une gestion équitable des ressources locales au profit du plus grand nombre, a adopté l'approche du Budget participatif, impliquant les populations dans la définition de leurs besoins prioritaires et leur prise en charge dans les budgets locaux élaborés de manière participative. Cette initiative, appuyée par Enda dans la Grande-île, a introduit des innovations majeures dans l'approche du développement local, par l'affirmation de la volonté politique des élus, pour une démarche de gouvernance participative qui concrètement s'est traduite par :

- la tenue d'ateliers de diagnostic participatif d'identification des priorités des communautés de base ;
- l'organisation d'un forum des délégués issus de la démocratie participative (délégués élus dans les Fokontany - quartiers) ;
- l'organisation d'un forum communal et d'une rencontre entre la démocratie représentative, incarnée par les élus locaux, et la démocratie participative, incarnée par les représentants désignés dans les Fokontany ;
- la tenue d'une réunion d'orientation budgétaire destinée à porter la voix des citoyens au cœur des institutions locales ;
- le vote du budget, pour une prise en charge effective des besoins prioritaires des populations ;
- le suivi-évaluation du processus de mise en œuvre du budget local, en application des principes d'efficacité des investissements, de transparence et d'obligation de rendre compte.

Dans ce contexte, la Commune d'Ampasy Nahampoana, située dans la région de Fort-Dauphin, au sud de la Grande-île, a accepté d'affecter un montant total de 400 millions d'Ariary (monnaie locale), soit 60% du budget total, à l'investissement. Une décision largement inspirée par l'approche de la budgétisation participative qui se présente ainsi comme une révolution dans le cadre du développement local. Surtout lorsqu'on sait qu'en Afrique, les budgets d'investissement des communes, devant prendre en charge les besoins sociaux, atteignent rarement 20% du budget total. En effet, les dépenses des collectivités locales, en Afrique, tournent autour d'une moyenne de 2 % des budgets publics, dont les 2/3 sont consacrés aux frais de fonctionnement. Ainsi, elles laissent une part insignifiante à la satisfaction des besoins en services sociaux, qui font partie des droits humains fondamentaux, c'est-à-dire l'accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, à l'énergie, etc. Qui plus est, le faible niveau de recouvrement des taxes compromet sérieusement la mobilisation des ressources des collectivités locales, là où 10 % seulement des contribuables sont à l'origine de 80 % des recettes fiscales.

La non-implication d'acteurs-clés, comme les femmes, les jeunes, les groupes vulnérables, les handicapés, le secteur privé, la diaspora, etc., dans le processus décisionnel, la gestion des affaires publiques et la définition de l'agenda de développement, compromet la pérennité des politiques et des actions locales. Il en résulte une situation périlleuse où le développement local tente de se construire dans l'indifférence d'une grande partie de la population qui ne participe pas suffisamment à la mobilisation des ressources financières, ce qui est le signe d'une crise de confiance vis-à-vis des institutions, voire de défiance vis-à-vis des autorités locales. C'est à tous ces problèmes que le budget participatif se propose d'apporter une solution durable.

D'autres actions, menées au Sénégal, sont du même ordre. Suite à la demande de l'Agence régionale de développement (ARD) de Kolda, Enda a mené des activités de renforcement des capacités des agents en charge de réaliser le PLD de la Communauté rurale de Mappait, frontalière avec la Guinée-Bissau. Une demande qui a porté sur le renforcement des planificateurs en matière de coopération transfrontalière et notamment, d'intégration de la dimension transfrontalière de certaines problématiques dans le processus de planification locale. Les sessions qui se sont tenues au siège de la Communauté rurale, en présence de son président et de quelques agents de l'administration, ont permis de montrer le socle juridico-institutionnel sur lequel repose la coopération transfrontalière et de témoigner de la pertinence et de l'opportunité d'intégrer systématiquement cette dimension dans le processus de planification des collectivités locales situées dans les espaces périphériques.

Dans la même perspective de renforcement des acteurs locaux, et particulièrement ceux de la pêche traditionnelle au Sénégal, le Projet de recherche-action sur la chaîne de valeur du poulpe a été lancé en avril 2008, afin de promouvoir une approche permettant

d'ajouter de la valeur à la chaîne de valeur de cette ressource halieutique. Prenant en compte certains des acteurs les plus vulnérables, le but est aussi de faciliter le processus de certification auprès de la Marine Stewardship Council. En effet, l'analyse de la chaîne de valeur du poulpe contribue à la promotion de la bonne gouvernance des pêcheries à l'échelle locale et éventuellement sous-régionale, avec des effets cumulatifs de la réussite des initiatives pilotes de labellisation dans la sous-région. Au cours de l'année 2008, Enda a produit et validé sur le terrain des outils spécifiques à l'analyse participative de la chaîne de valeur du poulpe. Cela a permis à des acteurs de la pêche traditionnelle (de Nianing, Pointe Sarène et Mbour), et d'autres de la pêche industrielle (de Mbour et de Dakar), de participer à la revue critique de la participation des acteurs, à l'analyse coût/bénéfice par groupe d'acteurs et par genre. Ainsi, la restitution et la validation des profils (genre et pouvoir), en septembre 2008 à Mbour, ont permis aux parties prenantes d'identifier les domaines où de la valeur ajoutée est générée, et d'établir des axes stratégiques de changement, en vue de son augmentation et de sa répartition équitable tout au long de la chaîne de valeur du poulpe.

2.5. La décentralisation n'est pas le développement local, mais doit y contribuer

Le développement local a souvent été assimilé à la décentralisation, alors qu'ils sont de nature différente. La confusion entre les deux concepts peut poser des problèmes pour apprécier les bases du développement local et ses résultats en termes de productions économiques, d'activités de génération de revenus, de création d'emplois, d'initiatives multiformes de lutte contre la pauvreté, etc. C'est le premier échelon où s'envisage l'organisation des hommes, l'aménagement du cadre de vie et la gestion des ressources naturelles. C'est l'Etat central qui propose son modèle de décentralisation et non la population locale ni ses leaders.

Quelle latitude les acteurs locaux ont-ils pour influencer significativement son contenu et ses modalités, par exemple, en cas de lenteur à transférer une compétence essentielle comme le foncier ou d'insuffisance des moyens financiers en comparaison des missions effectivement assumées par les collectivités locales ? L'Etat n'a-t-il pas, dans de nombreux pays, d'abord produit l'essentiel de ses textes de lois et règlements avant de consulter les représentations de la population sur des points de détail ? Ces questions méritent d'être posées.

41

Pour appuyer les dynamiques communautaires en milieu rural, Enda a ouvert un centre de ressources à Fissel (Sénégal)



PROGRAMME « SOUTIEN A L'INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES FEMMES DE RUFISQUE-EST »
SESSION DE FORMATION DES LEADERS DE GROUPEMENTS DE PROMOTION
EN GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE
DU 24 AU 28 NOVEMBRE 2008
AU CENTRE CULTUREL MAURICE GUEYE DE RUFISQUE-EST



La décentralisation ne produit pas non plus automatiquement la démocratie locale. Elle devrait tout au moins y contribuer. Dans quelles conditions est-elle ou non en mesure de le faire de manière effective ? Les modèles de région, de commune, et de collectivités locales d'une manière générale, sont inspirés de réalités sociopolitiques et de modèles socioculturels de gouvernance qui sont fort éloignés de ceux des populations d'une Afrique subsaharienne toujours influencée par les anciennes puissances coloniales. En effet, presque partout sur le continent, la décentralisation ne semble pas avoir été saisie, au fil des évolutions, comme une opportunité pour revoir les pratiques de l'appareil politique à l'échelon national. Plaquées sur le local, ces pratiques politiques, très éloignées des vertus de la bonne gouvernance, n'ont fait qu'accentuer la corruption, le clientélisme, la gestion opaque, l'abus de biens sociaux, l'absence de reddition de comptes des mandataires à leurs électeurs, l'absentéisme, etc.

Le développement local est parfois un phénomène qui précède la décentralisation, au sens où celle-ci représente l'institutionnalisation du pouvoir local dans un territoire défini par le pouvoir central. Le développement local est un développement à la base suscité par les acteurs locaux, sur un territoire donné, même en l'absence de mécanismes qui en institutionnalisent les modes de gouvernance, les dynamiques socioculturelles, économiques et politiques (organisations paysannes, groupements de promotion féminine, associations de migrants ou de ressortissants de diverses localités). L'Etat, à travers les collectivités locales mises en place par la décentralisation, peut ne pas prendre en compte les dynamiques communautaires et individuelles, notamment par l'obstruction des initiatives populaires et la manipulation des leaders locaux pour qu'ils reproduisent ses logiques de rente au niveau de la localité. Mais, il peut aussi leur ménager un espace d'expression à travers l'intégration de l'initiative populaire dans les exercices liés à la planification locale, par exemple avec les nombreuses occasions de consultations, forums populaires ou d'évaluation environnementale.

Cependant, la persistance, voire l'aggravation de la pauvreté et la relative inefficacité des modes actuels de gouvernance, ne soulignent-ils pas l'échec d'une approche du développement basée sur une démarche non prospective, urgentiste, superficielle et souvent dictée de l'extérieur ? La question de l'Etat, relative à sa consistance et à sa légitimité, n'est-elle pas une fois de plus posée en Afrique postcoloniale et dans d'autres pays du Sud ? Il semble que la crise multiforme de l'Etat, la recherche d'articulations de rechange pour des nations en mal d'homogénéité, la recomposition de l'espace public dans lequel émergent de nouveaux acteurs, l'évolution rapide des identités, la

vulnérabilité croissante et le caractère transnational des mécanismes de création de richesse, soient des éléments d'enjeux pour l'invention d'un nouveau monde au Sud.

Le questionnement du développement local passe par la remise en cause du concept de développement et des pratiques qui lui sont liées, porteurs d'interventionnisme, de renforcement de l'esprit d'assisté et de l'approche par les besoins. Notre démarche sur le développement local n'enferme-t-elle pas les populations dans un territoire et un système pseudo-démocratique, régi par un jeu électoral dont les principaux acteurs sont dépourvus de réel projet politique et surtout, un schéma d'investissement matériel en lieu et place d'un modèle de développement basé sur les valeurs, cultures, modes de vie et identités locales ? Dans cette optique, les Plans locaux de développement dont on vante les mérites depuis des années ne seraient alors que les outils d'instrumentalisation des populations locales dans des logiques forgées de l'extérieur. Ils reproduiraient une citoyenneté locale sans véritable prise avec les réalités du milieu favorisant les « courtiers du développement ». En définitive, toute approche véridique, profonde et durable du développement local devra également interroger les questions de genre, attenantes à la place des femmes, des hommes et de la transmission générationnelle dans des espaces locaux où les choix de vie deviennent, chaque jour, de plus en plus restreints.



A photograph of a group of children in a classroom. In the foreground, a young girl with dark hair, wearing a white school shirt with a red neckerchief, is smiling and holding a green plastic bag. To her right, a boy in a light blue shirt is also smiling and holding a large black electric fan. Other children are visible in the background, some looking towards the camera and others looking away. The scene is brightly lit, suggesting an indoor setting with natural light.

3. Education et formation

L'enjeu majeur que constitue la coexistence pacifique des communautés, au niveau national et international, interpelle fortement les systèmes éducatifs, afin qu'ils se mettent à la hauteur de ce défi consistant à maintenir vivace dans l'esprit des enfants et des jeunes, l'idée de l'avènement d'un monde de justice et de paix. Ceci d'autant plus que les pays du Sud, pour des raisons internes et externes, liées à l'histoire ou à l'ordre mondial, se meuvent dans des contextes de conflit qui, non seulement privent filles et garçons de possibilités d'éducation de qualité, mais leur font expérimenter la condition humaine d'une façon périlleuse qui réduit les chances d'une installation durable de la paix dans ces sociétés asiatiques, africaines ou latino-américaines. *(Photo Enda Viêtâm)*

L'Education n'est pas seulement un droit essentiel. Elle est le fondement, voire le principal instrument de réalisation de l'ensemble des droits sociaux, économiques et culturels. Car, il ne s'agit pas uniquement de donner aux jeunes générations les connaissances et aptitudes techniques leur permettant de décrypter les données de leur environnement et de s'y adapter, mais plutôt de contribuer à offrir à la personne les moyens de se réaliser, de trouver une place dans ce monde et de rendre ce monde lui-même convivial, juste et durable dans son développement. Par conséquent, l'enjeu majeur que constitue la coexistence pacifique des communautés, au niveau national et international, interpelle fortement les systèmes éducatifs, afin qu'ils se mettent à la hauteur de ce défi consistant à maintenir vivace dans l'esprit des enfants et des jeunes, l'idée de l'avènement d'un monde de justice et de paix. Ceci d'autant plus que les pays du Sud, pour des raisons internes et externes, liées à l'histoire ou à l'ordre mondial, se meuvent dans des contextes de conflit qui, non seulement privent filles et garçons de possibilités d'éducation de qualité, mais leur font expérimenter la condition humaine d'une façon périlleuse qui réduit les chances d'une installation durable de la paix dans ces sociétés asiatiques, africaines ou latino-américaines.

Pourtant, les véritables enjeux qui interpellent les pays du Sud, pour le développement de systèmes éducatifs pertinents et adaptés, semblent toujours minimisés au plan mondial, comme dans les politiques nationales. La question de l'éducation reste fortement présente dans la nécessité de se doter de modèles de développement adéquats, car c'est dans la conscience et le comportement des acteurs que réside la promotion de la durabilité. Mais, à force de faire les mêmes constats et de formuler, au fil des ans, les mêmes recommandations lors des conférences internationales sur la scolarisation, l'alphabétisation et la formation professionnelle, les réponses institutionnelles risquent, à terme, de perdre toute crédibilité. Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ne constituent déjà qu'un minimum face à l'impératif de réalisation du droit à l'éducation. Qui plus est, il reste constant que toutes les « conventions », « plates-formes » et autres « décennies », consacrées tour à tour au développement social, à la protection de l'environnement, à la santé et à l'éducation pour tous, aux droits des femmes, aux droits de l'enfant, etc., jusqu'à la Déclaration sur les OMD, n'ont pas permis d'enrayer les disparités économiques, sociales et culturelles, ainsi que leurs virulentes répercussions sur les populations les plus pauvres.

La vision que l'on porte actuellement sur l'éducation, au-delà des déclarations et autres professions de foi récurrentes dans les conférences internationales, s'oriente de plus en plus vers une économie du savoir

dont le principal critère reste malheureusement l'efficacité et le pragmatisme, notamment en termes de création de richesses. Cette nouvelle tendance fait la part belle aux enfants de nantis et aucune promesse de redistribution sociale n'est faite ni ne semble plausible dans ce cadre. Certes, l'on a souvent l'impression que les technologies de la communication et la révolution informatique ont mis les savoirs à la portée de tous. Mais, c'est sans tenir compte de la réalité de la fracture numérique qui ne correspond pas seulement à un gap au plan technique, technologique ou infrastructurel, mais aussi à un gap au niveau des pré-requis, c'est-à-dire des bases (background) qui plongent leurs racines dans l'environnement culturel.

Dès lors, comment faire pour que les systèmes éducatifs aient une réelle efficacité à enraciner les individus et les groupes sociaux dans l'acceptation de l'autre et ainsi, contrer la propension des fondamentalismes à se saisir des croyances religieuses et à les instrumentaliser ? Comment former les jeunes générations à la solidarité et à l'entraide, dans un contexte de pauvreté et de raréfaction des ressources, autant pour les Etats que pour les ménages, qui réduit gravement les moyens alloués à l'éducation et à la formation ? Comment faire face à la résurgence de tendances au racisme, à la xénophobie et aux préjugés de toutes sortes, qui produisent, entre autres, intolérance, stigmatisation et précarité des travailleurs migrants, et qui sont de véritables obstacles aux processus d'intégration nationale, régionale ou mondiale ? Quelles réponses attendre des systèmes éducatifs du Sud, pour la prise en charge des questions de santé, qui se rapportent autant, sinon plus, aux comportements, valeurs et pratiques socioculturelles qu'aux soins et traitements médicaux ? Autant de questions qui montrent l'extrême acuité des problèmes que pose le déficit d'éducation et de formation dans le Sud en développement et qui interpellent Enda dans son action de plaidoyer auprès des publics de décideurs et de proximité auprès des communautés de base.



3.1. Quand l'éducation publique progresse en quantité et régresse en qualité...

Quand l'offre d'éducation publique progresse en quantité et régresse en qualité dans nombre de pays du Sud, c'est le « marché de l'éducation » qui émerge, se libéralise et se développe. De la maternelle au supérieur, des institutions privées apparaissent, fruits d'initiatives individuelles ou collectives, à caractère laïc ou confessionnel, à l'échelle locale ou nationale. Se massifiant et se diversifiant au gré des nouvelles opportunités des marchés nationaux et internationaux, l'enseignement privé gagne en compétitivité, en efficacité, en qualité et, pour beaucoup de personnes, hélas, en légitimité. Dans des pays où la réglementation et le contrôle sont défaillants, il n'est pas rare que les enseignants de l'éducation nationale, pour augmenter leurs revenus, exercent parallèlement dans le privé, au détriment de la qualité de leurs prestations dans le public, pourtant rémunérées par l'Etat avec l'argent du contribuable. D'ailleurs, l'Etat lui-même, n'est-il pas le premier sponsor de l'école privée, lorsqu'il lui alloue de substantielles subventions annuelles, pour appuyer sa soi-disant contribution à l'effort national d'éducation des citoyens ?

Ciblant les couches aisées de la population, les universités et autres institutions privées du Nord ont déjà flairé l'aubaine. Américaines ou européennes, elles initient des partenariats audacieux et proposent des formules mixtes qui autorisent une fin d'études aux USA, au Canada ou en Europe, d'ailleurs très en phase avec l'idée nouvelle d'une « émigration choisie », de plus en plus prônée au Nord. Une situation dénoncée par nombre d'acteurs de l'éducation, qui craignent que la tendance, poussée jusqu'à ses dernières extrémités, n'aboutisse sous peu à la disqualification totale de l'éducation nationale publique et gratuite. Mais, pour peu qu'on se penche sur la situation des systèmes éducatifs publics dans le contexte subsaharien, il devient aisé de comprendre comment la plupart des pays africains en sont arrivés là.

Les données de l'éducation en Afrique sont connues. Après une phase d'affaiblissement des systèmes d'éducation publique par les programmes d'ajustement structurel, imposés par le FMI et la Banque mondiale durant les décennies 80 et 90, coïncidant avec une

Les élèves de Guédé, au Sénégal, encadrés par les enseignants et les parents d'élèves, et appuyés par Enda, bénéficient de programmes annuels d'éducation environnementale dans les dix écoles que compte le Réseau Ecole'logique



phase d'explosion démographique et urbaine sans précédent, un début d'inversion de tendance a été noté au tournant de l'an 2000, marqué par un regain de la scolarisation. Et même si en 2003, la scolarisation au cycle primaire ne dépasse pas 50 % d'une classe d'âge, il est à signaler que des efforts considérables ont été fournis, avec des progrès notoires, pour une augmentation de ces taux et un rééquilibrage des genres. Mais, l'on a constaté dans le même temps, une éducation publique de moindre qualité, très marquée par la rigidité de son système qui semble pour le moins inadapté. Et pour preuve, dans les pays africains francophones, au bout du cycle primaire de 6 ans, des concours sont organisés qui voient deux tiers ou plus des enfants exclus d'une entrée au cycle secondaire, faute de place. L'enseignement « moyen » destiné à ces exclus du cycle secondaire, reste une vue de l'esprit, car le niveau requis pour l'« enseignement technique » est celui de 10 ans d'éducation. Ainsi, pour une majorité conséquente de chaque classe d'âge, l'école s'arrête au bout de ce cycle et aucun système scolaire ne prend le relais.

L'éducation secondaire a également fait quelques progrès en termes d'accès. Mais, elle est restée très sélective, car à la 10^e année, un examen de fin d'études moyennes rejette à nouveau hors du système les deux tiers des candidats ou plus. Les abandons scolaires font également légion, pour diverses raisons relatives à la difficulté de suivre les programmes dans les mauvaises conditions générales, aux frais onéreux liés à l'éducation ou au mariage précoce des adolescentes en milieu rural. Les examens de fin de lycée sont tout aussi sélectifs et ceux de premier cycle d'université, prohibitifs, avec des taux d'admission de 10% dans les facultés qui comptent le plus grand nombre d'inscrits (droit, économie, lettres, sciences humaines, etc.). Les conditions générales d'études vont ainsi de mal en pis et sont à l'origine de mouvements de grève répétés, souvent accompagnés de violences aux relents partisans, qui menacent l'intégrité physique

des élèves et étudiants, et contribuent à détériorer des infrastructures déjà précaires. Et pour ceux qui parviennent, au bout de leurs efforts, à obtenir un diplôme universitaire, commence alors une éprouvante recherche d'emploi dans un marché du travail exigu, qui ne leur fait aucun cadeau et ne se gêne pas de leur rappeler que leur formation est pour le moins inadaptée à ses nouvelles exigences.

Dans l'histoire des sociétés du Sud, l'introduction de l'école, comme institution d'enseignement universaliste, a posé de nombreux problèmes inhérents au fait qu'elle a été sous-tendue par une conception et une pratique de l'espace éducatif comme isolée de la société. Le plus souvent, les produits de cette institution se sont positionnés comme des corps étrangers, qui ont beaucoup peiné à s'intégrer culturellement et à s'insérer économiquement dans leur société et dans la société globale. Lorsqu'on sait que certains pays africains se targuent de consacrer jusqu'à 40 % de leur budget national à l'éducation, pour des résultats plus que mitigés, force est de reconnaître qu'une réflexion de fond s'impose sur les causes structurelles du malaise. Généralement, dans les pays du Sud, les processus d'éducation et de scolarisation ont opéré une rupture ou, tout au moins, une distanciation par rapport aux modes traditionnels de socialisation, alors que paradoxalement, l'on pouvait toujours constater une survivance de ceux-ci dans les pratiques éducatives, y compris dans les centres urbains. En effet, l'école publique, d'origine exogène, ne semble pas très adaptée à certaines réalités socioculturelles, ne les prend pas suffisamment en charge, ni ne répond, par ailleurs, aux nouvelles exigences du marché du travail. Dans un contexte de raréfaction des ressources, cette situation a produit une multitude d'initiatives populaires d'éducation et de formation, à caractère civil (ONG et OCB), religieux ou technique, destinées aux exclus du système formel et au nombre toujours élevé d'adultes analphabètes.

3.2. L'éducation alternative : une deuxième voie pas tout à fait secondaire

L'éducation alternative n'est pas une « autre éducation », dépourvue des vertus cardinales de celle dite « formelle ». Elle n'est pas de moindre valeur parce que partielle, parcellaire, marginalisée ou destinée à des marginaux. Elle est plutôt l'imagination et la concrétisation de voies nouvelles permettant de valoriser tous les parcours éducatifs sans exception (formels, non formels et informels), pour autant qu'ils constituent de réels moments et instances de construction de la personne et du citoyen, correspondant à des projets de société spécifiques. Ces autres pistes existent et ne sont pas tout à fait secondaires, puisqu'elles concernent une majorité d'enfants et adolescent(e)s issu(e)s des couches populaires, et doivent, par conséquent, être prises et comprises

dans les stratégies d'Education pour tous. Elles se fondent sur des équilibres ténus entre l'instruction et le travail, qui sont d'autant plus précaires que malheureusement elles tendent à privilégier l'activité rémunératrice, de contribution ou de survie, au détriment de l'instruction.

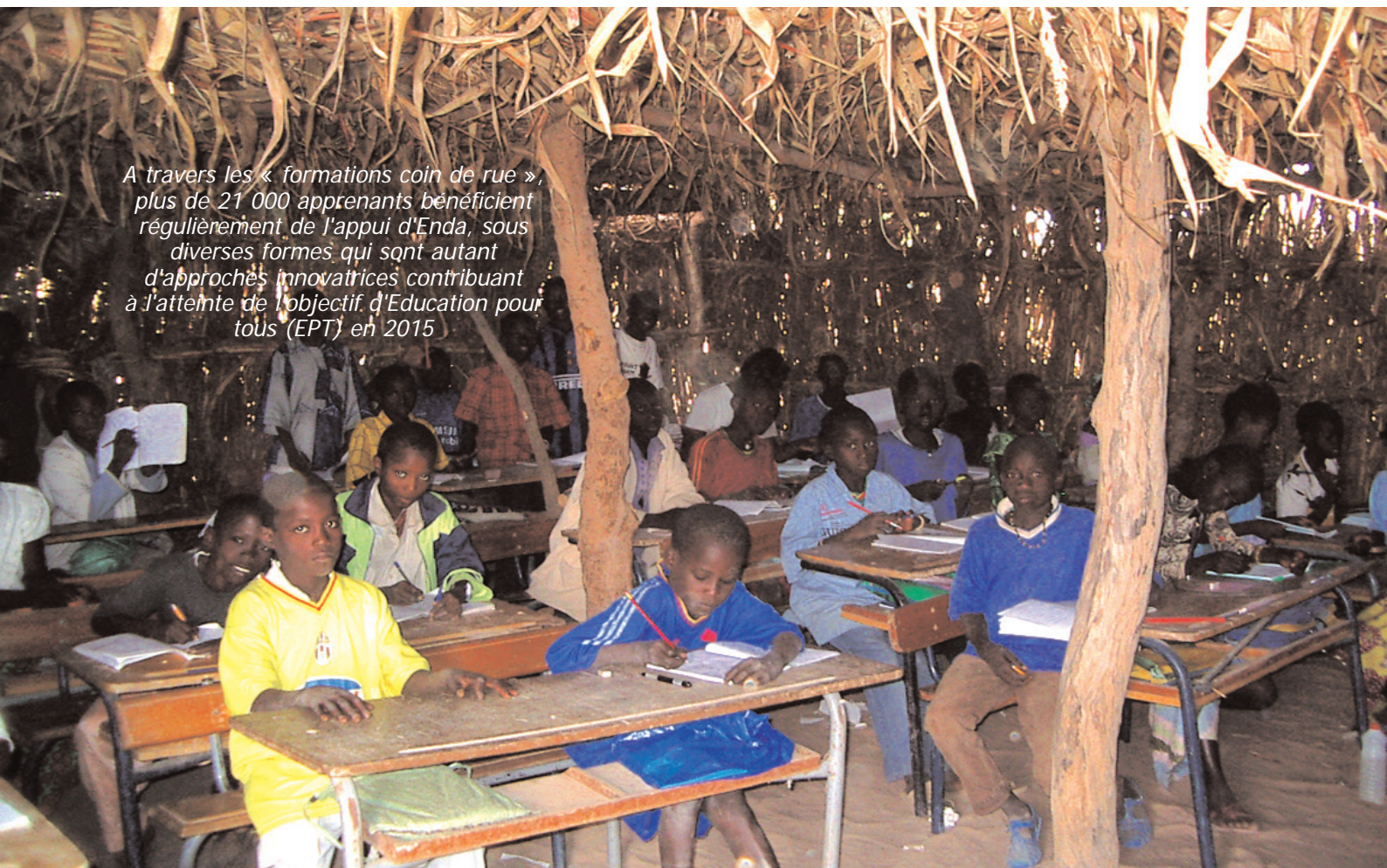
Ainsi, le caractère innovant des interventions d'Enda consiste surtout à promouvoir, valider et valoriser une conception inclusive de l'éducation et de la formation, pour faire du parcours éducatif une expérience intégrée à la vie quotidienne et de l'espace éducatif un cadre qui soit ouvert aux différents acteurs de la vie sociale, économique et culturelle, sans pour autant perdre son autonomie ou dévier de ses finalités.

Il s'agit là d'une autre vision de l'éducation et de la formation, permettant à la fois de décroquer l'école classique et de promouvoir d'autres parcours adaptés aux différents publics et prenant en compte leurs principales contraintes. En effet, la conception selon laquelle « toute situation sociale peut donner lieu à un apprentissage » a été, à maintes reprises, expérimentée par Enda qui en a conclu que l'apprentissage technique est un tremplin pour le sociopolitique, c'est-à-dire l'institutionnel et le décisionnel. Pour ce faire, Enda cherche constamment à décroquer l'éducation et la formation, pour enrichir les savoirs accumulés à travers ses différentes expériences et s'assurer d'une constante valorisation des apprenants, à toutes les étapes du processus.

Pour illustrer cette option fondamentale, l'on peut citer les efforts fournis par Enda et ses partenaires, pour améliorer et compléter les curricula des écoles coraniques au Mali et au Sénégal, et aider au développement de modèles adaptés à la faiblesse des moyens de ces structures traditionnelles d'enseignement. Afin d'assurer aux enfants talibés du Sénégal des conditions de vie et d'apprentissage qualifiantes et plus épanouissantes, une démarche consistant à créer des espaces d'alphabétisation polarisant plusieurs écoles coraniques a permis d'en mettre 43 en place, regroupant 73 écoles coraniques. Rien que dans la ville de Ziguinchor, 4 espaces d'alphabétisation polarisent une vingtaine d'écoles coraniques. Et en 2008, dans les villes de Dakar, Saint-Louis et Ziguinchor, un total de 3193 enfants talibés ont été ainsi suivis, dans le cadre du Programme Xaleji Ca Kanam.

L'économie informelle en elle-même est un espace d'éducation et de construction individuelle, offrant des formations de « seconde chance » qui permettent à un nombre très important d'enfants d'être pris en charge comme apprentis, dans des secteurs aussi divers que la production artisanale, la pêche, le commerce et plusieurs formes de services (transport, mécanique, ébénisterie, menuiserie métallique, maçonnerie, etc.). Dans tous ces cas, les enfants sont avec leurs proches ou le plus souvent « confiés » à des parents ou à des tiers liés par des réseaux familiaux, ethniques ou confrériques. Ils sont ainsi soumis, durant de longues années, à des apprentissages pendant lesquels ils commencent par rendre de petits services domestiques, puis progressivement, par l'observation de gestes mille fois répétés, apprennent sur le tas le métier en question, ainsi que la logique interne du marché qui lui est lié. L'avantage de ce système, c'est de prendre en charge la formation d'une majorité d'enfants défavorisés, exclus des systèmes éducatifs formels, mais avec l'inconvénient d'une très longue durée de formation qui ne fait pas suffisamment appel à l'innovation et à la modernité. Sans compter les dérives liées à l'exploitation des enfants, le cas des « vidomégons » au Bénin, ces jeunes filles dont certaines sont en situation flagrante d'exploitation, voire de traite, étant l'un des plus scandaleux et des plus médiatisés.

A travers les « formations coin de rue », plus de 21 000 apprenants bénéficient régulièrement de l'appui d'Enda, sous diverses formes qui sont autant d'approches innovatrices contribuant à l'atteinte de l'objectif d'Education pour tous (EPT) en 2015



Les « apprentissages dualistes » offrent aujourd'hui l'opportunité d'éviter ces inconvénients. Ils sont la résultante d'une évolution des apprentissages de l'économie informelle, conçus comme autant d'innovations en matière de renforcement de l'apprentissage traditionnel. Fortement encouragés par les organisations d'appui à l'enfance, ils se fondent sur la reconnaissance du secteur populaire et de l'apport de compléments éducatifs à ses formateurs et apprentis. Depuis plus de vingt ans, Enda a développé des apports innovants qui, sans le rendre dépendant, renforcent l'apprentissage informel et améliorent sa démarche d'éducation et de formation, au nombre desquels : 1) l'alphabétisation liée à une activité ou à un projet ; 2) la mise en contact par des stages, avec des outils plus modernes de production ; 3) l'apprentissage de techniques plus modernes de gestion et d'entrepreneuriat ; 4) l'organisation de sessions intensives de perfectionnement ; 5) l'amélioration des conditions de santé et de sécurité des enfants ; 6) la mise en réseau d'enfants apprentis, de leurs formateurs, et le dialogue avec les services de l'Etat et d'autres acteurs.

Si Enda s'est déployé dans divers contextes pour soulager certaines communautés et les aider à se doter d'un « minimum vital », en termes de ressources éducatives, c'est parce qu'il est convaincu que la bataille contre la pauvreté et l'exclusion se gagne d'abord sur le plan éducatif. Car, pour améliorer la condition des populations défavorisées du Sud, il faut d'abord investir dans les processus sociétaux pouvant contribuer à l'inversion des mécanismes sociaux d'appauvrissement. L'un de ces mécanismes consiste justement en un cercle vicieux qui fait que la mobilité sociale ascendante est très réduite, car les difficultés d'accès aux ressources éducatives sont toujours au détriment des enfants, jeunes et adultes issus des couches défavorisées.

3.3. L'éducation alternative, comme forme de lutte contre l'exclusion sociale

Les interventions d'Enda dans le domaine de l'éducation ont pris racine dans ce qui est considéré comme sa « niche naturelle » : l'accompagnement des exclus et des défavorisés pour qu'ils apprennent à se prendre en charge ici et maintenant, face à l'indigence et le dénuement. Il faut dire, à la vérité, que dans des contextes particuliers, Enda a dû faire de la prestation directe, c'est-à-dire se substituer aux institutions censées offrir aux populations le minimum de service public en matière d'éducation et de formation. Enda a progressivement capitalisé et enrichi ses démarches pédagogiques non formelles, adaptées aux conditions de vie de publics particuliers, tels que les enfants en situation difficile, les domestiques, les paysans, les travailleurs du secteur non formel, etc. Le concept d'éducation alternative qui en est ressorti met non seulement l'apprenant au centre du processus éducatif, mais l'installe aussi en constante interaction avec les questions sociétales, pour favoriser la construction de sa personne en tant que citoyen, membre d'une communauté locale, nationale et mondiale. Seulement, si Enda a conforté ses interventions et les a consolidées en les poussant vers des défis toujours plus importants, il est à noter que ce sont les populations qui sont, elles-mêmes, à l'origine des initiatives populaires de formation telles que les « formations coins de rue » expérimentées au Sénégal.

Avec un taux brut de scolarisation de plus de 82 % et un taux d'analphabétisme d'environ 47 %, les statistiques contrastées du Sénégal sont assez édifiantes pour justifier la nécessité de stratégies innovantes dans la prise en charge de l'éducation.

Dans ce contexte, il convient de situer à côté des pouvoirs publics, l'intervention d'Enda en direction des exclus du système éducatif : les enfants non scolarisés, les jeunes déscolarisés, les filles migrantes, les femmes et d'autres composantes sociales défavorisées. A travers les « formations coin de rue », plus de 21 000 apprenants bénéficient régulièrement de l'appui d'Enda, sous diverses formes qui sont autant d'approches innovatrices contribuant à l'atteinte de l'objectif d'Education pour tous (EPT) en 2015.

Les activités sont également tournées vers des échanges pédagogiques entre les écoles du Nord et du Sud à travers les technologies de l'information et de la communication (TIC). Elles se réalisent dans le cadre du partenariat entre Enda et l'Association Kiwanis de France, dans une phase pilote qui consiste en une dotation d'équipements informatiques et d'accessoires de formation des enseignants et apprenants à l'utilisation des TIC. Le parrainage des enfants est aussi partie intégrante du travail réalisé par ce biais, qui participe au décroisement et au déploiement des « écoles alternatives », pour améliorer leurs offres éducatives. Pour appuyer les efforts de réduction de la facture numérique et l'intégration de l'éducation numérique comme perspective universelle de lutte contre l'analphabétisme, surtout en Afrique, la volonté d'Enda est d'accroître l'accès des couches sociales défavorisées aux nouveaux outils de développement.

En outre, l'éducation des adultes occupe une place prioritaire dans les stratégies alternatives d'Enda, en matière d'accompagnement des groupes défavorisés, pour leur permettre de mieux s'intégrer au tissu économique et social. Le nouveau programme triennal 2008-2011, qui se trouve au cœur du partenariat CIDEAL qui lie Enda et la Coopération espagnole, prévoit l'alphabétisation de 900 femmes réparties dans 10 groupements de promotion féminine, ainsi que la formation de 80 relais communautaires et 40 moniteurs en alphabétisation des adultes, dans la ville de Rufisque (Sénégal).

Pour améliorer l'offre éducative des « écoles alternatives », Enda a conclu un partenariat avec le Secours Islamique de France, en avril 2008, qui s'est traduit par la mise à disposition d'importants lots de mobilier

scolaire, d'une valeur d'environ 80 millions CFA (environ 122 000 euros), constitués de tables-bancs, de chaises, d'armoires, de pupitres, de bureaux et de divers équipements destinés aux classes maternelles et aux autres espaces d'éducation. Le matériel a été ainsi mis à la disposition de 80 écoles de « formation coin de rue », de 20 centres intégrés de formation et de 20 écoles publiques situées en milieux urbain et rural. Grâce à ce don, ces espaces d'éducation alternative ont vu leurs capacités d'accueil renforcées et les conditions de travail nettement améliorées. D'ailleurs, une lettre de félicitation et de remerciement du ministre de l'Education du Sénégal a été officiellement adressée à Enda pour saluer le soutien qu'il apporte au processus EPT de scolarisation universelle.



Au Mali, Enda a entamé, en 2008, un programme triennal d'éducation et de formation des enfants et jeunes en situation difficile vivant dans les centres urbains, grâce à un partenariat financier établi avec CARITAS-Allemagne et KINDERPOSTZEGELS des Pays-Bas. A travers des activités d'aide à la réinsertion familiale, de mise en apprentissage, d'alphabétisation, de sensibilisation sur les infections sexuellement transmissibles (IST), d'appui à l'auto-organisation et de création d'activités génératrices de revenus, Enda entend ainsi contribuer à la socialisation des enfants en rupture de ban et des jeunes issus de milieux très défavorisés.

Grâce à la collaboration avec les associations de développement de quartier et les autres acteurs sociaux (État, ONG, OCB, etc.), Enda tente de définir des stratégies communes d'amélioration du sort des enfants talibés, des adolescents privés de liberté, des enfants en rupture familiale et des enfants et jeunes travailleurs (EJT), en œuvrant pour la concrétisation de leurs 12 droits prioritaires. Par cette initiative, Enda entend amener les enfants et jeunes des villes de Bamako, Mopti, Kayes, Gao et Tombouctou, à prendre conscience de leur situation pour mieux s'organiser et y apporter des solutions durables avec l'implication effective des parents, des autorités et de toute la communauté. Toutefois, le programme ne compte se substituer ni aux jeunes, ni aux parents, ni aux autorités, mais au contraire les amener à établir des synergies face aux difficultés et contraintes qui entravent le respect des droits des enfants et jeunes en situation difficile.

En outre, Enda a poursuivi au Mali la mise en œuvre du Projet d'éducation des enfants ruraux en situation difficile dans les communes rurales de Markala, Dougabougou, Sibila, Sensanding et Togou (Cercle de Ségou), grâce au concours de KINDERPOSTZEGELS des Pays Bas. Le but de l'initiative est de faciliter la scolarisation et l'alphabétisation de tous les enfants de ces villages et communes, à travers des actions de sensibilisation des parents, de renforcement des capacités d'accueil des écoles communautaires et de formation des enseignants et des membres des comités de gestion de ces structures scolaires. Grâce aux interventions réalisées en 2008 dans les zones concernées par le projet, le taux brut de scolarisation y a augmenté de plus de 10 %, le taux de scolarisation des filles, de 17 % en moyenne, les enseignants des écoles communautaires concernées ont reçu des formations de mise à niveau et un grand nombre d'enfants et jeunes non scolarisés de 10 à 18 ans, ont été alphabétisés en langue nationale.

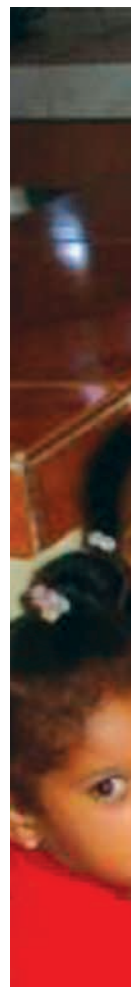
A Madagascar, Enda mène des actions d'éducation alternative, auprès des enfants et jeunes en situation difficile, de 12 à 18 ans (« enfants des rues » non scolarisés ou déscolarisés), qui ont justifié la création

de deux types de structures : un Espace jeune, ouvert en 2004 au centre d'Antananarivo, qui accueille en moyenne 70 « jeunes des rues » chaque jour ; et 2 Maisons de jeunes, ouvertes dans deux fokontany (quartiers) de la capitale en 2007 et 2008, pour faciliter la rescolarisation des enfants de ces quartiers. Des interventions qui ont permis à Enda de faciliter l'accès de ces jeunes à une insertion sociale et scolaire ou professionnelle, notamment par la réponse à leurs besoins de base (santé, hygiène, sécurité, etc.), le renforcement de leur sentiment d'identité sociale et familiale, et leur réinsertion, dans une perspective d'apprentissage et de formation.

Cette démarche d'éducation alternative repose sur le principe de la libre adhésion du jeune, met en œuvre un suivi éducatif individualisé et propose des activités pédagogiques et socioculturelles variées. Soutenues par la Commission européenne, le ministère français des Affaires étrangères, l'association ASMAE (de Sœur Emmanuelle) et le Bureau International du Travail (IPEC-BIT), ces initiatives d'Enda ont conduit à l'amélioration des outils pour les activités d'apprentissage (alphabétisation), à l'intensification du travail de partenariat avec les orientations professionnelles, à l'ouverture d'une activité de découverte et de formation de base en électronique et électricité, à l'accroissement du nombre de jeunes filles accueillies, auxquelles sont réservées des activités spécifiques, et à l'extension du projet dans d'autres quartiers défavorisés.

En Bolivie, Enda a également ouvert à Bogotá et dans les localités de Trinidad, El Alto, Riberalta et Guayaramerin, des centres éducatifs communautaires destinés aux « enfants des rues » et aux jeunes filles et garçons, travailleurs ou non, issus des milieux très défavorisés. Il a ainsi développé un programme d'éducation alternative basé sur cinq domaines prioritaires d'intervention : 1) le social, 2) le psycho pédagogique, 3) la santé primaire et la nutrition, 4) le renforcement des compétences professionnelles, 5) la recherche et les projets. Des centres qui ont accueilli, en 2008, environ 7790 enfants et jeunes, filles et garçons, pour des formes d'intervention alliant réinsertion scolaire, sociale et familiale.

Les interventions réalisées dans le social ont permis d'établir des stratégies d'approche individuelle et collective. Ainsi, la réinsertion familiale et sociale a été prise en charge en collaboration avec les associations boliviennes de défense des enfants et des adolescents. Dans ces maisons communautaires, l'action s'est focalisée sur le renforcement de la responsabilité personnelle et professionnelle, avec une réflexion permanente sur des questions comme la consommation chronique d'alcool chez les jeunes, l'éducation sexuelle et la sensibilisation sur les IST, les mauvais traitements en famille et dans les lieux de travail, les violences faites aux filles et la jeune



délinquance associée aux cas de vol et de consommation de stupéfiants. Autant d'activités sanctionnées par des évaluations continues, individuelles ou collectives, prenant en compte l'ensemble des problèmes rencontrés dans la « Communauté Enda » et les relations particulières qui lient les enfants et les jeunes aux éducateurs.

Un système d'épargne, conçu pour inciter les adolescents à valoriser les efforts qu'ils réalisent et les revenus qu'ils acquièrent dans les unités sociales productives, leur permet aussi de préparer leur avenir à travers de futures activités génératrices de revenus. Un volet social complété par un suivi socio-juridique, un travail réalisé en coordination avec les éducateurs dans les différents centres, qui a facilité l'élaboration de fiches destinées à centraliser la plus grande masse d'information sur la situation des jeunes, filles et garçons. Une fiche individuelle qui, en permettant aux travailleurs sociaux de situer les parents et de réaliser les entrevues avec eux, complète l'information nécessaire à une meilleure prise en charge sociale.

Le volet psychopédagogique fait recours, autant à l'éducation formelle, c'est-à-dire à l'accompagnement scolaire (évaluation, insertion, réinsertion, appui et évaluation scolaire, orientation vocationnelle et capacitation externe), qu'à l'éducation alternative, à travers des modules de formation professionnelle, d'art et culture, d'éducation sociale, de sport et loisirs, etc. En 2008, 6501 filles et garçons issus de milieux défavorisés ont pu bénéficier de ce volet psychopédagogique, avec une série d'interventions réalisées dans leurs écoles et dans les bibliothèques mises en place par Enda au niveau de ses différents

centres (35 filles et garçons, à El Alto, 80 à Guayamerin, 190 à Riberalta et 6196 à Trinidad). L'accompagnement scolaire se traduit par un travail psychopédagogique effectué par les éducateurs au profit des enfants et jeunes en difficulté, pour que le retour à l'école soit effectif. Pour ce faire, Enda et ses bénévoles effectuent des visites dans toutes les écoles concernées, et se servent de la fiche de diagnostic psychopédagogique pour identifier des problèmes d'apprentissage rencontrés par chacun des enfants suivis, afin de programmer des cours de rattrapage ou de renforcement. Ce diagnostic optimise ainsi l'organisation des activités dans les centres communautaires, qui se complètent avec le suivi à l'école et au niveau des familles.

Grâce aux efforts consentis, le taux absolu d'abandon scolaire enregistré au niveau des zones d'intervention a considérablement baissé, notamment au sein de la population jeune appuyée par Enda en Bolivie depuis plus de deux ans ; et de la même manière, les indices d'échec scolaire ont diminué en 2008 de 17%. En outre, fort de son expérience dans le domaine de l'accompagnement des adolescents exerçant des activités professionnelles dans le secteur informel, Enda a développé diverses stratégies de pédagogie sociale et d'éducation alternative, afin de conscientiser les groupes les plus marginalisés sur leurs droits sociaux et les possibilités d'en jouir pleinement. C'est pourquoi les responsables de programmes d'Enda en Bolivie ont conçu et mis en œuvre différents projets pour faire en sorte que les adolescent(e)s travailleurs ne quittent pas définitivement le système scolaire.

*Institution préscolaire en
République dominicaine*



Le plus important de ces projets est en cours de mise en œuvre dans la ville de Trinidad, grâce au concours financier de la GENERALITAT de Valence, au bénéfice de 6196 « élèves travailleurs », avec pour objectif de :

- permettre aux filles et garçons, âgés de sept à douze ans, de rejoindre l'école et d'y poursuivre une éducation de base normale, dans la cadre de programmes souples et adaptés, sans provoquer de déséquilibre dans le budget familial auquel ils contribuent avec leurs revenus ;
- renforcer les liens familiaux en instaurant une meilleure solidarité et une participation financière de la famille dans le processus éducatif à travers la création de microentreprises familiales ;
- fortifier les relations entre les institutions publiques et les organisations de la société civile qui participent à la coordination et à l'exécution du programme, contribuant ainsi à la répliquabilité et à la durabilité de l'initiative une fois que le programme aura été clôturé.

Au Brésil, dans le cadre d'un vaste programme fédéral nommé Points de culture, initié par le gouvernement, Enda a été sollicité pour valoriser les initiatives culturelles des organisations de la société civile et développer des activités éducatives et socioculturelles au bénéfice des enfants et adolescents des favélas de Rio de Janeiro. Un choix qui se justifie par l'expérience accumulée par Enda durant de longues années dans l'accompagnement des groupes sociaux défavorisés dans les favélas de Cidade de Deus, Cidade Alta, Rio das Pedras et Tijuquinha. Le projet ainsi confié à Enda cible la favéla de Morro da Providência, considéré à juste

titre comme la plus ancienne favéla de la mégapole de Rio de Janeiro, et pour laquelle notre organisation avait déjà réalisé à Paris, en 2005, lors de la commémoration de l'année du Brésil en France, une exposition qui a consisté en un assemblage monumental de milliers de photos, offrant une masse considérable d'informations sur la vie quotidienne de ses habitants.

Les enfants et adolescents de Morro da Providência étant confrontés très tôt à la violence, à la délinquance, au crime organisé et aux excès de la police, Enda a voulu pallier l'absence d'espaces socioéducatifs et culturels, afin de les orienter vers des activités socioculturelles, à caractère professionnel ou ludique. Les ateliers d'initiation à l'art plastique, à l'art dramatique, à l'artisanat d'art, à l'art photographique et à la Digital culture, mis en place entre 2007 et 2008, ont ancré chez ces enfants et adolescent(e)s une identité collective et un sentiment d'estime de soi, qui ont renforcé leur volonté de sauvegarder le patrimoine historique et la mémoire collective de leur communauté. La mise en place prochaine d'un centre culturel, dans le cadre de ce projet triennal qui doit démarrer en avril 2009, sera décisive dans l'établissement de partenariats entre Enda et d'autres institutions intervenant dans les environs du port de Rio, afin d'impulser des synergies d'action destinées à rendre plus efficaces les interventions d'ordre éducatif en direction de l'enfance et de l'adolescence défavorisée. En construisant ces passerelles artistiques et culturelles entre les favélas et le reste de la ville, Enda est plus que jamais consciente que c'est dans l'éducation que réside la résolution de l'enjeu majeur qu'est la construction d'une citoyenneté active, lucide et responsable.

Groupe de jeunes de la favéla de Morro da Providência, à Rio de Janeiro (Brésil)



Développer des activités éducatives et socio-culturelles au bénéfice des enfants et adolescents des favélas de Rio de Janeiro



3.4. Pour la valorisation et l'harmonisation de nos initiatives éducatives

Au-delà de son lobbying et de son plaidoyer international, l'on devrait concevoir Enda, dans le mouvement social qui entoure et accompagne son action, comme un véritable opérateur en matière d'éducation et de formation. En effet, toutes ses activités à travers le monde incluent ou se basent sur diverses initiatives de formation dont les effets sur les groupes sociaux et les sociétés concernées ne sont pas à minimiser en termes d'impacts directs et indirects. L'on pourrait aussi rappeler le côté « école » de notre organisation, si l'on considère le nombre de professionnels et d'étudiants de tous niveaux qui y ont suivi des formations et des stages et bénéficié d'un encadrement, autant dans la dimension intellectuelle et théorique de leur formation académique que dans la pratique, au niveau des activités de terrain. Ceux-ci bénéficient ainsi d'un avantage certain si l'on considère la diversité des ancrages et des processus accompagnés ou encadrés par nos équipes à travers le monde.

A l'approche de la Conférence mondiale sur l'éducation, tenue à Dakar en avril 2000, il avait fallu procéder à l'évaluation de l'impact de nos actions, sous la forme d'un bilan d'étape, et considérer qu'il nous fallait certes continuer à accompagner les groupes de base, mais aussi systématiser et valoriser ces diverses contributions, afin que notre action globale puisse concourir à la transformation des contextes locaux et nationaux de mise en œuvre des politiques éducatives. C'est ainsi qu'on été menées, par la suite, plusieurs actions visant :

- 1) la capitalisation des initiatives d'éducation et de formation des acteurs de la société civile ;
- 2) le renforcement du dialogue avec les opérateurs et tenants du système au niveau étatique ;
- 3) la création de passerelles entre les différentes initiatives éducatives, qu'elles soient formelles, non formelles ou informelles.

Enda s'est ainsi retrouvé initiateur ou animateur de plusieurs réseaux ou coalitions dont la caractéristique principale est de faire entendre la voix des acteurs de la société civile du Sud dans le domaine de l'éducation et de la formation. C'est ce qui lui a permis de promouvoir des cadres inclusifs de concertation et, ce faisant, de contribuer à la production de documents techniques de synthèse, comme éléments de réforme et de refondation des systèmes éducatifs.

L'originalité de l'action d'Enda consiste également à mettre en lien les processus éducatifs avec les actions de promotion du développement local, de prévention et de gestion des conflits, et surtout,

de conscientisation, de sensibilisation et de responsabilisation des populations dans la gestion durable de l'environnement. Enda dispose d'un certain nombre d'atouts pour favoriser cette intégration et veiller à son articulation du local au global, en fonction de ses différentes échelles d'intervention. Mais, il devra aussi faire face au défi de l'harmonisation de toutes ses interventions et de la mise en cohérence de ses propres méthodes d'intervention à travers le monde, sans oublier la nécessaire ouverture à d'autres acteurs. Notre mission globale dans le domaine de l'éducation et de la formation, consistera surtout à promouvoir l'éducation alternative, en s'appuyant sur des dynamiques externes et internes. Pour cela, il nous faut travailler à la réappropriation de la fonction éducative par tous les acteurs impliqués ou concernés, développer savoirs, savoir-être, et savoir-faire, à travers la recherche-action et les dynamiques de changement personnel, former des sujets politiques, citoyens actifs et autonomes, développer des pédagogies actives et qui responsabilisent, décroïsonner et mettre en synergie initiatives et acteurs, etc. Dans les pays du Sud, notre effort commun visera à davantage adapter l'école aux apprenants et non point les apprenants à l'école.

L'option d'Enda, même dans les cas de figure ainsi évoqués, reste toutefois la promotion et la consolidation de l'autonomie des populations. Un objectif qui passe par le renforcement des capacités des acteurs locaux, porteurs de ces initiatives sur le plan de la gestion, de l'organisation, etc. Mais, Enda ne s'est pas limité à apporter un soutien technique, dans le prisme des approches pédagogiques ou organisationnelles classiques. Il a plutôt développé, dans différents contextes, des démarches innovantes de recherche-action sur les modalités et stratégies adaptées aux besoins et aspirations des communautés considérées. Les actions se rapportent donc ici à de l'ingénierie pédagogique, à des innovations technologiques et sociales répondant aux problèmes quotidiens des groupes défavorisés (en matière de santé, sécurité, habitat, etc.). L'éducation doit être le levier du changement et la voie royale pour la survie, voire le salut des sociétés du Sud, mais à condition qu'elles réussissent à la réinvestir avec leurs propres valeurs. Car, elle apparaît déjà comme le premier lieu où s'amorcent les dysfonctionnements et dérives de ces sociétés. Il devient donc urgent de convoquer les synergies nécessaires à la consécration de l'éducation, comme droit fondamental et effectif, interpellé et évalué les institutions étatiques, religieuses et sociales, en fonction de leur détermination à agir et des résultats obtenus dans ce sens.

Pour le renforcement du Réseau Education pour tous en Afrique (REPTA)

Enda est membre de nombreux réseaux nationaux et régionaux sur l'éducation dans les pays du Sud, tels que le Réseau Education pour tous en Afrique (REPTA) dont il est membre fondateur et assure la coordination nationale dans des pays comme le Sénégal. Conscient des enjeux et des défis de l'éducation, le partenariat Enda/REPTA doit être considéré comme une option stratégique destinée à porter son action pour l'atteinte des objectifs de l'éducation universelle à une échelle plus significative. Dans le cadre du réseau REPTA, Enda œuvre à la vulgarisation et à la promotion des Tableaux blancs interactifs (TBI), un instrument dont la grande utilité est aujourd'hui reconnue par tous les spécialistes. Pour ce faire, Enda a pris part à l'Université d'été numérique, organisée sous l'égide du Fonds mondial de solidarité numérique, de l'ADEA et du REPTA, en août 2008 ; une rencontre qui a posé les jalons d'un partenariat engagé, qui accorde une grande place aux TIC dans les systèmes d'éducation et permet ainsi d'accélérer le mouvement vers l'atteinte des objectifs d'éducation pour tous. Fort des avancées qui ont découlé de ces assises, le groupe-pays qui y a pris part a mis sur pied le Groupe d'appui à la promotion de l'éducation numérique au Sénégal (GRAPENS), dont Enda assure la coordination nationale.

Aussi Enda a-t-il été largement associé à la définition et à la revue critique des politiques d'orientation sur l'éducation au Sénégal, comme ce fut le cas pour :

- l'analyse du curriculum de l'éducation de base pour le non formel ; un travail initié par le Collectif national de l'éducation alternative (CNEAP) et le Comité national de pilotage du curriculum ;
- la mutualisation des expériences et des programmes du préscolaire, au cours de sessions tenues en juillet et août 2008, en partenariat avec le ministère de l'Education nationale et nombre d'acteurs de la société civile ;
- l'élaboration du Rapport national du Sénégal intitulé Contribution au bilan à mi-parcours, en prélude à la Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA), prévue en 2009 au Brésil ; les expériences éducatives développées par Enda en faveur des « formations coin de rue », l'alphabétisation des adultes, les démarches et les outils figurent en bonne place dans ce rapport ;
- la participation d'Enda à la Semaine nationale de l'école de base (SNEB), en juin 2008, dans le cadre des actions de la Table de concertation des partenaires de l'éducation ;
- l'implication d'Enda dans les rencontres de concertation et de planification du Réseau Education des filles (UNGEI), une initiative lancée en 2000 par l'UNICEF et qui vise à accélérer le mouvement vers l'éducation universelle des filles. Fort de son expérience, Enda a participé activement à la rencontre sous-régionale de planification du réseau (Plan d'action 2009), tenue les 26 et 27 novembre 2008 à Dakar, sous la coordination du Bureau régional de l'UNICEF, avec la participation d'autres agences du système des Nations Unies.



*Le premier-ministre du Luxembourg,
M. Jean-Claude JUNCKER, en visite à Enda TM,
accompagné de son ministre de l'Education et celui en charge
de la Coopération, le 17 janvier 2008 à Dakar (Sénégal)*



*Education alternative : Enda devra désormais
valoriser et harmoniser ses diverses
initiatives éducatives*





4. Santé et prévention

La Conférence mondiale sur le Sida (XV^e ICASA) accueillie par le Sénégal, en décembre 2008 à Dakar, a connu un vif succès, car l'on a noté plus de 10 000 participants, alors que moins de 5000 étaient attendus. Une conférence dont Enda a proposé le thème général, qui a été adopté, ce qui est venu confirmer sa reconnaissance comme « ONG de référence » (par ONUSIDA) dont les nombreuses expériences sont conçues comme autant de *best practices* inspirant l'action des autres ONG africaines. La création d'un observatoire régional sur la réponse au VIH/Sida en Afrique de l'Ouest a aussi été présentée comme un acquis d'Enda et ses partenaires, une initiative très favorablement accueillie par les institutions internationales et les autorités gouvernementales.

Lorsqu'on se penche sur la problématique de la santé dans les pays du Sud, force est de constater qu'elle est complexifiée par la paupérisation croissante des populations et l'absence de ressources. Aujourd'hui, la communauté scientifique et médicale internationale s'accorde sur la nécessité d'un renforcement et d'une rationalisation économique des systèmes sanitaires du Sud, en vue d'une utilisation optimale des ressources disponibles. A une santé publique qui insiste de plus en plus sur l'approche réseau et la collaboration intersectorielle pour réformer les systèmes et rendre les services sanitaires plus accessibles à toutes les couches sociales, est désormais associée une santé communautaire qui cherche à mieux cerner les besoins de groupes plus restreints, en termes de soins et de prévention. La santé communautaire et la participation qu'elle induit deviennent ainsi fortement justiciables de la qualité de la collaboration intersectorielle. Autrement dit, lorsque la santé publique apporte les outils de planification et de gestion destinés à rendre les services sanitaires plus efficaces, la santé communautaire apporte des solutions adaptées, à taille humaine, plus ciblées et plus directes.

Toutefois, dans l'approche d'Enda, la conception sociale de la communauté prend radicalement le pas sur la conception épidémiologique qui relève plutôt d'une vision étatique et institutionnelle cherchant à résoudre les problèmes, par le biais de programmes spécialisés. L'approche épidémiologique tend à professionnaliser la relation avec la communauté, à l'envisager « par le haut », comme un simple groupe cible, défini en fonction de paramètres

démographique ou statistiques, contribuant ainsi à un fractionnement de la population en sous-groupes spécifiques et à une répartition des problèmes de santé en fonction de ceux-ci. La conception sociale a l'avantage d'envisager la communauté du point de vue de sa complexité dans les structures organisationnelles et de sa diversité dans les formes de représentation. Elle ne saurait envisager l'action en dehors de la perception que les populations ont de leurs propres besoins, et fonde la participation de celles-ci.

Dans cette perspective, il ne s'agit pas d'une communauté d'intérêt ou d'identité, mais bien d'une communauté locale, dans toute sa dimension géographique, socioéconomique et culturelle. Une précision qui nous permet d'insister sur la dimension citoyenne et démocratique en matière de santé communautaire et qui exige de favoriser la participation active de l'ensemble des acteurs, qu'ils soient professionnels de la santé, société civile, groupes de base ou simples citoyens. Cette participation se manifeste sous diverses formes, telles que la prévention (information, éducation, formation, etc.), la planification (expression des besoins, des problèmes, des aspirations, définition des stratégies, etc.), la mise en œuvre des actions et leur évaluation. Considérés, non plus comme de simples « cibles » ou « récepteurs », mais plutôt comme des acteurs à part entière, les membres de ces communautés finissent par comprendre que la santé ne se donne pas, mais s'acquiert et que, pour ce faire, ils doivent assumer la responsabilité de leur propre santé ou tout au moins, en gagner le pouvoir.

4.1. Droit à la santé, justice sociale et responsabilités citoyennes

Les permanences inégalitaires, notées à travers la marginalité et l'exclusion des couches défavorisées dans les pays du Sud, permettent de comprendre les alternatives construites par ces groupes sociaux qui résistent et réinventent, parfois à leurs risques et périls, d'authentiques stratégies de survie et des tactiques visant à influencer sur les politiques publiques ou pallier les insuffisances des systèmes de santé. Ces carences, constatées dans l'organisation locale des politiques de santé, déterminent les stratégies de résistance et de survie à tous les chocs épidémiologiques auxquels les populations du Sud sont actuellement confrontées et notamment, aux deux plus grandes équations sanitaires du moment : le VIH/Sida et le paludisme. Mais, elles se lisent également à travers des maladies endémiques, comme le choléra, la tuberculose ou la drépanocytose ; d'autres que l'on croyait disparues, telles que la lèpre ou la fièvre jaune ; et des maladies non transmissibles, comme les affections cardiovasculaires et hépatiques ou le diabète.

La nouvelle dimension prise par la contrebande des médicaments, le marché illégal et les filières de contrefaçon qui l'alimentent au besoin brouillent et rendent encore plus hasardeux les itinéraires thérapeutiques de ceux qui se trouvent au bas de l'échelle sanitaire et sociale. Ces derniers ayant recours autant aux thérapies mystico-religieuses qu'aux soins hospitaliers, autant aux pharmacopées traditionnelles qu'à l'automédication pharmaceutique, illustrent les mécanismes contrastés et simultanés d'intégration et de désintégration auxquels les sociétés du Sud se trouvent actuellement confrontées. Sous la crise, la colère monte et renforce l'idée selon laquelle la mauvaise santé est à la fois cause et conséquence de la pauvreté. Car, même si l'on est d'avis que la santé est un droit humain fondamental, énoncé dans les textes internationaux signés par les Etats, consacré par leur constitution et bénéficiant d'une protection constitutionnelle, il faut reconnaître que ce « droit » n'offre aucune garantie juridique et sociale. Cela est dû à la difficulté théorique d'adapter à la santé le

contenu conceptuel du droit, à la précarité de l'environnement socioéconomique des sociétés du Sud et à la faible prise de conscience de la responsabilité individuelle et communautaire dans la réalisation du droit à la santé.

Il semble toutefois plus facile de se représenter, par l'expérience, ce qu'est l'état de santé (surtout lorsqu'on l'a perdu) que de définir précisément ce qu'est le « droit à la santé », décliné sous diverses formes dans les instruments relatifs aux Droits de l'Homme. Le droit à la santé n'est pas évoqué tel quel dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, qui se borne à souligner que « toute personne humaine a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille » (article 25 ; alinéa 1). Dans cette optique, le droit à la santé ne s'offre ni ne se refuse. Elle est plutôt le corollaire d'un mode de vie fondé sur la disposition de moyens minimums incompressibles assurant un niveau de vie suffisant. Garantir sa santé devient alors une responsabilité de l'individu et dépend essentiellement de ses potentialités à se réaliser socialement. Ces dispositions individuelles variant fondamentalement d'une personne à une autre, ce « droit à la santé » ne saurait par conséquent être étalonné de la même manière pour tout le monde. Une approche idéologiquement sujette à caution, parce que très néolibérale. Les bases politiques de la réalisation du droit à la santé qui résidaient dans la prise en charge des citoyens par l'Etat-Providence, se situent désormais dans la capacité d'action et le sens de l'initiative individuelle.

D'ailleurs, la consécration de cette conception idéologique aux relents inégalitaires est manifeste dans le discours officiel qui se décline de plus en plus en termes d'accès aux soins et de moins en moins en termes de droits humains. Pour changer fondamentalement la donne, il vaudrait mieux parler du droit à la santé, non pas simplement en termes d'accès à des services sanitaires, mais bien plutôt en termes de disponibilité d'instruments permettant aux populations d'atteindre et de préserver leur santé. De ce point de vue, la question du droit à la santé résiderait dans l'organisation de la jouissance de ces instruments dont la disponibilité en qualité et en quantité, ainsi que la répartition, socialement équitable à l'échelle de la nation, aura été garantie par les pouvoirs publics. Ainsi décliné, le droit à la santé revêt pour les Etats du Sud une responsabilité certaine qui est de favoriser les conditions susceptibles de garantir à tous les citoyens des services médicaux et une assistance médicale en cas de maladie. Renforcer l'initiative en termes de création d'infrastructures et d'équipements de santé, faciliter l'acquisition de produits médicamenteux, éduquer et informer les populations, deviennent alors des préalables qui incombent à des Etats soucieux d'assurer un minimum sanitaire à tous, notamment aux plus démunis. Seule cette idée de paquet sanitaire minimum est pertinente dans la perspective de réalisation du droit à la santé. Et elle mérite d'être explorée et enrichie, afin que les problèmes de santé au Sud ne soient plus symptomatiques de l'inégalité et l'exclusion qui tracent la ligne de passage de la fracture sociale et de la fracture citoyenne.



Le Bureau d'Enda Santé à Bissau. Ouvert en décembre 2008, grâce à la signature d'un accord de siège avec le gouvernement bissau-guinéen, il devrait permettre de répliquer dans ce nouveau contexte les expériences acquises par Enda dans la lutte contre les VIH/Sida et les autres maladies prioritaires

La contribution des T.I.C. à l'abandon de l'excision : rôle citoyen des jeunes

Ces dernières années, l'approche de la question des MGF a sensiblement évolué. Elle n'est plus considérée strictement comme une question de santé reproductive dérivant d'une pratique individuelle, ni comme une obligation découlant des croyances religieuses. Elle est toujours abordée, dans la plupart des cas, comme une pratique néfaste, à combattre par des actions de prévention dirigées vers les collectifs de femmes (en âge de procréer et d'âge mûr) et vers les hommes en situation de pouvoir (leaders locaux et communautaires, communicateurs, etc.). Les jeunes (filles et garçons) et les hommes sont marginalisés dans la problématique et l'action sur l'excision. La pertinence de la stratégie TOSTAN, en termes de développement humain durable, et son efficacité, en termes de taux d'abandon, est centrée sur l'éducation aux droits de la personne et la négociation collective des questions communautaires (déclarations publiques d'abandon de l'excision), basée sur la Théorie des jeux du « tout le monde gagne ensemble ». Parallèlement, la tendance s'affirme à l'intégration de la réglementation panafricaine sur l'excision, centrée sur l'approche juridique répressive, visant à contrecarrer les pratiques transfrontalières. Le problème, c'est que depuis 25 années d'interventions concertées sur l'excision, le taux de prévalence n'a que très peu diminué. La question est restée marginalisée et n'a pas bénéficié des progrès accumulés en termes de recherche conceptuelle et problématique (analyse de genre et transgénérationnelle, citoyenneté, etc.), de méthodes (participation et transdisciplinarité), et d'outils techniques modernes (TIC).

Enda considère que l'excision n'est pas une simple question de femmes, c'est une question de genres, concernant les femmes aussi bien que les hommes, dans leurs personnes et dans leurs rôles de genres, ainsi que dans leurs rapports de genre. De ce fait, elle est révélatrice de l'un des défis sociopolitiques majeurs de l'Afrique actuelle : la question de la citoyenneté. Le développement n'est pas la seule affaire d'experts et doit se définir, à l'ère de l'information

(de la connaissance), de manière transdisciplinaire et participative. Les jeunes (filles et garçons) d'aujourd'hui, qui sont les aîné(e)s de demain, doivent y être associés. C'est une question de citoyenneté, mais la citoyenneté elle-même doit être redéfinie en termes de genre. Pour cela, il faut questionner la part du « privé » dans le développement public, pour permettre aux femmes de prendre part au fait citoyen et de mettre en lumière la dimension masculine des rapports de genre.

En 2008, Enda a finalisé le projet de recherche-action-formation sur « la contribution des TIC à l'abandon de l'excision : le rôle citoyen des jeunes », dont les résultats de recherche ont été diffusés en début 2009. Du fait de son caractère original, « décalé » et novateur, en termes de vision, de concepts, de problématique, de méthodologies, de résultats et de recommandations, ce projet a retenu l'attention de l'ensemble des acteurs (communauté scientifique, institutions politiques et acteurs de développement (coopération multilatérale et bilatérale, ONG, OSC, OCB, etc.)), comme diverses tentatives, parfois abouties, d'appropriation du projet en font foi. Cependant, la capacité d'innovation des acteurs de développement reste limitée par l'obsolescence des concepts (de genre, de citoyenneté et de jeunesse, notamment), la sclérose des méthodes dérivées des sciences positives et qui ne prennent pas en compte les nouvelles avancées des sciences de l'observation et de la participation, les carences en formation (analyse critique et réflexive, notamment) et les pesanteurs institutionnelles. Les ONG, comme membres de la société civile, sont particulièrement bien placées pour ouvrir des voies novatrices. C'est pourquoi, au sein d'Enda, des alternatives seront prospectées à travers la poursuite de la recherche-action-formation sur les thèmes touchant aux relations entre le public et le privé, à l'inclusion de la dimension masculine dans l'analyse des rapports de genre, à l'innovation et à la créativité.

Cependant, établir la responsabilité de l'Etat ne signifie pas éluder la responsabilité citoyenne, car la santé est certes un bien public, mais elle est d'abord et avant tout un aspect fondamental du bien-être de l'individu et de la dignité de la personne. C'est l'Etat qui doit assurer la disponibilité d'équipements sanitaires et de produits médicamenteux, combattre les grandes endémies, prévenir les épidémies, contrôler les dangers industriels et surveiller la salubrité publique. Mais, c'est le citoyen et sa communauté qui sont responsables de l'hygiène individuelle et de proximité. Ils sont comptables de leur hygiène de vie, qui exige une prise de conscience des

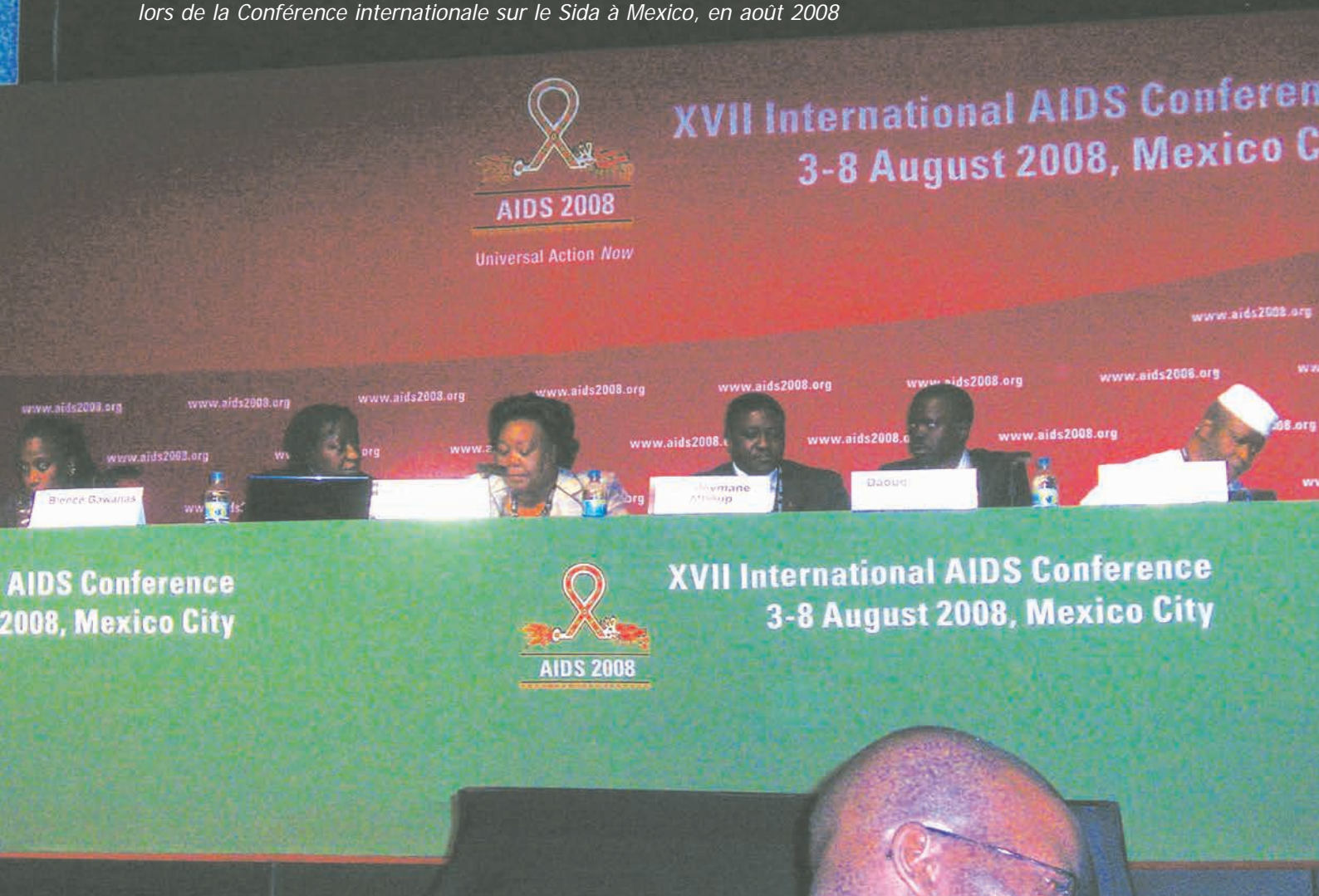
maladies liées à la consommation de drogues, d'alcool ou de tabac, des conséquences d'une alimentation excessivement riche en graisses et en sucres, même pour les moins nantis, et des comportements sexuels à risque, qui exposent des familles entières aux ravages des MST et du Sida. Les campagnes d'hygiène et de salubrité organisées par les pouvoirs publics ne changent rien à l'impératif que représente la prévention, sous la forme d'une sensibilisation des citoyens sur leur responsabilité première dans la préservation de leur santé et qui reste une condition nécessaire de la réalisation du droit à la santé.

4.2. Réduire la vulnérabilité des populations face aux maladies prioritaires

Les expériences du passé, comme celles que nous vivons dans le contexte actuel de crise financière et de gouvernance mondiale, appellent à repenser d'urgence les politiques et les systèmes de santé, pour réduire la vulnérabilité des populations du Sud face aux maladies prioritaires que sont le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme. Responsables de 6 millions de décès par an, soit 10 % du total mondial, ces trois fléaux sapent la croissance des pays pauvres qui enregistrent trois fois plus de décès que les pays industrialisés. La progression constante du VIH/Sida qui atteint tout particulièrement les

adultes jeunes, la faiblesse de la couverture des populations en services de santé organisés et la complexité de la situation sociale, démographique et économique des pays du Sud, font que cette pandémie, plus que toute autre maladie, a des conséquences majeures sur tous les aspects du développement humain. Des dizaines de millions de femmes, d'hommes et d'enfants sont exposés au virus et la transmission de la mère à l'enfant fait un nombre croissant de victimes, surtout en Afrique subsaharienne où sont enregistrés 70 % des cas de Sida observés dans le monde.

Le directeur d'Enda Santé (2^e à partir de la droite) à la table officielle, lors de la Conférence internationale sur le Sida à Mexico, en août 2008



Sensibilisation de masse sur un site de marché en Guinée



Distribution de préservatifs à bord de la clinique mobile d'Enda Santé



Réhabilitation du centre IST de Ziguinchor (Sénégal)



Le centre de santé de Sabendé (Fria - Guinée) partenaire du projet d'Enda



Le péril mondial de l'endémie tuberculose entraîne une somme alarmante de souffrances et de décès. C'est en Afrique subsaharienne que surviennent 25 % des cas notifiés dans le monde, et 35 % des personnes y souffrant de tuberculose sont également co-infectées par le VIH. Quant au paludisme, il constitue un obstacle majeur au progrès et un problème critique de développement. Près d'un million de personnes dans le monde meurent chaque année du paludisme, dont 90 % en Afrique subsaharienne. La plupart de ces victimes sont des femmes enceintes et des enfants, et cette situation est aggravée dans certaines régions par la résistance aux médicaments et aux insecticides. Outre le fait qu'elle favorise la progression du VIH/Sida, du paludisme et de la tuberculose, la pauvreté bat en brèche tous les efforts entrepris pour pallier les effets de ces maladies, dont la progression est favorisée par les crises sociales, les conflits, la mobilité des populations, le déficit d'information et d'éducation, les inégalités criardes entre les sexes, l'explosion démographique, etc.

Les efforts conjugués d'Enda et de ses partenaires s'inscrivent d'ores et déjà dans un engagement pour des politiques systémiques, des modes d'intervention et de financement équitables de la santé. Un défi qui passera nécessairement par l'amélioration de la couverture sanitaire, la réduction des inégalités d'accès aux services de soins et à l'information préventive, ainsi que l'élargissement de la protection sociale dans les systèmes de santé. C'est pourquoi Enda met en œuvre, depuis plusieurs années déjà, en Afrique de l'Ouest, de nombreuses initiatives visant à juguler l'expansion de ces trois maladies prioritaires.

Au Sénégal, à travers le Programme Vulnérabilités et VIH, Enda intervient dans huit régions, sur les 14 que compte le pays, dans des domaines aussi variés que la prévention et la réduction des risques, la prise en charge médicale, psychosociale et nutritionnelle, la formation et le renforcement des capacités d'intervention des groupes et organisations communautaires, ainsi que l'appui à la réinsertion socioéconomique des groupes vulnérables. Dans les régions de Dakar et Thiès, par exemple, le partenariat avec la Croix-Rouge luxembourgeoise permet de proposer l'ensemble des interventions précitées aux travailleuses du sexe (TS) clandestines (avec 2988 visites en 2008), aux orphelins et enfants vulnérables (OEV), et aux personnes vivant avec le VIH (PVVIH). Un autre partenariat avec le Fonds Mondial et l'Association nationale de lutte contre le Sida (FM/ANCS) a permis d'élargir cette couverture médicale, en intégrant les MSM (homosexuels masculins).

Globalement, le Programme Vulnérabilités et VIH suit des axes d'intervention privilégiant la prise en charge médicale (mobile et fixe), la prise en charge psychosociale (groupe de parole), la réduction

d'impact (par la création d'activités génératrices de revenus, le plaidoyer, les activités avec les OEV, etc.), la prévention (causeries, convergence, etc.), le renforcement des capacités (des bénéficiaires, des OCB, etc.) et la cartographie sociale. Dans l'ensemble de ses zones d'intervention, Enda offre ses services à ces groupes vulnérables, ce qui permet de rehausser l'offre de soins des structures sanitaires, renforce les capacités des OCB (associations de PVVIH, associations de jeunes, etc.), et dynamise les actions des autres ONG intervenant dans la lutte contre le VIH/Sida, à travers un partenariat stratégique ou opérationnel avec l'association AWA, les ONG Synergie pour l'Enfance ou PDEF-Jammi Xaléyi.

Les expériences du Programme Vulnérabilités et VIH, au Sénégal ont plaidé pour un élargissement des interventions du programme à la sous-région Afrique de l'Ouest. Ainsi, faisant suite à une phase préparatoire de 18 mois (2007-2008), qui a permis une analyse des contextes de vulnérabilités liées au VIH et une analyse des acteurs nationaux et locaux, dans sept pays ouest-africains, (Cap-Vert, Burkina Faso, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger et Sénégal), le Projet Frontières et Vulnérabilités au VIH (FEVE) a démarré en juillet 2008 au Cap-Vert, en Guinée et en Guinée-Bissau. Le Projet FEVE, propose une prise en charge globale, pensée dans un continuum géographique et une stratégie de transfert aux travailleuses du sexe, aux MSM, aux PVVIH, aux personnes mobiles.

En Guinée, le Projet FEVE s'est appuyé sur un dispositif déjà existant, avec une organisation partenaire d'Enda nommée Fraternité Médicale Guinée (FMG). Cette structure travaille en collaboration avec la Croix-Rouge guinéenne et permet au projet de poursuivre la prise en charge médicale et psychosociale, les séances de renforcement de capacités et les activités de réduction d'impact à Conakry, tout en initiant de nouvelles interventions dans les zones frontalières (Dubréka, Tanéné, Fria, Dabiss et Sansalé). Dans un premier temps, le Projet FEVE a été présenté aux différentes autorités administratives et médicales (telles que les Directions préfectorales de la santé) et aux ONG. Il a d'emblée bénéficié du soutien particulier de la CNLS (Coordination nationale de la lutte contre le VIH) et du Programme national de prise en charge sanitaire, de prévention des IST et du VIH/Sida. Dans un second temps, les partenaires opérationnels du projet (OCB et structures de santé) ont été choisis avec minutie. Ainsi, les centres de santé associatifs (CSA) de Hafia Minière (Conakry), de Tanéné, de Sabendé (Fria), de Dabiss et de Sansalé ont été choisis en fonction de critères spécifiques, tels que l'accessibilité, l'expérience dans la prise en charge des IST et du VIH/Sida, la capacité opérationnelle et la motivation du personnel à accueillir les groupes vulnérables au VIH.

Au Cap-Vert le Projet FEVE est la toute première initiative en direction des travailleuses du sexe. Pays à épidémie concentrée, la réponse nationale y est dynamisée par le projet, comme en témoignent l'enthousiasme et l'accompagnement constant par le CCSIDA, l'organe de coordination nationale de la lutte contre le VIH/Sida. Ainsi, l'année 2008 a permis de construire un dispositif opérationnel entre trois acteurs : VERDEFAM (Associação Cabo-Verdiana Para a Protecção da Família), MORABI (Associação de Apoio a Auto-Promoção da Mulher no Desenvolvimento) et la Croix-Rouge capverdienne.

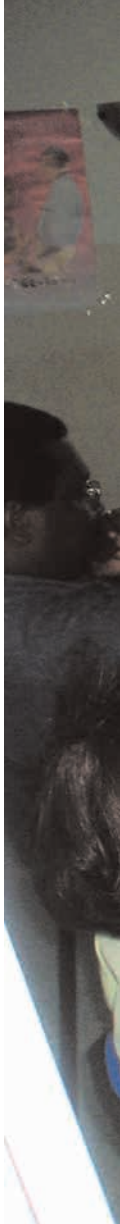
En Guinée-Bissau, malgré le contexte actuel de crise politique, marqué par une certaine faiblesse des capacités des organisations de la société civile, le Projet FEVE a permis l'ouverture d'un Bureau Enda à Bissau. Cette initiative doit faciliter la réalisation des objectifs du projet et dynamiser la réponse de la société civile dans cette région très sensible d'Afrique de l'Ouest. Le second semestre de 2008 a ainsi été consacré aux différentes démarches nécessaires à la constitution de l'Equipe Enda, à la mise en place du bureau et à la présentation du Projet FEVE aux différents partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux. L'accord de siège a été obtenu en décembre 2008 et des activités de présentation du projet et d'évaluation des partenaires potentiels ont été menées. Plusieurs rencontres informelles ont permis d'initier des discussions avec le STNLS (la Coordination nationale de la lutte contre le sida), le ministère de la Santé, les hôpitaux nationaux (en particulier l'hôpital Simon Mendès, qui accueille le Centre de traitement ambulatoire (CTA) de Bissau, la Croix-Rouge guinéenne, les services de santé décentralisés, les ONG et autres partenaires au développement.

Au Mali, d'autres initiatives de lutte contre les IST sont mises en œuvre, notamment à travers le Programme multisectoriel de lutte contre le VIH/Sida dans les régions de Ségou et Mopti, financé par la Banque mondiale par le biais du Haut Conseil national de lutte contre le Sida. Ses interventions ont porté sur la prévention et le conseil-dépistage dans 70 villages situés dans ces deux régions. La réduction de la transmission du VIH, et de son impact sur les individus et les communautés, a favorisé le développement d'un partenariat étroit avec les services sociosanitaires de l'Etat, pour une meilleure référence et une meilleure prise en charge des PVVIH dépistés. Enda y est parvenu grâce à la promotion du dépistage volontaire, la formation de trois agents sociosanitaires par localité d'intervention en counseling et le renforcement des capacités organisationnelles d'au moins 50 % des personnes infectées et affectées par le VIH dans les zones d'intervention, pour leur épanouissement et l'amélioration de leurs conditions de vie. Le Projet « Réduction de la transmission sexuelle du VIH dans les groupes les

plus exposés dans la commune urbaine de Ségou » a également poursuivi ses activités entamées en 2005. Financée par le Fonds mondial, par le biais du Groupe-pivot Santé-population, l'initiative a permis de réaliser environ 1560 activités de sensibilisation alliant le counseling, les causeries communautaires et les projections. Des activités qui ont touché environ 2052 jeunes âgés de 14 à 24 ans et environ 2240 personnes des groupes cibles que sont les vendeuses ambulantes, les aides-ménagères, les TS, les corps militaires et paramilitaires, etc.

En ce qui concerne le paludisme, l'année 2008 a été marquée par un souci de consolidation des acquis, car le partenariat entre Enda et le Programme national de lutte contre le paludisme au Sénégal (PNLP) a permis d'intensifier nos interventions dans la région de Dakar, notamment au sein du district sanitaire de Pikine, et d'élargir les activités en direction de celui de MBao. Le contexte particulier de l'année 2008, marqué par des inondations historiques, a justifié l'adoption, par les autorités, d'un Plan d'urgence dans ces deux districts, au titre du plan ORSEC (Organisation des secours). Enda a alors choisi de dérouler son plan d'action dans les localités les plus touchées par les inondations (les communes d'arrondissement de Yeumbeul-nord, Yeumbeul-sud et Malika) dans le but de sensibiliser les populations sur les dangers du paludisme et les moyens de prévention, et doter les couches les plus vulnérables au paludisme (femmes enceintes et enfants de 0 à 5 ans) de moustiquaires imprégnées gratuites. Au cours de la mise en œuvre de ce Programme Paludisme, Enda a également renforcé les capacités des OCB dans les différentes zones d'intervention. Le partenariat entre Enda et les OCB s'est d'ailleurs traduit par la signature de 17 contrats de prestations de services, dont 13 avec des organisations de jeunes et réseaux d'IEC évoluant autour des postes de santé, et 4 avec des groupements de promotion féminine.

Grâce aux nouveaux médicaments antirétroviraux, des milliers de personnes infectées par le VIH/Sida sont en train de recouvrer un semblant d'espoir et des perspectives prometteuses s'ouvrent à la prévention et à la lutte contre le paludisme et la tuberculose. Mais, le coût des traitements est encore élevé et l'accès aux soins demeure très inégal, voire carrément insuffisant dans les pays du Sud où, dans de nombreuses régions, les personnes pauvres affectées par ces maladies sont en augmentation constante. Enda a pris conscience assez tôt que des solutions aux problèmes de ces maladies prioritaires peuvent être trouvées à l'échelon local, sous l'impulsion des communautés, avec la participation active des personnes concernées. C'est pour cette raison qu'il privilégie toujours les interventions à assise communautaire.





Atelier organisé au Cap-Vert, dans le cadre du projet FEVE, visant la construction d'un dispositif opérationnel entre trois acteurs : VERDEFAM, MORABI et la Croix-Rouge capverdienne. Au Cap-Vert le Projet FEVE est la toute première initiative de lutte contre le VIH/Sida en direction de certains groupes vulnérables comme les TS

4.3. Des initiatives locales pour renforcer la santé communautaire

Sous l'effet de la crise économique et des plans d'ajustement structurel, les pays du Sud confrontés à la réduction des ressources allouées à la santé ont développé des politiques de recouvrement des coûts dont l'un des fondements est la participation directe des populations au financement des services publics. Malgré les succès enregistrés, cette politique de recouvrement des coûts fondée sur la tarification directe ne garantit pas l'accès des plus démunis aux soins. Il en est de même des divers mécanismes de financement des soins destinés aux indigents et fondés sur la subvention, la discrimination des tarifs ou l'exemption, dont la mise en application nécessite, pour être viable et équitable, des réformes approfondies de la politique sociale des pays.

La réflexion engagée par Enda depuis plusieurs années sur les mécanismes de solidarité et sur le développement des mutuelles de santé constitue une approche de solution à l'inaccessibilité des pauvres et autres groupes vulnérables aux soins de santé. Moins inégalitaires que le recouvrement des coûts sous forme de paiement direct, les mutuelles de santé

permettent de faire partager les risques entre les adhérents. Le Groupe de recherche et d'appui aux initiatives mutualistes (GRAIM), créé par Enda depuis les années 90 dans la région de Thiès (Sénégal), s'inscrit dans cette perspective. Dans une première phase de son développement, la structure a réussi à promouvoir divers systèmes d'assurance maladie, à améliorer l'environnement économique des populations mutualistes et à développer des réseaux de complémentarité et de défense des intérêts des mutuelles de santé. Ensuite, petit à petit, d'autres initiatives se sont greffées au GRAIM, qui entre-temps est devenu un important pôle de développement d'initiatives communautaires sur le microcrédit, l'alphabétisation fonctionnelle des femmes, la concertation des acteurs à la base, la participation à la gestion locale, etc.

Dans un tout autre registre, Enda a initié au Sénégal diverses activités destinées à réduire la malnutrition infantile et à améliorer la situation sanitaire des femmes. Depuis plus de quatre ans, un plan d'envergure a été lancé dans deux districts sanitaires de Dakar, qui a permis une lecture critique des impacts obtenus. Durant l'année 2008, ce plan a connu des évolutions stratégiques et des résultats très encourageants ont été notés, en termes d'atteinte des groupes cibles et d'amélioration des aptitudes, connaissances et pratiques des communautés de base en matière de prise en charge de la situation nutritionnelle des enfants de 0-5 ans. L'approche favorisée est l'action de prévention, par l'éducation, la sensibilisation et la communication. Et pour renforcer l'ancrage communautaire, 76 femmes-relais ont été identifiées et dotées de capacités pour mener les activités, avec l'appui de plusieurs structures communautaires. Pour en assurer la prise en charge, 38 Comités locaux de pilotage ont été mis en place dans chaque site d'intervention pour accompagner le processus d'intervention.

A côté des actions de prévention, des dispositifs de prise en charge curative des enfants et des femmes souffrant de malnutrition sévère ont été prévus, en étroite collaboration avec les postes de santé des districts concernés, soit par la récupération, soit par le biais de la supplémentation en aliments enrichis. Grâce à ces interventions, la prévalence de la malnutrition infantile a sensiblement baissé

dans les zones d'intervention. Par le biais de l'expertise mobilisée, le bilan de l'action entreprise par Enda a donné des résultats significatifs, en termes de recul de la prévalence de la malnutrition infantile chez les sujets âgés de 0 à 5 ans. En effet, d'un taux de prévalence de 23 % en 2003, on est passé à 10 % en 2008.

La prise en charge du volet Santé-Nutrition-Environnement occupe actuellement une place de choix dans les politiques de gestion des collectivités locales. Le Programme de Renforcement nutritionnel (PRN) du gouvernement sénégalais a voulu corréler ses ambitions aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (objectif 4), en sollicitant l'expertise des organisations reconnues en matière de plaidoyer, de mobilisation sociale, de communication sociale et d'animations socioéducatives. C'est ainsi qu'Enda a été choisi comme partenaire prioritaire pour apporter sa contribution à la promotion et à la vulgarisation de cette mission de grande envergure. Par une stratégie d'actions combinées de prévention, de vulgarisation et de promotion, Enda participe à l'émergence d'une politique de gestion sanitaire dans les collectivités locales, notamment par la prise en charge intégrée des actions de lutte contre la survenue de la malnutrition infantile, la lutte contre les infections respiratoires aiguës, largement exacerbées par les grands travaux entrepris durant les deux dernières années dans la ville de Dakar, et l'accès à l'eau potable pour prévenir les maladies hydriques.

Enda a déroulé son plan d'action dans les localités les plus touchées par les inondations de 2008, dans la banlieue de Dakar (Yeumbeul-nord, Yeumbeul-sud et Malika) dans le but de sensibiliser les populations sur les dangers du paludisme et doter les couches les plus vulnérables (femmes enceintes et enfants de 0 à 5 ans) de moustiquaires imprégnées gratuites



Enda a signé des conventions avec une dizaine de collectivités locales couvrant deux districts sanitaires de la région de Dakar, qui ont jeté les bases d'une meilleure prise en compte des questions relatives à la santé nutritionnelle des enfants par les autorités locales



Le partenariat développé dans ce domaine a permis à Enda de signer des conventions avec une dizaine de collectivités locales couvrant les deux districts sanitaires que sont Dakar-Centre et Dakar-Ouest. Ces conventions ont jeté les bases d'une bonne prise en compte des questions relatives à la santé nutritionnelle des enfants par les autorités locales, pour qu'elles leur accordent une plus large part dans leurs plans locaux de développement sociosanitaires. Des mesures qui se sont traduites par : 1) la prise en charge des personnes-relais mobilisées dans les actions de prévention ; 2) la mise à disposition de locaux fonctionnels pour abriter les actions communautaires et les initiatives multisectorielles en matière de Santé/Nutrition/Environnement ; 3) la mise en place, par arrêté municipal, de plates-formes d'échanges communautaires (des Cellules locales de suivi et de supervision) ; 4) l'organisation et la participation active aux actions de communication publiques de masse, considérées comme de véritables forums de rencontres interpersonnelles.

En Bolivie également, Enda mène des activités similaires de renforcement de la santé et de la nutrition infanto-juvéniles, dans le cadre d'un Projet d'assistance sanitaire en direction des populations défavorisées de Riberalta, El Alto, Gayaramerin et Trinidad. Ces interventions comportent deux volets : un premier, de santé préventive et un second, de fourniture de soins alternatifs en médecine générale,

en médecine dentaire, en pharmacie et en infirmerie. Elles ont nécessité la mobilisation de praticien(ne)s de tous ordres (infirmières, médecins, dentistes, pharmaciens et nutritionnistes) dont certains sont des employés du projet payés par Enda et d'autres, des volontaires bénévoles.

Malgré de nombreuses contraintes liées à la diminution des ressources financières et matérielles allouées aux ONG en Amérique du Sud, Enda a su maintenir dans chacune des localités d'intervention en Bolivie, un cabinet médical suffisamment équipé pour recevoir et traiter efficacement la plupart des patients qui se sont présentés. En matière de santé préventive, plusieurs modules de dialogues éducatifs fonctionnent régulièrement et viennent en appoint à la santé nutritionnelle, avec les modules de repas communautaires gratuits servis à des centaines de garçons, filles et adolescent(e)s. Quant aux consultations médicales, destinées à tous les enfants et adolescent(e)s qui en font la demande, elles ont suscité un intérêt certain. Et même si l'assistance médicale a été réduite en 2008, Enda a quand même permis à 1548 enfants et adolescent(e)s, présentant diverses pathologies, de bénéficier de soins gratuits et d'être évacués, au besoin, dans d'autres centres médicaux plus outillés et plus spécialisés.

4.4. Intégrer la médecine traditionnelle dans les systèmes de santé

Les sociétés du Sud ont beaucoup bénéficié des nombreux progrès observés dans les sciences médicales au 20^e siècle. Mais, ce n'est point faire injure à la science que de reconnaître, par ailleurs, qu'elles ont également su élaborer des savoirs adaptés à leur environnement, avec leurs propres valeurs culturelles et leurs médecines spécifiques, pour la prévention, le diagnostic et le traitement de toutes sortes d'affections mentales et somatiques. Depuis des millénaires, les hommes connaissent les vertus médicinales de certaines plantes et une grande partie des molécules utilisées dans la pharmacopée moderne a été d'abord identifiée dans les plantes. Toutefois, discréditée au nom d'une conception exclusive et erronée de l'universalité de la science, la médecine traditionnelle s'est trop longtemps réfugiée dans une clandestinité qui en a ralenti le progrès. Certes, elle suscite toujours quelques réserves relatives à la qualité douteuse de certains produits ou aux menaces que l'exploitation abusive des ressources sauvages fait peser sur la biodiversité, mais elle constitue la seule forme de prestation que certaines communautés africaines, asiatiques et latino-américaines acceptent sans réserve. Environ 60 % des populations du Sud ont recours aux pratiques fondées sur des savoirs et croyances impliquant l'usage, à des fins médicinales, de plantes, d'organes d'animaux, de matières minérales et de pratiques mystico-spirituelles, pour satisfaire leurs besoins en santé. En Afrique subsaharienne, cette proportion peut monter jusqu'à 80 %, car la médecine traditionnelle est souvent l'unique offre de soins de santé disponible, la médecine moderne restant chère et quasi inaccessible.

Depuis une vingtaine d'années, Enda encourage et soutient l'optimisation de ce recours à la médecine traditionnelle, ainsi que son intégration dans les systèmes de santé, conscient que le moment est enfin venu de reconnaître et de valoriser les pratiques médicinales et les savoirs locaux des sociétés du Sud. Convaincu que la mise à disposition de remèdes traditionnels testés et efficaces pourrait améliorer de façon durable l'accès aux soins et la qualité de vie des moins nantis, Enda a mené un large plaidoyer pour promouvoir l'utilisation la plus rationnelle possible des thérapies traditionnelles. Que ce soit en Inde (avec les praticiens de l'Ayurvedic, la médecine traditionnelle indienne), dans les Caraïbes (en partenariat avec le Réseau TRAMIL) ou au Sénégal, notre organisation a contribué à la mise en place de mécanismes de réglementation destinés à contrôler l'innocuité et la qualité des produits, à parfaire l'inventaire des plantes médicinales, à renforcer les programmes de formation, à améliorer la communication entre médecins et tradipraticiens, à soutenir les programmes de recherche, à sensibiliser

le public et à encourager la culture de certaines essences pour en assurer la préservation. Enda a ainsi contribué à la formalisation des politiques publiques en matière de médecine traditionnelle, à l'établissement de comités et procédures d'homologation des produits à base de plantes médicinales, et à l'émergence d'instances nationales de coordination des activités des tradithérapeutes.

Au Sénégal, l'amélioration de l'exercice de la médecine traditionnelle est devenue un enjeu majeur pour l'Etat, dont la volonté est illustrée par l'existence d'un Bureau de la médecine traditionnelle au sein du ministère de la Santé et de la Prévention médicale. Cependant, malgré les succès obtenus dans l'insertion socioculturelle et socioéconomique des tradithérapeutes, ces derniers sont loin d'être réellement intégrés dans le système de santé conventionnel. Certes, quelques initiatives d'intégration ont été tentées dans les soins de santé primaires, mais elles restent timides ou non fonctionnelles. Pour y remédier, Enda a renforcé ses partenariats avec les services gouvernementaux, les organisations communautaires de base, d'autres ONG et les associations de promotion de la médecine traditionnelle. Et c'est dans ce contexte, que notre organisation a été désignée par le ministère sénégalais de la Santé et de la Prévention médicale, pour organiser la Journée africaine de médecine traditionnelle, célébrée le 31 août de chaque année. Pour l'année 2008, Jacques Bugnicourt a été désigné comme le parrain de cette journée, dont le thème (Rôle des tradipraticiens dans les soins de santé primaires) est suffisamment éloquent quant aux ambitions de ce partenariat. Cet événement qui a constitué un fort moment de mobilisation sociale, a été précédé par deux ateliers nationaux organisés par Enda, destinés, d'une part, à la sensibilisation de la presse et, d'autre part, au lancement du Projet de formation des tradithérapeutes et des agents de santé communautaire.

Mise en œuvre dans la région de Saint-Louis (Sénégal), cette initiative de formation d'Enda sur les nouvelles stratégies de santé basées sur les axes d'orientation des soins de santé primaires, vise à intégrer les tradithérapeutes et les agents de santé communautaire dans les systèmes sanitaires, pour une meilleure efficacité de leurs interventions. Grâce au concours de l'organisation espagnole FONTILLES, ce projet intervient dans les départements de Dagana et de Podor ; les districts sanitaires concernés étant ceux de Richard-Toll (postes de santé de Gallo Malick et Taouey), de Podor (postes de santé de Taredji et Dodel) et de Pété (poste de santé de Aéré-Lao). Outre le recensement des tradithérapeutes de la zone d'intervention du projet, les activités de formation portent sur la Prise en



La ministre de la Santé du Sénégal (au centre) en compagnie de la Secrétaire exécutive d'Enda, lors de la Journée africaine de médecine traditionnelle, le 31 août 2008 à Dakar

charge intégrée des maladies de l'enfant (PECIME-communautaire), le Paquet d'activités intégrées de nutrition (PAIN), les IST/Sida, les Soins obstétricaux d'urgence de base (SOUB) et la Gestion/utilisation rationnelle des plantes médicinales (GURPM). Un dispositif de suivi et d'évaluation des acquis de la formation a aussi été mis en place, afin de déterminer les impacts réels de l'initiative sur la prise en charge sanitaire des enfants de la zone et de capitaliser les résultats.

Le projet Développement rural alternatif (DRA) s'inscrit également dans la même perspective de promotion de la médecine traditionnelle au Sénégal, grâce notamment au concours de l'organisation autrichienne HORIZONT3000. Il constitue le prolongement du projet Appropriation des plantes médicinales, qui était basé sur la culture des plantes médicinales à Kaymor (dans le département de Nioro) et Nganda (dans l'ancien département de Kafrine), ainsi que l'accompagnement et l'équipement des herboristes de la région de Dakar. Forts de l'évaluation positive de cette précédente initiative, Enda et HORIZONT 3000 ont voulu pérenniser et approfondir les acquis, dans une articulation forte entre ENVIRONNEMENT, PRODUCTION ET SANTÉ. Après une année d'exercice, l'importance d'intégrer la prise en charge environnementale dans la culture de plantes médicinales est devenue encore plus évidente.

Cette prise de conscience a permis à Enda de promouvoir l'association entre les cultures maraîchères et celle des plantes médicinales, de renforcer les capacités techniques des producteurs en matière de conservation, de transformation, de conditionnement et d'utilisation des produits, d'étendre les résultats acquis précédemment à Dakar, sur le respect des conditions d'hygiène et de salubrité, aux acteurs d'autres régions, comme Kaolack (zone d'intervention du projet) et Diourbel, suite à une demande exprimée par les herboristes qui y existent en grand nombre. L'appui aux herboristes de Dakar, Touba, Kaolack et Kafrine, regroupés au sein du Réseau Vendre Autrement (RVA) a aussi été renforcé, en partenariat avec les autorités locales et les brigades de service d'hygiène des localités concernées. Disposant tous de cantines et formés pour une meilleure gestion des activités de vente des plantes médicinales dans le respect des conditions d'hygiène et de salubrité, ces herboristes travaillent avec Enda pour l'adoption d'une démarche qualité, grâce à une réflexion approfondie sur l'amélioration de l'emballage, la traçabilité du produit, l'étiquetage et la création d'une valeur ajoutée.

En plus des volets Production de plantes médicinales et Accompagnement des herboristes, d'autres volets, comme Protection de l'environnement, Culture des plantes médicinales, Maraîchage et Nutrition, sont

aussi mis en œuvre. En outre, Enda continue d'encadrer six groupements villageois de femmes pour la culture de plantes médicinales, en particulier le *Cassia italica* (Layduur, en wolof, ou Séné du Sénégal), sur une superficie d'environ 7 hectares, avec une production de 2,562 tonnes de matière sèche, en 2008. En partenariat avec le Groupe de recherche sur les plantes médicinales (GRPM), qui travaille aussi dans le conditionnement, Enda a produit, durant cette même année, plus de 20 000 sachets de tisanes et flacons de sirops de cinq essences cultivées : le *Cassia italica*, le *Guiera senegalensis* (Ngeer, en wolof, produit en tisane et en sirop contre les affections broncho-pulmonaires), le *Cassia occidentalis* (Mbântamaare, en wolof, ou Casse occidentale), le *Tinospora Bakis* (Bakkiis, en wolof) et l'*Euphorbia hirta* (Mbal, en wolof ou Petite euphorbe).

Dans son Centre Madesahel de Mbour (Sénégal), Enda dispose également d'une autre unité de phytoproduction, spécialisée dans la confection d'infusettes, selon un procédé bien défini permettant d'obtenir des émincés de feuilles, de racines ou de calices, disposés dans des sachets en papier filtre d'environ 2,5 grammes qui, plongés dans de l'eau chaude, donnent des tisanes aux vertus curatives. Ainsi, en 2008, 66 570 infusettes de 6 essences médicinales ont été produites : l'*Acacia nilotica* (ou Gonakier), le *Cassia italica*, le *Cassia occidentalis*, l'*Euphorbia hirta*, le *Fagara xanthoxyloides* (ou Fagara) et le *Moringa oleifera* (Saap Saap, en wolof, ou Never die). Ces plantes qui ont des vertus thérapeutiques avérées, respectivement contre la diarrhée, la constipation, l'asthme, l'amibiase, la

drépanocytose et la régulation de la glycémie, ont été distribuées à travers le réseau national des 78 postes de santé catholiques au Sénégal, permettant de traiter 6832 patients issus de milieux modestes.

Afin de répondre aux normes de qualité, de sécurité et d'efficacité, Enda veille tout particulièrement à la traçabilité des matières utilisées, à la qualité des produits finis, à la collecte des preuves d'efficacité et d'innocuité existantes, et à la formation des prestataires à l'usage correct des produits. Ce faisant, il contribue à la rationalisation des pratiques de fabrication et de prescription des médicaments à base de plantes médicinales, à leur intégration dans le système national de santé et à l'amélioration de l'accès des plus démunis aux soins de santé. Cependant, la reconnaissance de la valeur de la médecine traditionnelle ne s'accompagne pas toujours d'un soutien politique fort, même lorsque des programmes nationaux ont été élaborés. Cet état de fait entrave l'établissement d'un système d'homologation de la tradithérapie et l'inclusion de certains remèdes traditionnels dans la liste des médicaments essentiels. Néanmoins, Enda poursuivra ses efforts de lobbying, de plaidoyer et de mobilisation des différents acteurs. C'est la condition nécessaire pour promouvoir l'usage sûr et approprié de la médecine traditionnelle, son intégration dans le système de santé, à travers l'élaboration de nouvelles politiques, le développement des capacités en matière de prestations, de réglementation et de recherche, ainsi que l'information et l'éducation du public.

Dans son Centre Madesahel de Mbour (Sénégal), Enda dispose d'une unité de phytoproduction, spécialisée dans le conditionnement des plantes médicinales et la confection d'infusettes



4.5. Préparer les professionnels de la santé à embrasser le communautaire

Les systèmes de santé du Sud présentent de grands déséquilibres qui affectent l'organisation des services et la mise en œuvre d'interventions efficaces pour la réalisation d'objectifs stratégiques, comme les OMD. Parmi les ressources à mobiliser pour relever ce défi, les ressources humaines constituent les plus précieuses. Malheureusement, celles-ci n'ont pas toujours bénéficié de toute l'attention qu'elles méritent, alors que le personnel de santé absorbe environ 70 % du budget de fonctionnement du secteur de la santé dans nombre de ces pays. Cette situation est d'autant plus préoccupante que, d'une part, ces pays éprouvent des difficultés à planifier, produire et utiliser le personnel et, d'autre part, font partie d'un marché mondial de professionnels de santé qui favorise la fuite des cerveaux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays et des continents. Avec 24 % de la charge mondiale de morbidité et 3 % du personnel sanitaire mondial, l'Afrique subsaharienne présente la pénurie relative la plus marquante, même si l'Asie du Sud-Est présente aussi un déficit très important.

Accroître le rapport coût / efficacité des services de santé exige que les pays renforcent leur capacité de gestion, améliorent la planification et la projection des ressources humaines et adaptent la formation du personnel de santé aux besoins des populations. Les facultés de médecine connaissent bien les enjeux du système de santé. Elles ont le rôle d'éduquer et de former les étudiants pour une meilleure médecine. Mais, les ONG, de par leur connaissance du milieu communautaire, sont aussi capables de proposer des modèles alternatifs, adaptés aux besoins des populations et susceptibles d'améliorer la santé des plus démunis. C'est forts de ces considérations et de la nécessité de s'inscrire beaucoup plus que par le passé dans cette perspective qu'Enda et l'Institut de Santé et Développement (ISED) de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, ont décidé de conjuguer leurs efforts en vue d'instaurer un style nouveau d'enseignement des cadres, qui privilégie une conception holistique de la santé, et met davantage l'accent sur la prévention et la promotion selon une approche communautaire.

Le programme d'enseignement en santé publique, dispensé depuis 1987 au Centre Madesahel de Mbour, et conçu à l'origine pour satisfaire les besoins spécifiques du Sénégal, est à l'heure actuelle davantage dirigé vers la satisfaction de ceux des pays d'Afrique francophone et lusophone. Ouvert à des médecins, dentistes, vétérinaires et pharmaciens, il est structuré en modules comportant trois phases didactiques alternées (théorie - pratique - mémoire), orientées vers la résolution de problèmes réellement identifiés sur le terrain. Il aboutit ainsi à la délivrance, par l'université, d'un Diplôme d'études spéciales (DES) en

Santé publique, reconnu par tous les pays francophones et lusophones d'Afrique. L'originalité de cette méthode d'enseignement basée sur l'alternance en fait un exemple unique en Afrique de l'Ouest et du Centre, et les résultats obtenus ont largement contribué à la dimension régionale du programme.

Au cours de l'année 2008, 25 médecins et chirurgiens-dentistes provenant de 7 pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger, République centrafricaine et Sénégal) ont été formés dans le cadre du DES en santé publique. En plus de cet enseignement, d'autres formations de courte durée ont été organisées au profit des institutions et programmes sanitaires en vue de la résolution de problèmes spécifiques de planification, de gestion, de suivi évaluation, etc. Ainsi, 40 agents sanitaires et autres acteurs de santé provenant de la Côte-d'Ivoire, du Mali, du Burkina Faso et du Sénégal ont obtenu le Diplôme supérieur de gestion en santé communautaire orientée vers la lutte contre le VIH/Sida. En outre, 25 praticiens sénégalais, impliqués dans la lutte contre le VIH/Sida dans les institutions militaires, ont été formés en Planification sanitaire ; et 22 médecins de district ont acquis les connaissances nécessaires à une mise en œuvre correcte des interventions essentielles recommandées dans la prévention et le traitement du paludisme. Depuis le début du partenariat avec l'ISED, les formations dispensées au Centre Madesahel ont permis de former 442 praticiens provenant de quinze (15) pays africains. Les participants aux différentes formations ont bénéficié du soutien des Etats pour l'octroi de bourses, de l'USAID, de la Coopération française, de l'OMS, de la Banque mondiale, de la Coopération taiwanaise, de la Coopération technique belge, de l'Union européenne, de la Fondation Bristol-Myers, de la Coopération espagnole, du Programme international de suivi de la formation de la Fondation FORD, et du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, le paludisme et la tuberculose.

73

Des praticiens provenant de plusieurs pays africains en formation au Centre Madesahel d'Enda à Mbour (Sénégal)



Ressources financières d'Enda en 2008

74

Ressources mobilisées par Enda en 2008 par source de financement (en euros)		
PAYS	Appui institutionnel	Appui projets
Allemagne	-	576'658
ASW		20'033
Caritas		362'236
Inwent Int.		7'243
Misereor		32'144
WFD		136'930
WIP/Partners for Africa		2'929
Autres institutions		15'141
Autriche	520'000	140'814
Gouvernement	520'000	133'377
Autres institutions	-	7'437
Belgique	-	130'393
Baobab		3'110
Broederlink Delen		12'250
Fondation Ryckmans		48'246
Frères des Hommes		55'461
Le Monde sans les femmes		9'749
Autres institutions		1'575
Canada	-	195'612
CRDI		173'733
Autres institutions		21'879
Danemark	-	26'877
Energy for Development		26'877
Autres institutions		-
Divers partenaires du Nord	-	708'046
Family Health Inter.		58'990
Fonds Mondial		45'896
Plan International		587'520
USAID		11'600
Autres institutions		4'040
Divers partenaires du Sud	-	189'803
Banque Africaine de Développement		44'780
Hoarcen, Ethiopie		38'015
Mazingira Institute, Nairobi, Kenya		15'488
ONG République dominicaine		22'932
One World Africa		22'253
Autres institutions africaines		46'332

PAYS	Appui institutionnel	Appui projets
Espagne <i>Agence Catalane de coopération</i> <i>Fondation CEAR</i> <i>Fondation Desarrollo Sostenido</i> <i>Fondeso</i> <i>Fontille</i> <i>Paz y Dessarollo</i> <i>Autres institutions</i>	-	385'515 24'287 101'340 112'928 102'502 26'232 14'816 3'408
France <i>Gouvernement</i> <i>Adoma</i> <i>Auran</i> <i>CIDEAL</i> <i>CIRAD</i> <i>Fiba</i> <i>Fondation Abbé Pierre</i> <i>Fondation Ensemble</i> <i>Fondation de France</i> <i>Fondation France-Télécom</i> <i>Fondation SIAAR-APPEL, Eau de Paris</i> <i>Fonds Crysalis</i> <i>GRET</i> <i>IRD</i> <i>Quartier du Monde</i> <i>Veolia</i> <i>Autres institutions</i>	-	1'235'513 528'267 27'789 26'242 42'661 27'740 91'120 20'978 77'630 22'032 11'135 17'697 9'162 90'198 7'707 5'461 181'331 48'360
Grande-Bretagne <i>Christian Aid</i> <i>IIED</i> <i>Leadership for Environment</i> <i>Autres institutions</i>	-	239'748 51'180 61'597 98'897 28'074
Italie <i>ACRA</i> <i>Coopérative Incontro</i> <i>Frères des Hommes, Italie</i> <i>Groupe "Fabrizio Meoni"</i>	-	63'716 15'591 6'185 28'923 13'017
Luxembourg <i>Gouvernement</i> <i>Croix Rouge</i> <i>Frères des Hommes</i>	800'000 800'000 - -	700'633 - 637'280 63'353
Maroc <i>Agence du Nord</i> <i>Al Omran</i>	-	89'086 35'555 53'531
Mali <i>Haut Conseil Lutte contre le VIH-Sida</i> <i>Autres instituions</i>	-	67'288 56'288 11'008

PAYS	Appui institutionnel	Appui projets
Nations Unies	-	683'168
<i>Banque Mondiale</i>		199'704
<i>BIT</i>		18'697
<i>FAO/FIDA</i>		34'729
<i>ITC</i>		38'807
<i>OMS</i>		6'684
<i>ONU-Habitat</i>		112'805
<i>Water and Development</i>		46'170
<i>PNUD</i>		86'035
<i>PNUE</i>		42'324
<i>UNICEF</i>		17'062
<i>UNITAR</i>		69'709
<i>UNOPS</i>		10'440
Pays-Bas	300'000	1'015'589
<i>Coopération néerlandaise</i>	300'000	-
<i>Both Ends</i>	-	29'648
<i>CORDAID</i>	-	20'207
<i>ETC</i>	-	34'711
<i>Fondation Kinderpostzegels</i>	-	118'500
<i>ICCO</i>	-	113'198
<i>OXFAM - NOVIB</i>	-	532'143
<i>SKN</i>	-	107'375
<i>Université Twente</i>	-	29'823
Sénégal	-	668'989
<i>Gouvernement</i>		15'449
<i>BM (PRN + AGETIP)</i>		232'194
<i>Association des producteurs de coton</i>		8'556
<i>Club "Kiwani"</i>		6'859
<i>FHI</i>		53'042
<i>Programme "Talibé"</i>		46'818
<i>PRCM</i>		62'160
<i>OSIWA</i>		15'536
<i>Alliance Nationale contre le Sida</i>		203'673
<i>Autres</i>		24'701
Suède	-	14'716
<i>Stockholm Environment Institute</i>		14'716
Suisse	711'874	348'043
<i>DDC - Berne</i>	711'874	43'295
<i>HEKS</i>	-	106'093
<i>ICTSD</i>	-	63'392
<i>Ramsar</i>	-	12'440
<i>Restaure la Terre</i>	-	7'968
<i>Terre des Hommes</i>	-	33'036
<i>Yamanekh</i>	-	65'503
<i>Autres</i>	-	2'594
Union Européenne	-	585'730
Activités propres & autres	-	2'094'326
TOTAL DES RECETTES	2'331'874	10'182'546

Contribution des bailleurs institutionnels d'Enda en 2007 et 2008 (en euros)		
PAYS	2007	2008
Autriche	520'000	520'000
Luxembourg	740'000	800'000
Pays-Bas	300'000	300'000
Suisse	785'963	711'874
TOTAL	2'345'963	2'331'874

Enda dans le monde

Paris -

- Appui technique aux e
- Migrations internationa
- Education au développ

Rabat - Maroc

- Renforcement des capacités des acteurs locaux
- Promotion et renforcement du dialogue politique
- Gestion des déchets solides
- GRN et développement rural

Santo Domingo - République dominicaine

- Gestion des ressources naturelles et agroforesterie
- Promotion des initiatives de santé communautaire
- Développement urbain et services de base

Bogota - Colombie

- Gestion environnement urbaine
- Appui au développement local
- Gestion et recyclage des déchets urbains
- Renforcement des capacités

Rio de Janeiro - Brésil

- Education alternative
- Environnement et GRN
- Développement social des quartiers

La Paz - Bolivie

- Appui aux enfants et jeunes en difficulté
- Initiatives de santé préventive
- Education alternative
- Accompagnement psychosocial

Secretariat executif

et entités / programmes
d'**enda** au Sénégal



siège



entité



association locale



France

ntités (montage de projets et recherche de financements)
ales et lutte contre les discriminations
ement et à la solidarité responsable auprès du public européen



Tunis - Tunisie

- Micro finance et microcrédit
- Aide à la création de microentreprises
- Animation et mise en réseau

New - Bombay - Inde

- Agriculture et développement rural
- Appui à la création de microentreprises rurales
- Appui aux mouvements et associations de femmes
- Recyclage des déchets et fabrication d'engrais bio

Ho Chi Minh Ville - Vietnam

- Restructuration de l'habitat dans les bidonvilles
- Gestion environnementale urbaine
- Accès aux services de base
- Aide à la création de microentreprises

Addis Abeba - Ethiopie

- Développement de l'agriculture urbaine
- Gestion des déchets urbains et assainissement
- Lutte contre le VIH / Sida et création d'AGR

Antananarivo - Madagascar

- Restructuration de l'habitat en milieux défavorisés
- Appui aux enfants et jeunes en difficulté
- Gestion des déchets urbains et assainissement

Bamako - Mali

- Appui aux enfants et jeunes en difficulté
- Promotion des initiatives de santé communautaire
- Renforcement des capacités économiques des femmes

Liste des entités d'Enda et de leurs domaines d'intervention respectifs

Entités d'Enda en Amérique latine

ENDA BOLIVIE

M. Carlos OROS

Av. antofagasta No. 308 Villa Dolores El Alto - LA PAZ - BOLIVIA

Tél.: (591-2) 810079/811695 / Fax: (591-2) 811446 / E-mail: enboldr@caoba.entelnet.bo

- Appui aux enfants et jeunes en difficulté
- Initiatives de santé préventive
- Education alternative
- Accompagnement psychosocial

ENDA BRÉSIL

Mme Laura TAVES

Rua Conde de Lages n. 44 sala 608- Glória Cep 20.241-080- Rio de Janeiro-RJ Brasil

Tel.: (55-21) 2531-7107 / (55-21) 2221-2581, / Fax : (55-21) 2531-7107

E-mail : endabrasil@endabrasil.org.br ; laurataves@hotmail.com I laurataves@gmail.com

- Education alternative
- Environnement et GRN
- Développement social des quartiers

ENDA COLOMBIE

Mme Pilar TRUJILLO URIBE

Calle 33 No. 16-22 Teusaquillo - BOGOTÁ - COLOMBIA

Tel.: +571 338 3140/41/42 / 285 39 49 / Fax: +571 285 66 28 / E-mail: endacol@andinet.com

- Gestion environnementale urbaine
- Appui au développement local
- Gestion et recyclage des déchets urbains
- Renforcement des capacités

ENDA DOMINICANA

M. Mamerto VALERIO

BP 3370, SANTO DOMINGO - REPÚBLICA DOMINICANA / Tél.: +1-809 385-0421 / Fax: +1-809 385-2359

E-mail: enda.dom@codetel.net.do / Web: <http://www.Funredes.org/endacaribe>

- Gestion des ressources naturelles et agroforesterie
- Promotion des initiatives de santé communautaire
- Développement urbain et services de base

Entités d'Enda en Asie

ENDA BOMBAY

M. Virup PANWALKER

5, Vashi Saphalya CHS, Sector 9A, Vashi Vashi - 400703, NEW BOMBAY - INDIA
Tel.: +91-22 27 66 19 02 / Fax: +91-22 27 65 88 97 / E-mail: paragp@vsnl.com

- Agriculture et développement rural.
- Appui à la création de microentreprises rurales
- Appui aux mouvements et associations de femmes
- Recyclage des déchets et fabrication d'engrais bio

ENDA VIÊTNAM

M. Bang ANH TUAN

C2 Buu long St, Cu Xa Bac Hai, district 10, HỒ CHI MINH CITY - VIÊTNAM
Tel.: (84-8) 9700243 / Fax: (84-8) 9703273 / E-mail: endavn@hcmc.netnam.vn

- Restructuration de l'habitat dans les bidonvilles
- Gestion environnementale urbaine
- Accès aux services de base
- Aide à la création de microentreprises

Entités d'Enda en Afrique

ENDA ÉTHIOPIE

Mme Azeb GIRMAI

PO Box 25718 Code 1000 ADDIS ABEBA - ETHIOPIA
Tel.: +251-1 51 21 86 / Fax: +251-1 51 45 80/ E-mail: enda-eth@telecom.net.et

- Développement de l'agriculture urbaine
- Gestion des déchets urbains et assainissement
- Lutte contre le VIH/Sida et création d'AGR

ENDA INTER-ARABE

Mme Essma BEN HAMIDA - M. Michael CRACKNELL

3, rue el aacha, 2041 ettadhamen, BP 72 Ksar Saïd II, TUNIS - TUNISIE
Tél.: +216-71 65 06 00 / 65 06 90 / Fax: +216-71 65 07 61
E-mail : bhessma@gnet.tn / Web: www.endarabe.org.tn

- Micro finance et microcrédit
- Appui à la création de microentreprises
- Animation et mise en réseau

ENDA MAGHREB

M. Driss BARRAOUI

12, rue Jbel Moussa, Appt. 13, JOLI COIN / Rabat Agdal / RABAT - MAROC
Tél. : +212 37 75 64 14 /15 / Fax: +212 37 75 64 13 /
E-mail: endamaghreb@enda.org.ma / Web: http://www.enda.org.ma

- Renforcement des capacités des acteurs locaux
- Promotion et renforcement du dialogue politique
- Gestion des déchets solides
- GRN et développement rural

ENDA MALI**M. Soumana COULIBALY**

Oulofobougou, rue 424, porte N° 216, B.P. 3123 Bamako - Mali

Tél.: (223) 20 22 55 64 / Fax : (223) 20 23 25 93

E-mail: enda-mali@cefib.com

- Appui aux enfants et jeunes en difficulté
- Promotion des initiatives de santé communautaire
- Renforcement des capacités économiques des femmes

ENDA OCÉAN INDIEN**M. Cyrille DE BILLY**

BP 1467 ANTANANARIVO - MADAGASCAR

Tél.: +261-20 22 61 64 / Fax: +261-20 22 61 74

E-mail: endaoi@simicro.mg - cdebilly@wanadoo.fr

- Restructuration de l'habitat en milieux défavorisés
- Appui aux enfants et jeunes en difficulté
- Gestion des déchets urbains et assainissement

Entité d'Enda en Europe

82**ENDA EUROPE****Mme Annelaure WITTMANN**

5, rue des immeubles industriels - 75011 PARIS - FRANCE

Tél.: (331) 44 93 87 40 / Fax: (331) 44 93 87 50

E-mail: enda-europe@wanadoo.fr - Web : www.enda-europe.org

- Appui technique aux entités d'Enda (montage de projets et recherche de financements)
- Migrations internationales et lutte contre les discriminations
- Education au développement et à la solidarité responsable auprès du public européen

Entités d'Enda au Sénégal

ENDA ACAS (Actions en Casamance)

M. Bocar SY

BP 224, ZIGUINCHOR - SÉNÉGAL

Tel : +221 33 991 14 07 / Fax : +221 33 991 24 94

E-mail : acas@enda.sn

- Réalisation d'infrastructures hydrauliques
- Aménagements hydroagricoles
- Appui à l'enfance en difficulté

ENDA BUKOL (Bureau de Kolda)

M. Ibrahima CISSE

BP 169, KOLDA - SÉNÉGAL

Tel : +221 33 996 14 85 / Fax : +221 33 996 17 55

E-mail : acas-kol@enda.sn

- Aménagements hydroagricoles
- Réalisation d'infrastructures rurales
- Gestion des ressources naturelles
- Agriculture et développement rural

ENDA CYBERPOP

Mme Rabia Abdelkrim CHIKH

Centre culturel Blaise Senghor Annexe Ecopole / 6, Boulevard Dial Diop / BP 3370, DAKAR - SÉNÉGAL

Tel : +221 33 824 65 47 / E-mail: cyberpop@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn/cyberpop>

- Appui aux dynamiques populaires en zone urbaine
- Démocratisation de l'utilisation des NTIC
- Femmes, questions de genre et développement

ENDA DIAPOL (Prospectives Dialogues Politiques)

M. Moussa MBAYE

Sicap Sacré-Coeur Transition 4, Villa n° 8773, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél. : (221) 33 825 36 20 / Fax : (221) 33 825 36 32

E-mail : diapol@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn/diapol>

- Plaidoyer et dialogue politique
- Migrations et développement
- Intégration africaine et coopération transfrontalière
- Education alternative

ENDA EAU POPULAIRE

M. Malal TOURÉ

Mermoz Pyrotechnie, Cité des Administrateurs Civils

Immeuble N° 13, 2^e étage, Droite / BP 17072, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél. : +221 33 860 41 43 / Fax : +221 33 860 41 39

Email : malal@enda.sn

- Réalisation d'infrastructures hydrauliques en milieux défavorisés
- Interventions dans le domaine de l'assainissement
- Lutte contre les maladies liées à l'eau

ENDA ÉCOPOLE OUEST-AFRICAINE JACQUES BUGNICOURT**M. Amadou DIALLO & M. Oumar TANDIA**

Rue Félix Éboué / BP 21394, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél. : +221 33 823 56 63 / 33 822 31 94 / Fax: +221 33 823 95 83

E-mail: ecopole@enda.sn - audiovis@enda.sn / Web: <http://www.enda.sn/ecopole>

- Education alternative à la citoyenneté
- Appui au développement local participatif
- Plaidoyer et dialogue politique
- Développement de la santé communautaire
- Gestion des déchets et recyclage

ENDA ÉCOPOP (Economie Populaire Urbaine)**M. Mamadou Bachir KANOUTÉ**

N° 8609D S. Coeur II / BP 3370, DAKAR - SÉNÉGAL

Tel.: +221 33 864 69 59 / Fax : (221) 33 864 68 32

E-mail : ecopop@enda.sn / Web : www.enda.sn/ecopop

- Gouvernance urbaine
- Renforcement des capacités des acteurs locaux
- Appui au développement local participatif
- Accès aux services sociaux de base

ENDA ÉNERGIE**M. Jean Phillippe THOMAS**

54 rue Carnot / BP 3370, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél. : +221 33 822 59 83 / Fax : +221 33 821 7595

E-mail: enda.energy@sentoo.sn / Web: <http://energie.enda.sn>

- Elargissement de l'accès aux services énergétiques
- Elaboration et mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement
- Analyse et recherche de synergies entre Energie, Environnement & Développement
- Lobbying, dialogue politique et plaidoyer international
- Renforcement des capacités des organisations de la société civile africaine

ENDA GRAF (Groupe Recherche Action Formation) SAHEL & AFRIQUE DE L'OUEST**M. Emmanuel Seyni NDIONE**

B.P. 13069 Grand-Yoff, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél.: +221 33 827 20 25 / Fax: +221 33 827 32 15

E-mail: graf@enda.sn / Web: <http://www.enda.sn/graf>

- Gouvernance locale concertée
- Accès aux biens et services de base
- Agriculture et développement rural
- Appui aux femmes, AGR et microfinance
- Education alternative

ENDA JEUNESSE ACTION**M. Pierre Marie COULIBALY & M. Fabrizio TERENCE**

54, rue Carnot, BP 3370, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél.: +221 33 889 34 20 / 33 889 34 21 / Fax: +221 33 823 51 57

E-mail: jeuda@enda.sn / Web: <http://www.enda.sn/eja>

- Appui aux enfants et jeunes travailleurs
- Soutien aux enfants en difficulté
- Lobbying et plaidoyer international
- Renforcement des capacités des acteurs de la société civile

ENDA LEAD AFRIQUE FRANCOPHONE**M. Masse LÔ**

54, rue Carnot, BP 3370, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél.: +221 33 889 34 30 / 33 889 34 31 / Fax: +221 821 75 95 / 33 823 51 57

E-mail: lead-af@enda.sn / Web: <http://fa.lead.org>

- Renforcement des capacités
- Appui aux organisations de la société civile africaine
- Animation de réseaux et plaidoyer international

ENDA MADESAHEL (Méthodes Appliquées au Développement du Sahel)**Mme Mame Thierno Aby SY**

BP 6259, DAKAR - SÉNÉGAL - BP 414, MBOUR - SÉNÉGAL

Tél.: +221 33 823 76 76 / 33 842 29 63 / +221 957 15 33 / Fax: +221 823 76 76

E-mail: madesahel@enda.sn

- Confection et conditionnement de phytomédicaments
- Formations en santé publique
- Conservation des espèces végétales menacées
- Expérimentations et diffusion de nouvelles essences

ENDA PRONAT (Protection Naturelle des Cultures)**Mme Mariam SOW**

54, rue Carnot / BP 3370, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél.: +221 33 889 34 19 / 33 889 34 37 / Fax: +221 823 51 57

E-mail: pronat@enda.sn / Web: <http://www.enda.sn/pronat>

- Création d'espaces de concertation en zone rurale
- Réduction de l'utilisation des pesticides dans l'agriculture
- Formation aux techniques de l'agriculture saine et durable
- Lobbying et plaidoyer contre l'introduction des OGM en Afrique

ENDA RUP (Relais pour le développement Urbain Participé)**M. Malick GAYE**

Rue Félix Eboué / BP 27083, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél.: +221 822 09 42 / Fax: +221 821 41 66

E-mail: rup@enda.sn / Web : <http://www.enda.sn/rup>

- Animation et mise en réseau sur l'urbain
- Gouvernance urbaine
- Lobbying et plaidoyer international
- Réalisation de systèmes d'assainissement
- Développement de l'agriculture urbaine

ENDA PLANTES MÉDICINALES**Mme Fatimata SY**

Rue Félix Eboué / BP 3370, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél.: +221 33 822 96 95 / 33 823 66 17

Fax: +221 33 823 66 15 / E-mail: endaste@enda.sn

- Culture de plantes médicinales
- Fabrication et conditionnement de phytomédicaments
- Modernisation des conditions de vente de plantes médicinales
- Expérimentations et diffusion de nouvelles essences

ENDA SANTÉ**M. Daouda DIOUF**

56 COMICO VDN Liberté VI Extension / BP 3370, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél. : +221 33 867 02 62 / Fax : +221 33 823 51 57

E-mail : santecom@enda.sn

- Actions de sensibilisation contre le VIH/Sida
- Assistance médicosociale des personnes infectées
- Prévention des risques liés à la prostitution clandestine
- Lobbying et plaidoyer international sur le VIH/Sida
- Actions de lutte contre le paludisme

ENDA SYNFEV (Synergie, Genre et Développement)**Mme Marie-Hélène MOTTIN SYLLA**

Mermoz Pyrotechnie, Cité des Administrateurs Civils

Immeuble N° 13, 2^e étage / BP 3370, DAKAR - SÉNÉGAL

Tel/fax : +221 33 860 42 05

E-Mail : mhms@enda.sn / Web : <http://synfev.enda.sn> <http://www.famafrique.org>

- Animation de réseaux Femmes et questions de genre
- Organisation de sessions de formation
- Publication de revues et plaidoyer international

ENDA SYSPRO (systèmes et prospective)**M. Taoufik BEN ABDALLAH****73, Rue Carnot / BP 3370, DAKAR - SÉNÉGAL****Tél. : +221 33 821 70 37 / 33 823 57 54 / Fax : +221 33 823 51 57****E-mail : syspro2@enda.sn**

- Renforcement des capacités de la Sté civile africaine
- Lobbying et plaidoyer sur le commerce international
- Organisation des Forums Sociaux internationaux
- Renforcement du dialogue politique

Services communs au Sénégal

ENDA ADRESSOTHÈQUE (Connexion pour la solidarité internationale)

Mme Sata TALL

Résidence du Phare Mamelles, route de Ngor / BP 3370, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél.: +221 33 842 82 60 / 33 842 82 48 / Fax: +221 33 822 26 95

E-mail: adressot@enda.sn

- Administration de la base de données des partenaires
- Mise en connexion de nouveaux contacts avec Enda
- Diffusion des publications d'Enda
- Gestion du courrier

ENDA CAF (Coordination Administrative et Financière)

Mme Marie Lou DÔ & M. Jacques MOYNAT

54, rue Carnot / BP 21177, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél: +221 33 889 34 04 / 33 889 34 00 / Fax: +221 33 860 51 33

E-mail: caf@enda.sn

- Administration générale du personnel
- Gestion comptable de l'organisation
- Comptabilité matière et intendance générale
- Gestion de la base de données des projets

ENDA EDDOC (Edition - Diffusion - Documentation) & ESPACE MULTIMEDIA

M. Raphaël NDIAYE

Avenue Habib Bourguiba, BP 3370, DAKAR - SÉNÉGAL

Tél. : +221 33 889 34 17 / 33 889 34 12 / 33 889 34 13 / Fax : +221 823 51 57

E-mail: editions@enda.sn , eddoc-rn@enda.sn

- Edition et diffusion de publications
- Gestion de l'information et de la documentation centrale
- Education pour l'environnement et le développement



rapport annuel 2008

vers des politiques sociales alternatives

© 2009 enda tiers-monde - secrétariat exécutif

<http://www.enda.sn> - Email : se@enda.sn

BP 3370 DAKAR - SÉNÉGAL